RÉSISTER AU RÈGNE DES PLUS RICHES

Défendre la liberté contre le pouvoir des milliardaires



OXFAM

TABLE DES MATIÈRES

Acronymes 5

Avant-propos d'Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International 6

Avant-propos de Wanjira Wanjiru, activiste kényane co-fondatrice du Mathare Social Justice Centre et du Matigari Youth Book Club 7

Résumé : Oligarchie ou démocratie ? Une question de choix 8

Chapitre 1 Le grand fossé des inégalités et le règne des plus riches 17
1.1 Une décennie faste pour les milliardaires 18
1.2 Pendant ce temps, des milliards de personnes sont confrontées à la pauvreté et à la faim 21
1.3 Les inégalités économiques entraînent des inégalités politiques 26

Chapitre 2 Inégalités d'accès et de participation à la vie politique au sommet : l'oligarchie qui contrôle notre monde 28
2.1 Investir dans la politique 30
2.2 Propriété et contrôle des médias par une élite 32
2.3 Les milliardaires à la table des discussions 33

Chapitre 3 Inégalités d'accès et de participation à la vie politique à la base : quand la répression prend le pas sur la redistribution 35
3.1 Inégalités et disparités d'accès et de participation à la vie politique 36
3.2 Répression des manifestations contre les inégalités et l'austérité : les gouvernements préfèrent la répression à la redistribution 37
3.3 Les défenseurs et défenseuses de l'environnement et des droits humains, les journalistes et les syndicats dans le collimateur 41
3.4 Lutter contre les inégalités économiques et faire de nouveau entendre sa voix 42

Chapitre 4 Construire un avenir à égalité 43
1. Réduire radicalement les inégalités économiques 44
2. Limiter le pouvoir politique des ultra-riches 45
3. Bâtir le pouvoir politique du plus grand nombre 47
Bâtir un mouvement mondial et oser exiger le changement 48

Références 49

© Oxfam International, janvier 2026

Auteur·es principaux/ales : Alex Maitland, Anjela Taneja, Anthony Kamande, Carlos Brown Solá, Harry Bignell, Max Lawson et Rune Møller Stahl

Commanditaire et responsable éditoriale : Harry Bignell

Oxfam remercie Alex Bush, Alison Court, Anouk Franck, Amina Hersi, Ashish Damle, Bart Monnens, Beverly Musili, Brenda Mofya, Ceren Topgul, Chiara Putaturo, Cristina Fernandez-Duran, Deepak Xavier, Didier Jacobs, Efren Perez, Emilio del Rio Castro, Emma Seery (consultante externe), Eva Smetts, Fati Nzi-Hassane, Gloria Isabel Garcia Parra, Grazielle Custódio, Hana Ivanhoe, Hanna Nelson, Hernan Saenz, Inigo Macias Aymar, Irit Tamir, Isobel Frye, Jane Garton (consultante externe), Jackson Gandour, Jenny Patricia Gallego Munoz, John Makina, Jon Robin Bustamante, Joss Saunders, Kate Donald, Kira Boe, Linda Odour-Noah, Lucy Cowie (consultante externe), MacPherson Mdalla, Mads Busck, Mai Lagman, Mahmuda Sultana, Maria Eugenia Luarca, Miguel De La Vega, Mirjam van Dorssen, Mustafa Talpur, Nabil Abdo, Nabil Ahmed, Nafkote Dabi, Neal McCarthy, Nicholas Vercken, Nina Crawley, Nizar Aouad, Nout van der Vaart, Paola Castellani, Rebecca Riddell, Rod Goodbun, Sally Abi Khalil, Seán McTernan, Stanislas Hannoun, Steve Price-Thomas, Susana Ruiz, Tobias Hauschild, Veronica Paz Arauco, Victoria Harnett et Viviana Santiago pour leur contribution.

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation.

Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation des auteur·es est requise et des frais d'utilisation peuvent s'appliquer.

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de publication. Publié par Oxfam International sous le DOI : 10.21201/2025.000113

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard) et relu par Morgane Menichini.

Oxfam remercie également les auteur·es des documents de référence élaborés à sa demande sur les mêmes thématiques : Anjela Taneja, Grazielle Custódio, Hana Ivanhoe, Jennifer Erazo, Maria Eugenia Luarca, Michael Borum, Miguel De La Vega, Nizar Aouad, Nour Shawaf, Paola Castellani, Roslyn Boatman et Veronica Paz Arauco.

Conception graphique par Nigel Willmott avec l'aide de Julie Brunet pour la visualisation des données.

Plusieurs expert·es et organisations ont généreusement appuyé l'élaboration de ce rapport. Oxfam remercie également Alice Krozer (El Colegio de México), Benedicte Bull (Université d'Oslo), Christoph Lakner (Banque mondiale), Danny Dorling (Université d'Oxford), Steve Cockburn (Amnesty International), Tess Wolfenden (Debt Justice), Todd Brogan (International Trade Union Confederation) et Wiz Bains (Debt Justice).

Photo de couverture : Manifestant·es, poings croisés, devant des agents de police kényans lors d'une manifestation contre la hausse des impôts dans le centre-ville de Nairobi, le 18 juin 2024, alors que les membres du Parlement débattent de la loi de finance 2024. Les forces de l'ordre ont tiré des gaz lacrymogènes et arrêté des dizaines de manifestant·es. Crédit photo : Luis Tato/AFP via Getty Images

Photo de couverture du résumé : Le 4 mars 2025, une manifestante à New York brandit une pancarte sur laquelle on peut lire : « Migrants aren't robbing you. Billionaires are. » (Ce ne sont pas les personnes migrantes qui vous volent. Ce sont les milliardaires.) Crédit photo : Richard Scalzo via Shutterstock

Photo de couverture du chapitre 1 : Lamborghini jaune stationnée devant l'Hôtel de Paris à Monte-Carlo. Crédit photo : Danilo Capece/Unsplash

Page 24 : Personne sans domicile assise devant un magasin de vêtements pour hommes à Glasgow, en Écosse. Crédit photo : Gerard Ferry/Alamy

Photo de couverture du chapitre 2 : Mark Zuckerberg, Jeff Bezos, Sundar Pichai et Elon Musk invités à la 60e cérémonie d'investiture présidentielle dans la rotonde du Capitole à Washington, DC (États-Unis) le 20 janvier 2025. Crédit photo : Julia Demaree Nikhinson/AbacaPress

Page 30 : Jets privés alignés sur la base aérienne de Dübendorf (Suisse). Cette base est l'un des sites utilisés pour les arrivées et les départs lors du Forum économique mondial de Davos. Crédit photo : Arnd Wiegmann/Reuters

Page 34 : Publicité dans un arrêt de bus en Angleterre, avec le message « Don't believe everything billionaires tell you » (ne croyez pas tout ce que vous disent les milliardaires) en référence aux médias détenus par des milliardaires au Royaume-Uni. Crédit photo et design par : Darren Cullen, Spelling Mistakes Cost Lives Dot Com. Voir https://www.spellingmistakescostlives.com/

Photo de couverture du chapitre 3 : Étudiant·es des universités publiques de São Paulo manifestant contre les coupes budgétaires dans l'éducation décidées par le gouvernement du président Jair Bolsonaro à São Paulo, Brésil, le 8 novembre 2022. Crédit photo : Isaac Fontana via Shutterstock

Page 38 : Homme âgé en tête d'un cortège lors d'une série de protestations dans le parc El Arbolito (Équateur), lors du 20e jour de la grève nationale qui a eu lieu en 2025 en Équateur, en signe de mécontentement envers le gouvernement de Daniel Noboa. La marche a été décrite comme une manifestation pacifique organisée par différents secteurs de la société. Elle a pourtant été dispersée par une répression violente et un usage excessif de gaz lacrymogènes. Crédit photo : SOPA Images via Alamy

Photo de couverture du chapitre 4 : Activistes allongé·es pour participer au « G20 Women's Shutdown », une action visant à mettre fin aux violences basées sur le genre et aux féminicides en Afrique du Sud, dans le cadre du sommet « We the 99 People's Summit » sur la justice économique. Crédit photo : Fighting Inequality Alliance

Page 45 : Activistes du monde entier défilant pour la justice climatique lors de la Marche mondiale pour le climat organisée le 15 novembre 2025 par le Sommet des peuples à Belém (Brésil), à l'occasion de la COP30. Crédit photo : Rodrigo Correia via Oxfam International

Page 47 : Milliers de manifestant·es défilant sur la Cinquième Avenue à New York le 14 juin 2025 pour protester contre le régime autocratique. Crédit photo : rblfmr via Shutterstock

ACRONYMES

CEPALC :	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CNUCED :	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CONSEA :	Conselho Nacional de Segurança Alimentar e Nutricional, ou Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Brésil)
COP des Nations Unies :	Conférence des Parties des Nations Unies (selon la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques)
CSI :	Confédération syndicale internationale
FMI :	Fonds monétaire international
MPE :	Membres du Parlement européen
OIT :	Organisation internationale du Travail
PNRI :	Plans nationaux de réduction des inégalités
PPP :	Parité du pouvoir d'achat
USAID :	United States Agency for International Development, ou Agence des États-Unis pour le développement international

AVANT-PROPOS
AGNÈS CALLAMARD, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE D'AMNESTY INTERNATIONAL



Le point de bascule de notre monde, nous y sommes déjà.

Voilà de nombreuses années qu'Amnesty International met en garde contre la montée de l'autoritarisme entre les pays et en leur sein même. Les données recueillies au cours de l'année écoulée montrent que ce processus s'amplifie rapidement. Un an après l'investiture du président Trump, nous avons vu partout dans le monde se multiplier les leaders privilégiant les investissements militaires et les accords de politique étrangère au détriment de la protection des droits humains et des engagements multilatéraux. Cela a fortement ébranlé les acquis en matière d'égalité, de justice et de dignité obtenus de haute lutte au cours des 80 dernières années un peu partout dans le monde.

De même, depuis de nombreuses années, Oxfam attire notre attention sur l'urgence croissante des inégalités, avec une hausse continue du nombre d'ultra-riches. Comme le révèle le présent rapport, ce processus s'accélère lui aussi. L'année dernière, la fortune des milliardaires a ainsi augmenté trois fois plus vite qu'au cours des cinq années précédentes, depuis 2020. Le cap des 1 000 milliards de dollars aux mains d'une seule personne se profile. Tout cela alors qu'une personne sur quatre vit régulièrement dans la crainte de ne pas avoir de quoi manger à sa faim ou de devoir sauter des repas pour joindre les deux bouts, et que le quotidien devient inabordable pour les citoyen·nes ordinaires.

Les gouvernements de nombreux pays adoptent des pratiques autoritaires et introduisent de nouvelles mesures visant à restreindre la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique. Ils couplent ces mesures aux lois et règlements déjà en vigueur pour réprimer les défenseurs et défenseuses des droits humains, les critiques et opposant·es, ou pour se soustraire à leurs obligations de redevabilité et se ranger du côté des puissant·es sur le plan économique.

Comme souvent, ce sont les personnes les plus démunies qui font les frais de cette répression. Partout dans le monde, des syndicalistes, des défenseurs et défenseuses de l'environnement, des femmes, des personnes racisées, les populations autochtones et la communauté LGBTQI+ font l'objet de disparitions forcées, de détentions arbitraires ou d'assassinats en raison de leur activisme.

Ce rapport montre sans équivoque que ces deux tendances profondément préoccupantes que sont la montée de l'autoritarisme et l'intensification des inégalités ne sont pas des problèmes ou des dilemmes distincts. Elles sont au contraire intrinsèquement liées, car les gouvernements du monde entier prennent le parti des puissant·es, et non du peuple, et préfèrent la répression à la redistribution.

Il est impératif de protéger nos droits civils et politiques durement acquis : liberté de réunion, liberté d'expression et liberté d'organisation. La contestation constitue un fondement des sociétés équitables et démocratiques, rempart indispensable face aux dérives autoritaires. Il est tout aussi important que les droits sociaux et économiques de tou·te·s soient respectés. Ces droits qui couvrent les besoins fondamentaux tels que l'alimentation, l'eau, le logement, les soins de santé et l'éducation, sont essentiels pour mener une vie digne.

Les faits démontrent que la réalisation de l'ensemble de ces droits humains suppose impérativement une réduction rapide des inégalités. Il est urgent de combler le fossé entre les ultra-riches et le reste de la société.

Fort heureusement, des gens se mobilisent partout dans le monde pour dénoncer les milliardaires et les régimes autoritaires qui sapent les fondements de nos libertés. Les défenseurs et défenseuses de la justice fiscale et de la lutte contre les inégalités réclament des mesures pour combattre les inégalités, notamment au sujet de la fiscalité des ultra-riches. Une convention fiscale des Nations Unies se profile, sous l'impulsion de l'Afrique. De la Malaisie à Madagascar, en passant par le Népal, la France et les États-Unis, les citoyen·nes montrent la voie avec ce qui ressemble non pas à une vague, mais à un tsunami de manifestations mondiales contre la montée de l'extrême droite, appelant à tourner le dos aux gouvernements corrompus qui privilégient le profit au détriment des citoyen·nes et facilitent la domination des ultra-riches sur la vie et les libertés des citoyen·nes ordinaires.

Le rapport *Résister au règne des plus riches* d'Oxfam constitue un rappel courageux et opportun de ce qui est en jeu, de ce qui a déjà été perdu et de ce qu'il reste à protéger des mains insatiables de la classe des milliardaires. Oxfam nous rappelle à tou·te·s qu'un monde nouveau et plus égalitaire est possible.

Il est désormais temps de s'organiser, de se mobiliser et de passer à l'action.

Agnès Callamard,
Secrétaire générale d'Amnesty International

AVANT-PROPOS

WANJIRA WANJIRU, ACTIVISTE KÉNYANE CO-FONDATRICE DU MATHARE SOCIAL JUSTICE CENTRE ET DU MATIGARI YOUTH BOOK CLUB



2025 a été une année de résistance des peuples face aux puissant·es. La vie est devenue difficilement supportable pour les citoyen·nes ordinaires. Aujourd'hui, de Nairobi au Bangladesh, de l'Italie au Pérou, les travailleurs et travailleuses du monde entier se mettent en grève et élèvent la voix pour exiger des conditions de vie et de travail dignes, rejetant un ordre économique mondial qui traite leurs souffrances comme le prix à payer pour la maximisation des profits.

Ayant grandi à Mathare, l'un des plus grands bidonvilles de Nairobi, je connais intimement la violence de la pauvreté : les morts évitables de celles et ceux qui vivent au jour le jour, l'indignité de bébés affamés que l'on ne parvient pas à nourrir, de loyers impossibles à payer, de soins de santé et d'une éducation devenus inaccessibles. La pauvreté n'est pas une condition naturelle. Elle est créée, entretenue et instillée par des systèmes et des gouvernements qui décident qui faire prospérer et qui condamner à lutter pour sa survie. Tout cela n'est pas le fruit du hasard, mais de choix politiques.

Au Kenya par exemple, l'enseignement primaire était autrefois gratuit. Il ne l'est désormais plus que de nom, car les parents sont sollicités de multiples façons pour mettre la main à la poche. Ce recul en matière d'éducation, de santé et de protection sociale ne découle pas d'une incompétence, mais d'une austérité délibérée imposée aux personnes vivant dans la pauvreté, tandis que les riches continuent d'amasser en toute impunité. Les citoyen·nes ordinaires sont lourdement imposé·es, malgré un coût de la vie déjà intenable. Dans le même temps, les grandes entreprises bénéficient d'exonérations fiscales et les élites politiques protègent leur fortune. Ces injustices ont créé un terrain fertile pour les manifestations contre le projet de loi de finance de 2024 et 2025. Nous avons protesté avec nos tripes, porté·es par un espoir radical. L'espoir d'un avenir meilleur. Nous ne demandions rien d'extraordinaire, juste de vivre dans la dignité. L'État a fait usage de la violence et beaucoup y ont perdu la vie. Cette brutalité s'est répétée au Cameroun, au Kenya, à Madagascar, au Nigeria, au Pérou et en Tanzanie. Comme un rappel de ce qui peut arriver lorsque l'élite se sent menacée.

Amílcar Cabral, leader de la libération, aimait à dire que les gens ne se battent pas pour des idées abstraites, mais pour faire évoluer leurs conditions matérielles, assurer l'avenir de leurs enfants, vivre mieux et en paix. Aujourd'hui, cet avenir semble pourtant incertain. Les jeunes couples tardent à fonder une famille, faute de ressources suffisantes pour assurer leur propre subsistance. Le changement climatique et l'effondrement écologique nous rappellent chaque jour que la Terre elle-même semble implorer la fin de l'exploitation.

Je reste malgré tout convaincue qu'il y a assez de ressources pour tout le monde : assez de terres, assez d'eau, assez de joie, assez d'amour, si nous plaçons la solidarité, l'unité et l'humanité au cœur de nos politiques. Il n'y a pas de pénurie, seulement un accaparement et des systèmes conçus pour concentrer l'abondance entre les mains d'une minorité.

Les manifestations de la génération Z ont révélé l'interdépendance de toutes nos luttes, des manifestations en réponse à la situation économique de Nairobi aux protestations post-électorales de Maputo, des barrios d'Amérique latine aux townships d'Afrique du Sud. C'est ce que j'ai appris en tant que militante sur le terrain au sein du Mathare Social Justice Centre. Les luttes populaires défendent toujours la dignité et la justice sociale. Tout gouvernement qui prétend servir son peuple doit hisser ces principes au rang de priorités. Une démocratie qui ne peut nourrir, loger ou protéger son peuple n'est qu'une démocratie d'apparat.

On ne peut pas juste souhaiter que la pauvreté disparaisse. Elle doit être éradiquée de manière systémique, tout comme elle s'est implantée de manière systémique. Cela exige d'avoir le courage d'affronter le capitalisme, l'héritage colonial et l'élite politique. En plus d'être nécessaire, ce changement est inévitable.

Ce monde nous appelle. Il est temps de passer à l'action.

Wanjira Wanjiru, activiste kényane co-fondatrice du Mathare Social Justice Centre et lauréate du prix Mawina Kouyate Daughters of Africa

RÉSUMÉ

OLIGARCHIE OU DÉMOCRATIE ? UNE QUESTION DE CHOIX



Depuis l'élection de Donald Trump en novembre 2024, la fortune des milliardaires a augmenté à un rythme trois fois plus élevé que la moyenne annuelle des cinq années précédentes[1]. Si les milliardaires états-unien·nes ont connu la plus forte croissance, celles et ceux du reste du monde ont également enregistré des augmentations à deux chiffres de leur fortune. Les mesures prises sous la présidence Trump, notamment la promotion de la déréglementation et le démantèlement des accords visant à renforcer l'imposition des entreprises, ont profité aux plus riches à travers le monde[2].

Le monde compte pour la première fois plus de 3 000 milliardaires, dont la fortune atteint des niveaux record dans l'histoire. En octobre 2025, l'homme le plus riche du monde, Elon Musk, est devenu la première personne à posséder une fortune supérieure à 500 milliards de dollars[3], alors qu'une personne sur quatre dans le monde souffre de la faim.

Il est facile pour un·e milliardaire d'acheter un yacht gigantesque ou plusieurs maisons de luxe aux quatre coins du monde. Dans un monde profondément inégalitaire où la majorité se partage les miettes, il est on ne peut plus justifié d'interroger cette consommation excessive alors même que la planète est incapable d'absorber tout le carbone généré par de tels excès. De nombreuses personnes balaient toutefois cette critique d'un revers de la main, la qualifiant de politique de la jalousie.

Bien plus rares sont toutefois les personnes qui contesteraient le fait qu'il est contraire au progrès et à l'équité que des milliardaires utilisent leur fortune pour acheter une personnalité politique, influencer un gouvernement, acquérir un journal ou un réseau social, ou déjouer toute opposition en se reposant sur leurs puissantes équipes juridiques afin de garantir leur impunité devant la justice. De tels pouvoirs donnent aux milliardaires une emprise sur notre avenir à tou·te·s, sapant la liberté politique et érodant les droits du plus grand nombre.

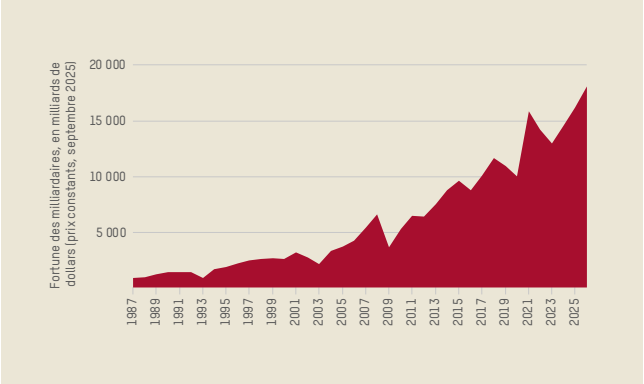
ENCADRÉ 1. UNE DÉCENNIE FASTE POUR LES MILLIARDAIRES : LES FAITS

- En 2025, la fortune des milliardaires a augmenté à un rythme trois fois plus élevé que la moyenne annuelle au cours des cinq années précédentes[4].
- Une étude a révélé que les pays où les inégalités sont les plus marquées ont jusqu'à sept fois plus de risques de voir leur démocratie s'éroder que les pays où les inégalités sont moins prononcées[5].
- Les milliardaires ont plus de 4 000 fois plus de chances d'occuper un poste politique que les citoyen·nes ordinaires[6].
- La richesse acquise par les milliardaires du monde entier au cours de l'année dernière suffirait à donner 250 dollars à chaque habitant·e de la planète, tout en laissant ces milliardaires s'enrichir encore de quelque 500 milliards de dollars[7].
- Les 12 milliardaires les plus riches du monde possèdent plus de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité, soit plus de quatre milliards de personnes[8].

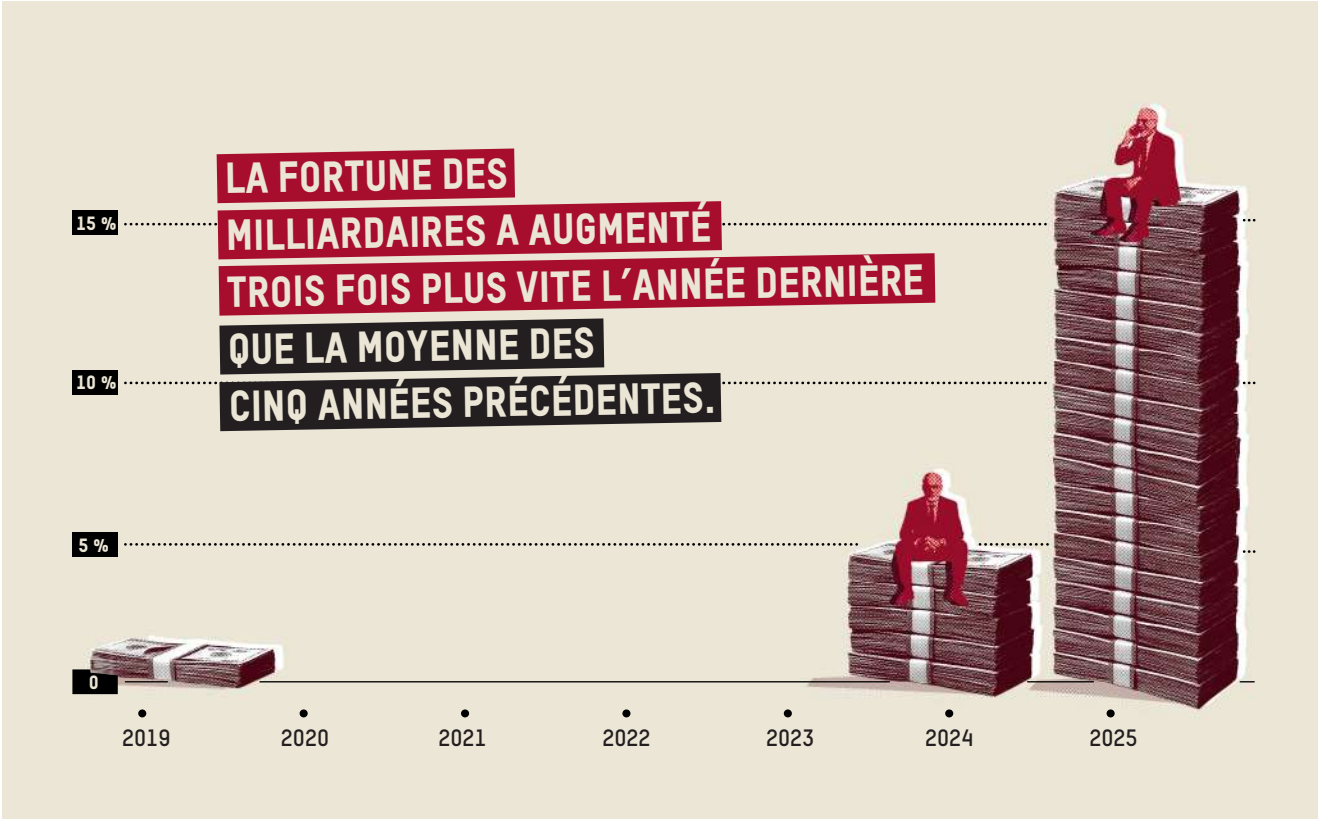
Ce phénomène selon lequel les plus riches influencent et contrôlent la politique n'est pas nouveau ; il est courant dans tous les pays du monde. Mais les événements qui se sont déroulés aux États-Unis en 2025 l'ont peut-être clairement illustré : dans tous les pays, les ultra-riches ont non seulement accumulé plus de richesses qu'ils ou elles ne pourraient jamais en dépenser, mais ils et elles ont également utilisé cette richesse pour s'assurer le pouvoir politique nécessaire pour façonner les règles qui régissent nos économies et gouvernent les nations. Dans le même temps, partout dans le monde, nous assistons à une érosion et à un recul des droits civils et politiques du plus grand nombre, à la répression des manifestations et à l'étouffement des voix dissidentes. Il y a un siècle, face aux inégalités criantes qui frappaient les États-Unis, le juge de la Cour suprême Louis Brandeis déclarait : « Nous pouvons avoir soit la démocratie dans ce pays, soit une grande richesse concentrée entre les mains de quelques-uns. Mais pas les deux. »

Le présent rapport porte précisément sur ce choix. Sur ce qui pousse les gouvernements du monde entier à faire le mauvais choix en favorisant les richesses au détriment de la liberté. À privilégier la domination des plus riches. À préférer réprimer la colère de leur peuple face à une vie qui devient inabordable et insupportable, plutôt que de redistribuer les richesses des plus riches vers les autres. Il montre la manière dont les personnes qui détiennent les richesses économiques deviennent riches sur le plan politique partout dans le monde, et comment elles ont les moyens de façonner et d'influencer la politique, les sociétés et les économies. À l'inverse, les personnes qui sont au bas de l'échelle économique ont très peu de pouvoir politique,

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES ENTRE 1987 ET NOVEMBRE 2025, EN MILLIARDS DE DOLLARS EN TERMES RÉELS



Source : Classements Forbes annuel et en temps réel des milliardaires dans le monde



ENCADRÉ 2. LA TECH ET LE NUMÉRIQUE, NOUVEAU CHAMP DE BATAILLE

En 2022, Elon Musk a racheté Twitter (rebaptisé par la suite X) pour 44 milliards de dollars[9] et a promis d'alléger les mesures de surveillance et de censure des discours haineux au nom de la « liberté d'expression »[10]. Sa prise de pouvoir a été immédiatement suivie d'une recrudescence des discours haineux, avec notamment une hausse de 500 % d'une insulte à caractère raciste mais aussi un accroissement de celles à caractère misogyne, transphobe et autres contenus haineux[11]. La valeur de la plateforme a fortement augmenté suite à l'investiture de Donald Trump en 2025 et à la faveur des relations étroites qu'entretenaient alors ces deux hommes[12].

À cette même période, les forces de l'ordre kényanes ont utilisé X et d'autres fournisseurs numériques pour traquer et enlever des contestataires ou des personnes se montrant critiques vis-à-vis du gouvernement[13]. En décembre 2024, des contestataires ont été enlevé·es dans les rues du Kenya et torturé·es pour avoir publié des images montrant leur opposition au gouvernement sur X[14]. En juin 2025, des manifestations ont de nouveau éclaté suite à la mort d'Albert Omondi Ojwang, décédé alors qu'il était en garde à vue pour avoir critiqué l'inspecteur général adjoint de la police sur X[15].

leurs voix étant réduites au silence par la montée de l'autoritarisme et la suppression de droits et libertés durement acquis.

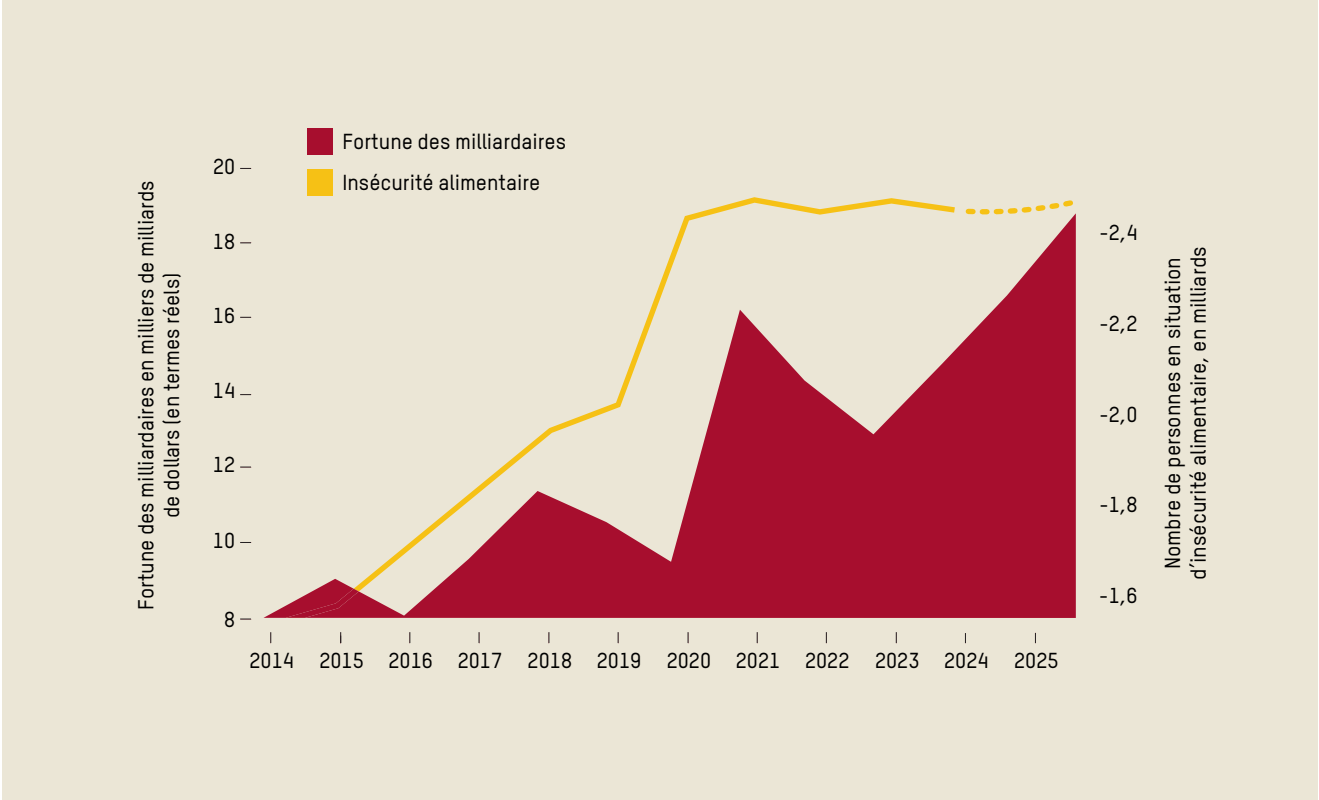
Mais cette situation n'est pas une fatalité, comme le démontre le présent rapport. Les gouvernements peuvent choisir de défendre les citoyen·nes ordinaires plutôt que les oligarques. La base citoyenne, lorsqu'elle s'organise, peut constituer un puissant contrepoids aux grandes fortunes. Ensemble, nous pouvons exiger un monde plus juste et plus égalitaire.

L'ACCUMULATION EXTRÊME DE RICHESSES S'ACCÉLÈRE

À partir de combien est-ce trop ? L'idée d'un plafonnement de la richesse extrême

La philosophe Ingrid Robeyns propose une réflexion philosophique sur l'inscription dans la loi d'une limitation de la fortune privée. Elle prône le « limitarisme », selon lequel la fortune privée devient moralement injustifiable et politiquement dangereuse au-delà d'un certain plafond[16]. De la même façon que les sociétés définissent un seuil de pauvreté pour déterminer quand une personne dispose de trop peu, il serait opportun de définir un « plafond d'extrême richesse »[17] pour déterminer quand une personne a trop. Elle suggère un plafond à 10 millions de dollars. Selon l'organisation Patriotic Millionaires, un tiers des millionnaires interrogé·es seraient favorables à l'instauration d'un plafond de richesse extrême établi à 10 millions de dollars[18].

GRAPHIQUE 2 : ÉVOLUTION DE LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES PAR RAPPORT AU NOMBRE DE PERSONNES EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Source : FAOSTAT, classement Forbes des milliardaires du monde en 2025

LA VIE DEVIENT INABORDABLE POUR LES CITOYEN·NES ORDINAIRES PARTOUT DANS LE MONDE

Au cours des décennies précédentes, les défenseurs et défenseuses de la mondialisation pouvaient mettre en avant les progrès très réels accomplis dans la lutte contre la pauvreté, soulignant que c'était cela qui importait, et non les richesses d'une minorité en haut de l'échelle.

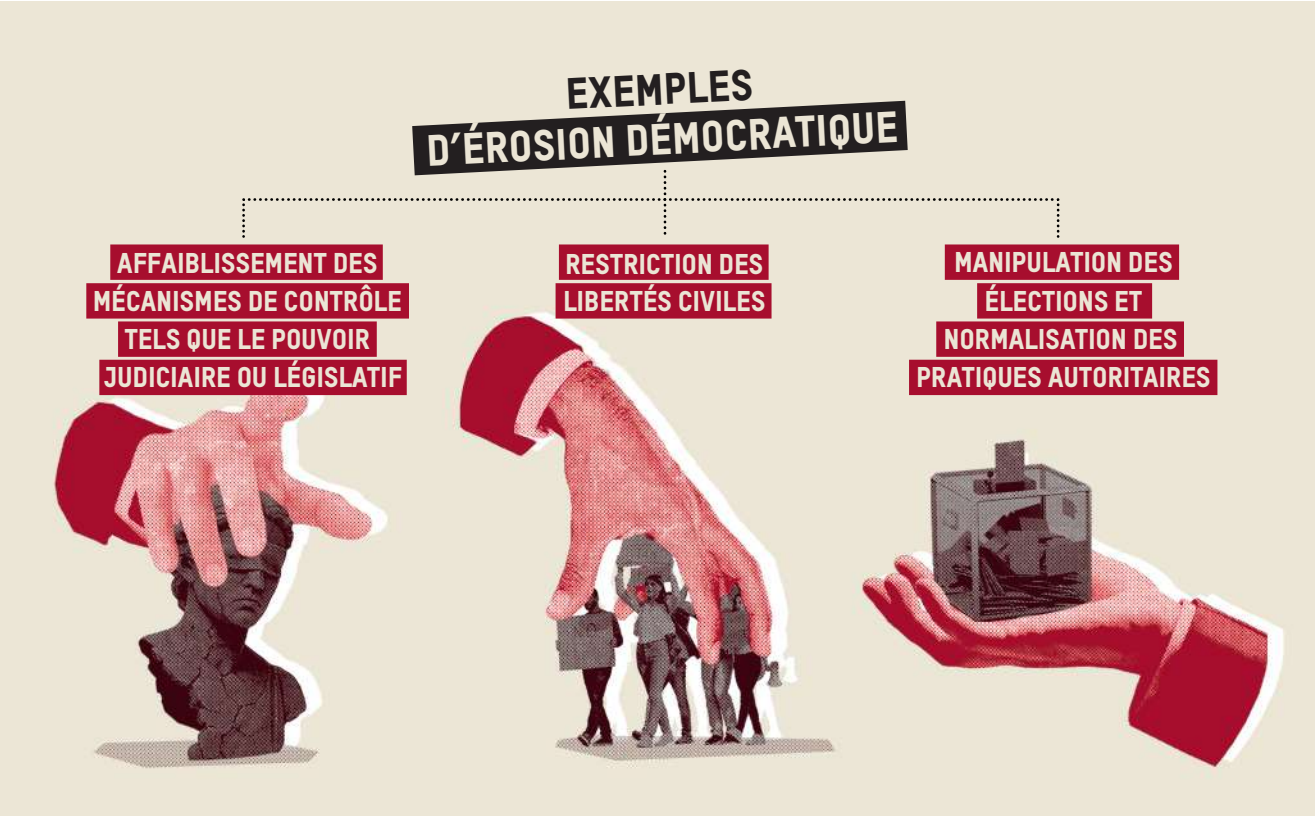
Mais depuis 2020, ce n'est plus le cas. La réduction de la pauvreté marque le pas et la pauvreté est à nouveau en hausse en Afrique. En 2022, près de la moitié de la population mondiale (48 %), soit 3,83 milliards de personnes, vivait dans la pauvreté[19].

En considérant d'autres critères de la pauvreté, outre le revenu, une personne sur quatre dans le monde fait face à une insécurité alimentaire modérée ou grave[20]. Ce chiffre a augmenté de 42,6 % entre 2015 et 2024[21]. Aux quatre coins de la planète, les citoyen·nes ordinaires voient le coût des denrées alimentaires augmenter sans cesse. 92 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire en Europe et en Amérique du Nord, qui figurent pourtant parmi les régions les plus riches du monde[22].

Les femmes et les filles vivant dans la pauvreté, les communautés racisées, les personnes en situation de handicap et les communautés LGBTQI+ subissent des conséquences encore plus graves, ainsi que l'exclusion, la marginalisation et la restriction de leur liberté de se révolter contre leur précarité économique[23]. Les femmes et les personnes racisées prédominent dans les emplois les moins bien rémunérés et les plus précaires. Elles sont aussi les moins susceptibles de jouir de droits fonciers. Chaque jour, on estime que les femmes effectuent 12,5 milliards d'heures de travail de soin non rémunéré, contribuant ainsi à l'économie mondiale à hauteur de 10 800 milliards de dollars au moins[24]. Rien qu'aux États-Unis, plus d'un·e adulte LGBTQI+ sur cinq (22 %) vit dans la pauvreté, contre environ 16 % des personnes hétérosexuelles et cisgenres[25].

LES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES ENTRAÎNENT DES INÉGALITÉS POLITIQUES

Les inégalités économiques jouent un rôle majeur dans l'érosion des droits et des libertés politiques, et créent un terrain fertile pour le renforcement de l'autoritarisme. Selon certaines recherches, l'augmentation des inégalités est l'un des indicateurs les plus fiables annonçant le début du déclin des démocraties[26].



Une étude exhaustive a analysé 23 épisodes d'« érosion démocratique » dans 22 pays[27]. Cette érosion s'est traduite par l'affaiblissement des garde-fous tels que le pouvoir judiciaire ou législatif, la restriction des libertés civiles, la manipulation des élections et la normalisation de pratiques autoritaires comme la concentration du pouvoir entre les mains d'un leader politique. Selon cette étude, les pays où les inégalités sont les plus marquées ont jusqu'à sept fois plus de risques de voir leur démocratie s'éroder que les pays où les inégalités sont moins prononcées.

Inégalités d'accès et de participation à la vie politique au sommet : aujourd'hui, c'est l'oligarchie qui contrôle notre monde

En 2025, nous avons assisté à l'investiture d'un président milliardaire, entouré d'un cabinet composé de plusieurs milliardaires[28], soutenu et financé par l'homme le plus riche du monde, Elon Musk[29], qui était devenu le bras droit du président états-unien Donald Trump avant de tomber en disgrâce de manière spectaculaire[30].

Les données provenant de 136 pays confirment que plus les ressources économiques sont réparties de manière inégale, plus le pouvoir politique l'est également. Par conséquent, les politiques entérinées reflètent davantage les préférences des groupes à revenus élevés que celles des groupes à faibles revenus[31].

Les ultra-riches ont bâti leur pouvoir politique en achetant l'espace politique, en investissant dans la légitimation du pouvoir des élites et en s'assurant un accès direct aux institutions[32]. Les milliardaires et les ultra-riches utilisent depuis longtemps leur immense fortune pour acheter des responsables et des partis politiques, renversant ainsi le pouvoir de la majorité au profit d'un système injuste où « un dollar équivaut à une voix »[33]. Selon l'enquête World Values Survey, près de la moitié des personnes interrogées estimaient qu'il était fréquent de voir les plus riches acheter les élections dans leur pays[34]. En 2024, un dollar sur six dépensé par l'ensemble des candidat·es, partis et comités états-uniens provenait des dons de seulement 100 familles milliardaires[35].

Les milliardaires et les ultra-riches dominent de plus en plus les médias et l'IA. Plus de la moitié des plus grandes sociétés médiatiques dans le monde appartiennent à des milliardaires[36], et neuf des dix plus grands réseaux sociaux sont dirigés par seulement six milliardaires[37]. Huit des dix premières sociétés spécialisées dans l'IA (un domaine qui se recoupe avec le secteur des médias) sont dirigées par des milliardaires, et trois d'entre elles contrôlent près de 90 % du marché des chatbots génératifs basés sur l'IA[38]. En France, CNews a été rachetée et rebaptisée « le Fox News français » par Vincent Bolloré, milliardaire d'extrême droite, défenseur des énergies fossiles, qui a engagé des poursuites judiciaires contre des journalistes critiques à son égard[39].



Les médias appartenant à des milliardaires négligent systématiquement les intérêts des personnes vivant dans la pauvreté, des femmes et des groupes racisés[40]. En Amérique latine, par exemple, seulement 3 % des personnes apparaissant dans les actualités appartiennent à des groupes autochtones, et parmi celles-ci, une sur cinq seulement est une femme[41].

Selon un article publié en 2023, plus de 11 % des milliardaires dans le monde ont occupé ou brigué des fonctions politiques[42]. Oxfam estime que les milliardaires ont au moins 4 000 fois plus de chances d'occuper un poste politique que les citoyen·nes ordinaires[43]. Najib Mikati, ancien Premier ministre libanais et réputé être l'homme le plus riche du pays[44], est un exemple flagrant de la manière dont une grande fortune peut contribuer à obtenir un mandat politique. Malgré le faible soutien populaire ou local dont il bénéficie au sein de son parti, il a été nommé trois fois Premier ministre « de consensus »[45].

Inégalités d'accès et de participation à la vie politique à la base : les gouvernements préfèrent la répression à la redistribution

La pauvreté économique de la majorité tend à se traduire en difficultés d'accès et de participation à la vie politique. Les populations concernées font face à de plus grands obstacles pour participer à la vie politique, à la prise de décision et à la vie publique. Cela limite leur capacité à influencer les politiques, à exercer leurs droits et à façonner leur avenir. Les femmes, en particulier les femmes racisées et celles qui vivent dans la pauvreté, manquent aussi cruellement de temps en raison du travail de soin qui leur incombe[46].

En 2024, un quart des pays du monde ont accusé un recul de la liberté d'expression[47]. Selon Freedom House, 2024 a été la dix-neuvième année consécutive de déclin à l'échelle mondiale, avec plus de 60 pays affichant une détérioration des droits politiques et des libertés civiles[48].

Les mesures d'austérité que les gouvernements, en particulier dans les pays à faible revenu, se sentent obligés de mettre en œuvre face à une dette écrasante ne font qu'aggraver les incroyables difficultés économiques auxquelles la majorité est déjà confrontée. Des manifestations contre les inégalités et cette précarité ont donc éclaté un peu partout dans le monde.

Face à la gronde généralisée de la population[49] sur des problématiques qui touchent à la vie quotidienne de leurs citoyen·nes, les gouvernements du monde entier ont persisté dans cette voie et choisi la répression plutôt que la redistribution. Les manifestations contre l'austérité et le coût de la vie ont conduit à une répression sévère de la part des gouvernements.

ENCADRÉ 3. LA RÉPRESSION BRUTALE SUITE AUX MANIFESTATIONS CONTRE LE PROJET DE LOI DE FINANCES AU KENYA

En juillet 2024, Tom[50] s'est joint à des milliers de manifestant·es dans le centre-ville de Nairobi pour dénoncer les hausses d'impôts, l'augmentation des prix, les inégalités liées à la dette[51] et le gouvernement. Le cortège a été attaqué par un groupe de policiers en civil, mais armés. Tom a reçu trois balles en caoutchouc qui se sont logées dans sa poitrine.

À bien des égards, Tom a eu de la chance ce jour-là. La Commission nationale des droits de l'homme du Kenya a enregistré la mort de 39 personnes lors des manifestations[52] et l'État kényan a été accusé d'avoir systématiquement tué ou enlevé les personnes impliquées. 60 cas d'exécutions sans jugement font actuellement l'objet d'une enquête, ainsi que 71 cas d'enlèvements et de disparitions forcées[53]. Human Rights Watch a également signalé que certaines victimes avaient été retrouvées torturées et mutilées[54].

Bien qu'elles n'aient pas atteint tous leurs objectifs, les manifestations auxquelles Tom a participé ont finalement contraint le président à dissoudre le gouvernement et à retirer le projet de loi qui aurait entraîné une hausse des impôts[55]. Cela illustre le pouvoir dont disposent les citoyen·nes pour imposer un changement. Malgré ses blessures, Tom a déclaré : « Si la manifestation avait lieu demain, j'y retournerais. C'est notre survie qui est en jeu. Et un avenir meilleur pour le Kenya. Si nous n'intervenons pas maintenant, qui d'autre le fera ? »

Les syndicalistes sont souvent en première ligne des manifestations et font partie des premières cibles des mesures répressives décidées par les gouvernements[56]. En Argentine, le président Javier Milei, soutenu par le milliardaire argentin Eduardo Eurnekian, a cherché à amender 366 lois afin de déréglementer les conditions de travail et les salaires, démanteler les protections syndicales et privatiser les entreprises publiques[57]. Les manifestant·es doivent composer avec un contexte de plus en plus hostile, le gouvernement Milei ayant également publié un décret restreignant la liberté et le droit de manifester[58]. Lors des manifestations publiques de 2024, les syndicats ont subi dans leurs rangs des violences policières généralisées et des arrestations massives. Au moins 1 155 manifestant·es ont été blessé·es, dont au moins 33 par des balles en caoutchouc au niveau de la tête et du visage[59].

Reporter la responsabilité sur les migrant·es plutôt que sur les millionnaires

Soutenus par les partis d'extrême droite et certains médias, dont beaucoup appartiennent à des personnes extrêmement riches, les gouvernements stigmatisent systématiquement les minorités et en font des boucs émissaires. Dans de nombreux pays, les personnes migrantes sont accusées de toute une série de maux frappant la société, notamment la criminalité, l'amenuisement des prestations sociales et l'augmentation du coût de la vie[60]. Selon un sondage réalisé en 2024 au Canada, 35 % des Canadien·nes interrogé·es pensent que l'immigration augmente le taux de criminalité, en partie à cause de reportages trompeurs, des réseaux sociaux et du narratif de l'extrême droite[61]. Au Royaume-Uni, une minorité puissante jouissant d'un pouvoir disproportionné a contribué à orienter le débat public sur les petites embarcations de migrant·es traversant la Manche, plutôt que sur les superyachts des ultra-riches[62]. Ce discours consistant à désigner des boucs émissaires trouve un écho favorable chez certaines personnes. Dans les pires scénarios, cela se traduit par une recrudescence des violences racistes perpétrées par une poignée d'individus enhardis[63]. Tandis que la majorité ne se laisse pas duper et que de nombreuses personnes ripostent, il est triste de constater que ces manœuvres sournoises font oublier la vraie source des problèmes rencontrés par la plupart, à savoir les niveaux extrêmes d'inégalités.

CONSTRUIRE UN AVENIR À ÉGALITÉ

Le présent rapport montre comment les inégalités extrêmes, les milliardaires et leurs soutiens au sein des gouvernements entravent la liberté politique et les droits humains de la majorité. Ce cercle vicieux est largement reconnu, y compris dans la sphère des ultra-riches. Selon une enquête menée en 2024 auprès de plus de 2 300 millionnaires issu·es des pays du G20, plus de la moitié considèrent que la richesse extrême constitue une « menace pour la démocratie »[64]. Un sondage mené dans 36 pays a révélé que les personnes interrogées considéraient que la principale cause des inégalités économiques était « l'influence politique excessive exercée par les plus riches ». 86 % des personnes interrogées étaient d'accord ou tout à fait d'accord avec cette affirmation[65].

La bonne nouvelle, c'est que rien de tout cela n'est inévitable et que le changement est possible. Afin de créer un avenir plus équitable pour tou·te·s, ce rapport recommande ce qui suit :

1. Les pays doivent réduire radicalement les inégalités économiques

Conjuguées aux énormes concentrations d'extrêmes richesses et à la pauvreté persistante, les inégalités économiques élevées alimentent l'érosion des droits et libertés du plus grand nombre. Les États doivent faire de la réduction radicale des inégalités économiques leur priorité absolue. **Tous les pays doivent mettre en œuvre des plans nationaux de réduction des inégalités (PNRI) à la fois réalistes et assortis de délais afin de s'attaquer aux inégalités** tout en surveillant régulièrement les progrès réalisés. Chaque pays doit œuvrer pour atteindre un coefficient de Gini inférieur à 0,3 et/ou un ratio de Palma ne dépassant pas 1[66].

Tous les pays doivent également soutenir les recommandations du rapport du comité extraordinaire[67] au G20 présidé par l'Afrique du Sud, sous la direction du professeur Joseph Stiglitz. Le comité appelle à la création d'un « Panel international sur les inégalités » (PII), une institution dont la mission serait de fournir rapidement des informations exactes sur l'ampleur, les causes et les impacts des inégalités galopantes, ainsi que les solutions à y apporter. Tout comme l'urgence climatique justifiait la création du GIEC, l'urgence des inégalités exige de mettre sur pied un tel PII sans plus attendre.

2. Limiter le pouvoir politique des ultra-riches

La richesse économique ne se traduit pas systématiquement en pouvoir politique, et l'on observe de fortes disparités entre les pays, à l'image de l'environnement réglementaire. En plus de réduire l'existence même d'une extrême richesse, les États peuvent prendre des mesures concrètes pour ériger un puissant pare-feu entre richesse et politique. Ils doivent :

- véritablement taxer les ultra-riches afin de réduire leur puissance économique, et ainsi leur puissance politique ;
- réglementer le lobbying et le pantouflage ;
- interdire le financement des campagnes par les ultra-riches ;
- inscrire l'indépendance des médias dans la loi ;
- réglementer les entreprises médiatiques afin d'accroître la transparence des algorithmes ;
- protéger la liberté d'expression tout en luttant contre les contenus néfastes, notamment les discours haineux visant les personnes immigrées et les femmes, ainsi que les minorités raciales, ethniques, religieuses ou liées à des identités de genre diverses.



3. Bâtir le pouvoir politique du plus grand nombre

Malgré les inégalités structurelles, dès qu'elles évoluent dans un système politique qui les encourage et les motive à influencer la prise de décision, les personnes ordinaires deviennent puissantes. Afin de permettre au plus grand nombre d'avoir voix au chapitre en matière de politique, les États doivent garantir un environnement favorable par le biais de lois, d'institutions et de politiques publiques permettant aux citoyen·nes de s'organiser librement, de s'exprimer et d'agir collectivement pour demander des comptes aux personnes détentrices du pouvoir quant au respect de ces droits. La promotion et la protection de l'espace civique est un contrepoids efficace à l'autoritarisme, à l'oligarchie et aux inégalités structurelles.

Les organisations de la société civile (OSC), les syndicats et les autres réseaux et groupes marginalisés et organisés jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les inégalités. Ils représentent les gens ordinaires, collaborent avec les mouvements locaux et autochtones, favorisent la cohésion sociale, veillent à la transparence et à la redevabilité, et défendent des politiques et une gouvernance progressistes qui servent les intérêts du plus grand nombre.

BÂTIR UN MOUVEMENT MONDIAL ET OSER EXIGER LE CHANGEMENT

Oser porter une voix dissidente est bien trop souvent associé à un risque d'intimidation ou d'arrestation, si ce n'est d'y laisser sa peau.

C'est pourquoi nous devons unir nos forces pour adopter des mesures visant à renforcer et à protéger la voix, le choix et le pouvoir de tous ceux et de toutes celles qui luttent pour un avenir plus égalitaire.

Il est essentiel que nos mouvements et organisations collaborent de manière solidaire. Ensemble, nous devons œuvrer à **bâtir un mouvement citoyen mondial pour défendre nos droits, lutter pour un monde plus égalitaire et exiger l'éradication des inégalités et de l'oligarchie.**

ENCADRÉ 4. S'UNIR POUR VAINCRE LE MANQUE D'INFLUENCE POLITIQUE

Des recherches menées en Amérique latine révèlent que des institutions essentielles de la démocratie, telles que les organisations de la société civile, ainsi que le ciblage des efforts de mobilisation et l'organisation volontaire dans les communautés à faibles revenus peuvent donner aux citoyen·nes ordinaires une puissante voix politique[68]. La participation massive aux élections garantit la victoire des candidatures ou des partis qui prennent à bras le corps les souffrances du plus grand nombre et cherchent à limiter le pouvoir d'une petite élite. José Mujica (président uruguayen de 2010 à 2015) a accédé aux plus hautes fonctions malgré ses origines modestes et une période d'emprisonnement sous une dictature militaire, s'attirant un soutien massif de la part de la classe ouvrière uruguayenne et des communautés rurales vivant dans la pauvreté[69].

Les syndicats jouent un rôle essentiel en promouvant l'action collective et en influant sur les processus politiques, mais aussi pour la réduction directe des inégalités économiques en augmentant les salaires des personnes à faibles et moyens revenus par rapport aux plus hauts revenus[70]. Les syndicats mènent une action particulièrement efficace pour combler les écarts de rémunération liés au genre et à l'origine ethnique. Les travailleurs et travailleuses noir·es et hispaniques, ainsi que les femmes, bénéficient d'une plus grande augmentation salariale grâce à la syndicalisation que les travailleurs blancs de genre masculin, ce qui contribue à réduire les écarts salariaux qui existent depuis longtemps[71].

CHAPITRE 1
LE GRAND FOSSÉ DES INÉGALITÉS ET LE RÈGNE DES PLUS RICHES



Alors qu'elles sont déjà conséquentes, les inégalités se creusent encore dans de nombreux pays. La fortune des élites mondiales atteint des niveaux record sur fond de guerres, de tensions commerciales et de chocs climatiques. Le présent rapport souligne la manière dont cette montée en flèche de la richesse d'une poignée de personnes alimente le cercle vicieux de leur mainmise politique et économique, sapant la liberté politique tout en exacerbant les inégalités économiques.

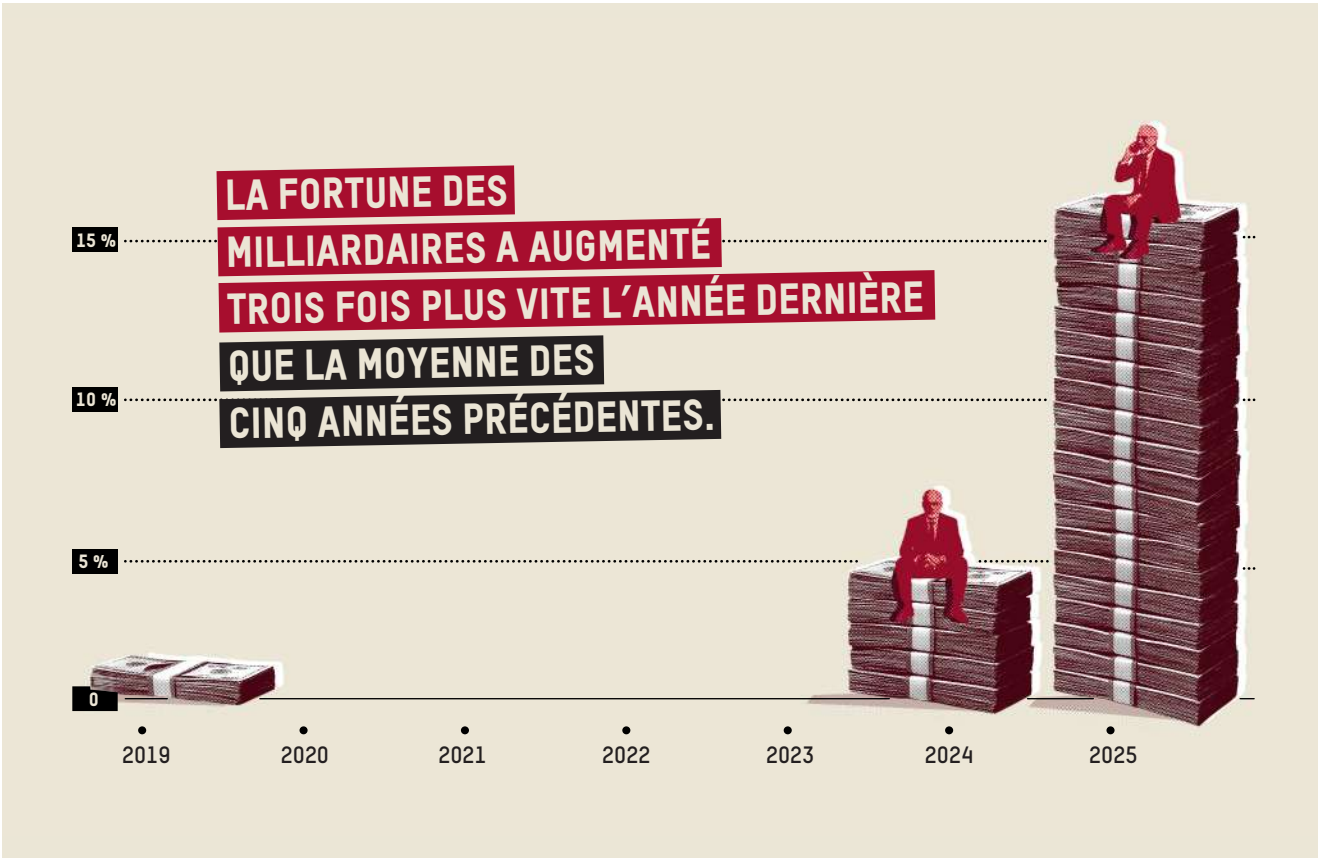
Les milliardaires se servent de leur influence politique pour promouvoir leurs propres intérêts économiques[72], bafouant au passage les droits du plus grand nombre[73]. Alors que les riches continuent de s'enrichir, la pression sur les citoyen·nes ordinaires s'intensifie, et plusieurs milliards de personnes se retrouvent enlisées dans la pauvreté[74]. De nombreux pays à travers le monde se détournent des principes démocratiques pour embrasser l'oligarchie, et le règne des plus riches[75].

« Une nouvelle oligarchie se fait jour dans notre économie mondiale[76]. »
Cyril Ramaphosa, président de l'Afrique du Sud

Ce premier chapitre présente les dernières données et analyses relatives à la crise actuelle des inégalités extrêmes, qui voit une richesse excessive continuer de se concentrer entre les mains d'une petite élite, tandis que des milliards de personnes souffrent inutilement de la pauvreté et de conditions de vie précaires.

1.1 UNE DÉCENNIE FASTE POUR LES MILLIARDAIRES

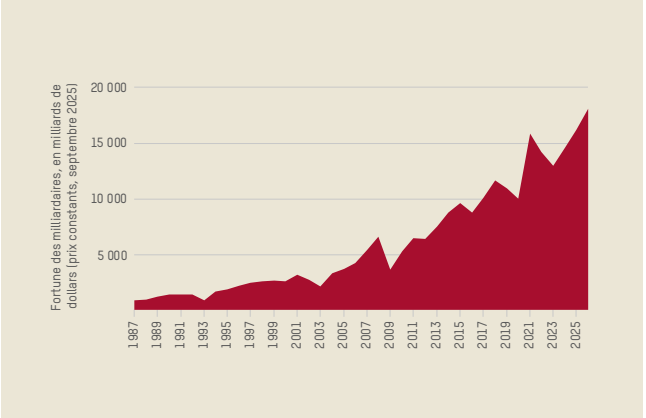
2025 a encore été une année record pour les milliardaires. Pour la première fois, le monde compte plus de 3 000 milliardaires, dont la fortune cumulée a atteint les 18 300 milliards de dollars fin novembre 2025, un record absolu. C'est 2 500 milliards de dollars de plus que l'année dernière et cela représente une augmentation de 81 % (8 200 milliards de dollars) depuis mars 2020 (corrigé de l'inflation)[77]. Le taux de croissance sur une année, depuis novembre 2024, a atteint 16,2 %, soit trois fois plus que le taux de croissance moyen depuis 2020. Si les milliardaires états-unien·nes ont connu la plus forte croissance, celles et ceux du reste du monde ont également enregistré des augmentations à deux chiffres de leur fortune, car les mesures prises sous la présidence Trump, notamment la promotion de la déréglementation et le démantèlement des accords visant à renforcer la fiscalité des entreprises, ont partout profité aux plus riches.



ENCADRÉ 1. UNE DÉCENNIE FASTE POUR LES MILLIARDAIRES : LES FAITS

- En 2025, la fortune des milliardaires a augmenté trois fois plus vite que le taux annuel moyen enregistré au cours des cinq années précédentes[78].
- Une étude a révélé que les pays où les inégalités sont les plus marquées ont jusqu'à sept fois plus de risques de voir leur démocratie s'éroder que les pays où les inégalités sont moins prononcées[79].
- Les milliardaires ont plus de 4 000 fois plus de chances d'occuper un poste politique que les citoyen·nes ordinaires[80].
- La richesse acquise par les milliardaires du monde entier au cours de l'année dernière suffirait à donner 250 dollars à chaque habitant·e de la planète, tout en laissant ces milliardaires s'enrichir encore de quelque 500 milliards de dollars[81].
- Les 12 milliardaires les plus riches du monde possèdent plus de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité, soit plus de quatre milliards de personnes[82].

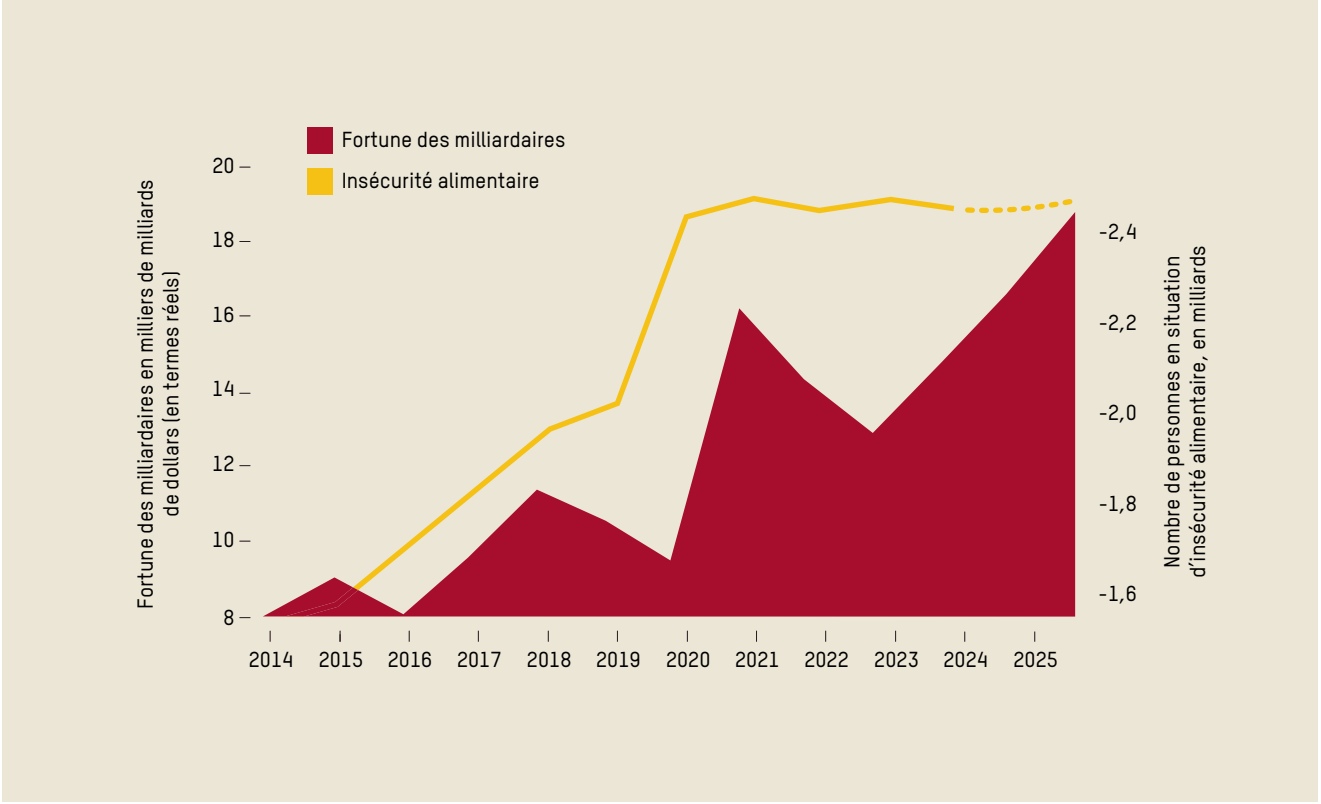
GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES ENTRE 1987 ET NOVEMBRE 2025, EN MILLIARDS DE DOLLARS EN TERMES RÉELS



Source : Classements Forbes annuel et en temps réel des milliardaires dans le monde

Cette tendance persistante a entraîné une concentration excessive des richesses entre les mains d'une élite restreinte. Les 10 milliardaires les plus riches possèdent désormais plus

GRAPHIQUE 2 : ÉVOLUTION DE LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES PAR RAPPORT AU NOMBRE DE PERSONNES EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Source : FAOSTAT, classements Forbes annuel et en temps réel des milliardaires dans le monde

de 2 400 milliards de dollars[83]. Nous vivons une période que l'on peut qualifier de décennie des milliardaires. Leur emprise sur nos vies est plus forte que jamais.

ENCADRÉ 2. LE TOUT PREMIER RAPPORT DU G20 SUR LES INÉGALITÉS APPELLE À LA CRÉATION D'UN « GIEC DES INÉGALITÉS »

Sous la présidence sud-africaine du G20, un comité extraordinaire d'expert·es sur les inégalités, présidé par le professeur Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, a publié le tout premier rapport[84] au G20 consacré aux inégalités économiques. Selon ce rapport, le monde est confronté à une « urgence des inégalités ». D'après les conclusions présentées, depuis l'an 2000, sur chaque dollar de richesse créée dans le monde, 41 cents ont bénéficié aux 1 % les plus riches, tandis que la moitié la plus pauvre de l'humanité a dû se contenter d'un seul cent par dollar. Le rapport détaille les nombreux effets néfastes de très fortes inégalités, notamment leur impact en matière d'érosion de la démocratie et d'affaiblissement de la confiance. Sa principale recommandation est la création d'un « Panel indépendant sur les inégalités (PII) », un organe similaire au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui rassemblerait les travaux d'expert·es en matière d'inégalités du monde entier afin de fournir aux responsables de l'élaboration des politiques des informations opportunes, précises et utiles sur l'ampleur, les causes, les impacts et les solutions potentielles à l'urgence des inégalités.

Tensions commerciales sans précédent, restriction des libertés, guerres ou encore changement climatique sont autant de crises mondiales dont certain·es ultra-riches tirent profit. Des secteurs entiers, de l'éducation à l'alimentation, en passant par la santé et le logement, sont de plus en plus privatisés et financiarisés. Dans le même temps, les coupes dans les dépenses publiques consacrées aux services essentiels tels que la santé, l'éducation et l'alimentation nutritive provoquent une augmentation des coûts, si bien que plus de deux milliards de personnes sont aujourd'hui confrontées à l'insécurité alimentaire[85]. En considérant d'autres aspects de la pauvreté, outre le revenu, une personne sur quatre dans le monde fait face à une insécurité alimentaire modérée ou grave, certain·es devant régulièrement sauter des repas[86]. Aux quatre coins de la planète, les citoyen·nes ordinaires voient le coût des denrées alimentaires augmenter sans cesse. 92 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire en Europe et en Amérique du Nord, qui figurent pourtant parmi les régions les plus riches du monde[87]. Les empires commerciaux enregistrent des bénéfices records, gonflant la fortune de leurs propriétaires de plusieurs milliers de milliards de dollars. L'accumulation extrême de richesse s'observe en particulier dans le secteur des technologies, qui exploite d'énormes quantités de ressources naturelles[88]. Sans parler des milliards d'heures d'attention humaine qui se retrouvent accaparées[89]. En juillet 2025, NVIDIA a été la première entreprise à franchir la barre des 5 000 milliards de dollars de valorisation, après une augmentation stratosphérique depuis janvier 2023 : l'entreprise valait alors moins de 500 milliards de dollars[90]. Son PDG et co-fondateur Jensen Huang appartient depuis novembre 2025 au club des 10 personnes les plus riches du monde. Il a vu sa valeur nette passer de moins de 6 milliards de dollars (corrigé de l'inflation) en mars 2020 à 154 milliards de dollars en novembre 2025, soit une multiplication par 25[91].

Les milliardaires ne sont pas les seul·es à prospérer. C'est également le cas du reste des 1 % les plus riches du monde, principalement composé de personnes possédant au moins 1 million de dollars, les « millionnaires en dollars »[92]. En 2024, il y a eu plus de 680 000 nouveaux millionnaires en dollars dans le monde[93]. UBS prévoit 5,34 millions de nouveaux et nouvelles millionnaires au cours des cinq prochaines années, jusqu'en 2029[94]. Selon les estimations de la Banque mondiale, 3,55 milliards de personnes vivront encore dans la pauvreté (seuil fixé à 8,30 dollars par jour) en 2029[95]. Si cette richesse était redistribuée et si les ressources étaient plus largement réparties, de nombreux États et leur population seraient bien plus à même d'affronter les nombreuses crises auxquelles notre monde est confronté aujourd'hui[96].

Nous vivons indéniablement dans un monde très inégalitaire et précaire. Au cœur de la pandémie de COVID-19, les inégalités mondiales ont connu leur plus forte augmentation depuis au moins 1990, en grande partie du fait de l'écart croissant entre les pays à revenu élevé et ceux à faible revenu. Cela a marqué un renversement de tendance après trois décennies de rattrapage[97]. Même si le fossé a alors recommencé à se combler, il reste extrêmement profond, et les tensions commerciales menacent désormais d'aggraver encore cette fracture[98]. De nombreux pays, quel que soit leur niveau de revenus, assistent à la subsistance ou au creusement de l'écart entre les plus riches et le reste de la population. Entre 2022 et 2023, les écarts de richesses entre les 1 % les plus riches et les 50 % possédant le moins ont soit augmenté, soit stagné dans les pays abritant près des quatre cinquièmes (77,8 %) de la population mondiale[99].

- En moyenne, une personne faisant partie des 1 % les plus riches possède 8 251 fois plus de richesses qu'une personne appartenant aux 50 % les plus pauvres[100].
- La moitié la plus démunie de l'humanité ne détient que 0,52 % de la richesse mondiale, alors que les 1 % les plus riches en possèdent 43,8 %[101].

La majeure partie de la richesse mondiale est entre les mains d'hommes, tandis que les femmes milliardaires ne représentent que 13 % de la fortune totale des milliardaires[102]. L'augmentation des inégalités de richesse compromet également les progrès accomplis en matière de lutte contre les inégalités entre les genres, tandis que la promotion des systèmes familiaux dits « traditionnels », souvent au prétexte de « protéger les femmes »[103], risque tout bonnement d'exacerber toujours plus le déséquilibre patriarcal des pouvoirs au détriment des droits des femmes, des filles et des personnes de genres divers[104].

ENCADRÉ 3. À PARTIR DE COMBIEN EST-CE TROP ? L'IDÉE D'UN PLAFONNEMENT DE LA RICHESSE EXTRÊME

La célèbre philosophe politique Ingrid Robeyns plaide pour l'inscription dans la loi d'une limitation de l'extrême richesse. Elle prône le « **limitarisme** », selon lequel la fortune privée devient moralement injustifiable et politiquement dangereuse au-delà d'un certain plafond[105]. Sur dix dollars de richesses totales créées depuis 1980, neuf dollars correspondent à de la fortune privée, contre un seul dollar de richesse publique[106].

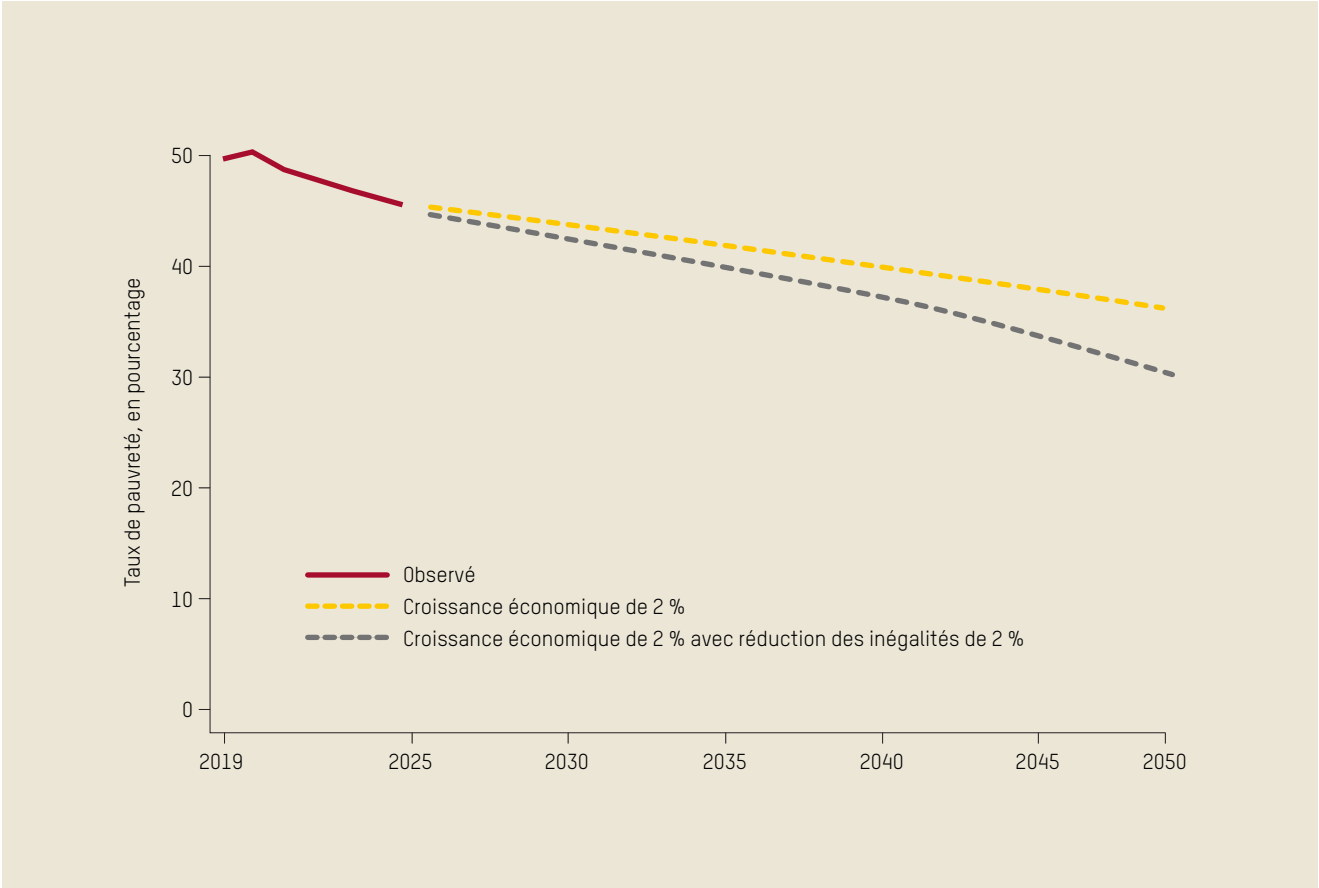
De la même façon que les sociétés définissent un seuil de pauvreté pour déterminer quand une personne dispose de trop peu, il serait opportun de définir un « plafond d'extrême richesse »[107] pour déterminer quand une personne a trop. I. Robeyns souligne que l'extrême richesse n'est jamais purement acquise : elle est façonnée par la naissance, une part de chance et les institutions sociales telles que les lois, les marchés et les infrastructures. Étant donné que de nombreuses possibilités d'accumuler des richesses découlent des institutions économiques et politiques, il est tout à fait légitime que la société réglemente le montant des richesses détenues par les individus. Tout comme ils légifèrent sur la pollution afin de limiter les dommages causés aux personnes et à la planète, les États devraient également s'attaquer aux concentrations exorbitantes de capital qui ont des répercussions néfastes sur le monde.

Selon I. Robeyns, les niveaux extrêmes d'inégalités de richesses font peser une lourde menace sur les principes démocratiques. Une poignée d'ultra-riches peut influencer les élections, façonner les lois et faire pression sur les États en menaçant de transférer leurs actifs à l'étranger. L'égalité politique ne saurait survivre dans un monde où le pouvoir économique est illimité. I. Robeyns appelle donc à plafonner légalement la richesse. Dans le cas des Pays-Bas, elle propose de fixer ce plafond à 10 millions d'euros. Elle plaide en outre pour une taxation de la richesse afin de financer les dépenses publiques. Il ne s'agit pas d'atteindre une égalité absolue, mais d'empêcher un pouvoir économique tel qu'il fausse la démocratie et sape l'équité. Selon l'organisation Patriotic Millionaires, un tiers des millionnaires interrogé·es en 2024 seraient favorables à l'instauration d'un plafond de richesse extrême établi à 10 millions de dollars[108].

1.2 PENDANT CE TEMPS, DES MILLIARDS DE PERSONNES SONT CONFRONTÉES À LA PAUVRETÉ ET À LA FAIM

Alors que les ultra-riches accumulent des milliers de milliards de dollars et renforcent un système oligarchique, des milliards de personnes font face à des difficultés qui ne sont pourtant pas une fatalité, telles que la pauvreté, la faim et la mort due à des maladies évitables, du fait d'un système qui leur est défavorable. Même si les citoyen·nes, les syndicats et les mouvements sociaux s'opposent aux coupes budgétaires, bon nombre de citoyen·nes ordinaires ont de plus en plus de mal à satisfaire leurs besoins fondamentaux. Des profits faramineux reviennent aux riches propriétaires et actionnaires des entreprises, tandis que les travailleurs et les travailleuses sont pris en étau par les bas salaires et l'inflation. Ces dernières décennies ont vu les salaires stagner[109] alors que le prix de l'alimentation, de l'énergie, du logement et d'autres besoins essentiels a augmenté, entraînant pour beaucoup une crise permanente du pouvoir d'achat. Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), bien qu'au moins 95 pays aient augmenté le salaire minimum en 2022, dans un quart d'entre eux, cette augmentation a seulement suffi à compenser la hausse du coût de la vie pour les personnes touchant le salaire minimum. Si le salaire minimum a augmenté en termes réels dans 88 pays en 2023, cette revalorisation est généralement restée insuffisante pour compenser les baisses enregistrées au cours des deux années précédentes[110]. Bien que la base de coûts soit différente, cela n'explique pas de telles disparités.

GRAPHIQUE 3 : PRÉVISIONS DU NOMBRE DE PERSONNES VIVANT DANS LA PAUVRETÉ SELON DIFFÉRENTS SCÉNARIOS EN MATIÈRE D'INÉGALITÉS ET DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE



Source : plateforme Pauvreté et inégalités de la Banque mondiale, 2025

ENCADRÉ 4. LA TECH ET LE NUMÉRIQUE, NOUVEAU CHAMP DE BATAILLE

En 2022, Elon Musk a racheté Twitter (rebaptisé par la suite X) pour 44 milliards de dollars[111] et a promis d'alléger les mesures de surveillance et de censure des discours haineux au nom de la « liberté d'expression »[112]. Sa prise de pouvoir a été immédiatement suivie d'une recrudescence des discours haineux, avec notamment une hausse de 500 % d'une insulte à caractère raciste mais aussi un accroissement de celles à caractère misogyne, transphobe et autres contenus haineux[113]. L'augmentation des discours haineux juste avant le rachat de X par Musk a persisté au moins jusqu'au mois de mai 2023[114]. Après une forte contraction lorsque Musk en a pris les rênes, la valeur de la plateforme a rebondi suite à l'investiture de Donald Trump en 2025 et à la faveur des relations étroites qu'entretenaient alors ces deux hommes[115].

À cette même période, les forces de l'ordre kényanes ont utilisé X et d'autres plateformes numériques pour traquer et réprimer des personnes se montrant critiques vis-à-vis du gouvernement[116]. En décembre 2024, des contestataires ont été enlevé·es et torturé·es pour avoir publié des images montrant leur opposition au gouvernement sur X[117]. En juin 2025, des manifestations ont de nouveau éclaté suite à la mort d'Albert Omondi Ojwang, décédé alors qu'il était en garde à vue pour avoir critiqué l'inspecteur général adjoint de la police sur X[118]. Alors que X continue de remplir les poches de Musk et d'alimenter un flot de discours haineux en ligne, l'espace numérique kényan est devenu un nouveau champ de bataille pour les manifestant·es[119].

Les inégalités mondiales ont augmenté pendant la pandémie de COVID-19, une première depuis des décennies, les pays du Nord distançant ceux du Sud[120]. Bien que l'écart soit de nouveau en train de se combler, il reste extrêmement profond, et les perspectives ne sont pas bonnes[121]. Au niveau mondial, la réduction de la pauvreté est quasiment à l'arrêt, et les niveaux de pauvreté sont globalement comparables à ceux observés en 2019. La pauvreté extrême est en outre repartie à la hausse en Afrique. Selon les dernières mises à jour des données de la Banque mondiale, les niveaux de pauvreté sont même plus élevés que ce qui avait été estimé précédemment[122]. En 2022, près de la moitié de la population mondiale (48 %), soit 3,83 milliards de personnes, vivait dans la pauvreté[123]. Cela représente 258 millions de personnes supplémentaires par rapport aux précédentes estimations. Si l'on reste sur les trajectoires actuelles, 2,9 milliards de personnes, soit un tiers de la population mondiale, vivront toujours dans la pauvreté en 2050[124].

Il suffirait d'une modeste redistribution des richesses pour prévenir cette injustice. 65 % seulement de la fortune acquise par les milliardaires au cours de l'année écoulée suffirait à mettre fin à la pauvreté dans le monde (seuil fixé à 8,30 dollars par jour). Leur fortune totale pourrait éliminer l'extrême pauvreté (seuil fixé à 3 dollars par jour) 26 fois[125]. Taxer les ultra-riches est une proposition politique largement plébiscitée. Un sondage mené au Royaume-Uni a révélé un soutien en ce sens sur l'ensemble du spectre politique[126]. Selon une enquête réalisée dans 60 pays, une telle mesure est considérée comme essentielle pour promouvoir la démocratie[127]. Nous savons également que la réduction des inégalités contribue de manière significative à la lutte contre la pauvreté. Une réduction de 2 % des inégalités alliée à un taux de croissance de 2 % permettrait de réduire de 144 ans le temps nécessaire pour mettre fin à la pauvreté dans le monde, par rapport à un taux de croissance de 2 % sans réduction des inégalités[128].

Les femmes vivant dans la pauvreté, les communautés racisées et les personnes en situation de handicap sont confrontées à des conséquences encore plus graves, sans compter l'exclusion, la marginalisation et le recul de la liberté de s'insurger contre leur précarité économique[129]. Les femmes et les personnes racisées prédominent dans les emplois les moins bien rémunérés et les plus précaires. Elles sont aussi les moins susceptibles de jouir de droits fonciers. Au Royaume-Uni, par exemple, le ménage britannique blanc médian possédait en 2020 une fortune 10 fois supérieure à celle des ménages bangladais et noirs africains médians[130]. À l'échelle mondiale, la part des revenus du travail des hommes est en moyenne 2,4 fois supérieure à celle des femmes. La part des revenus du travail des femmes ne représente que 29 %[131]. Les femmes apportent pourtant une contribution significative à l'économie mondiale en accomplissant la grande majorité du travail de soin sous-évalué, ce qui compromet davantage leurs opportunités en matière de moyens de subsistance.

On estime que les femmes assurent chaque jour 12,5 milliards d'heures de travail de soin non rémunéré, soit l'équivalent de 10 800 milliards de dollars ajoutés à l'économie mondiale a minima. C'est trois fois la valeur financière de l'industrie technologique mondiale en 2020[132]. Rien qu'aux États-Unis, plus d'un·e adulte LGBTQI+ sur cinq (22 %) vit dans la pauvreté, contre environ 16 % des personnes hétérosexuelles et cisgenres[133]. Si l'on considère l'ensemble des origines ethniques, les taux de pauvreté parmi les personnes LGBTQI+ racisées aux États-Unis dépassent largement ceux des autres groupes. Par exemple, près de la moitié (48 %) des adultes transgenres latino-américain·es, ainsi que près de quatre adultes transgenres noir·es sur dix (39 %), vivent dans la pauvreté[134].

1.2.1 Les milliardaires s'enrichissent sur fond de crise alimentaire

Depuis 2021, les prix des denrées alimentaires ont augmenté plus fortement que ceux des autres biens et services, dépassant largement la hausse des salaires au cours de cette période[135]. Cela fait peser un fardeau injustifié sur les personnes vivant dans la pauvreté, qui consacrent une part élevée de leurs revenus à l'achat de denrées alimentaires[136]. En 2024, environ 2,3 milliards de personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire grave ou modérée. Bien que ce chiffre ait reculé de manière marginale par rapport à 2023, cela représente une augmentation de 335 millions de personnes depuis 2019 (voir le graphique 3)[137]. Là encore, les femmes sont touchées de manière disproportionnée. L'écart entre les hommes et les femmes en matière d'insécurité alimentaire a atteint en 2025 un niveau jamais vu depuis 2015, avec une augmentation de 46 % depuis 2023[138].

Actuellement, 2,6 milliards de personnes dans le monde, soit 300 millions de plus que celles confrontées à l'insécurité alimentaire, n'ont pas les moyens de s'alimenter sainement[139]. En 2024, un repas sain coûtait 30 % de plus qu'en 2020[140], et les personnes vivant dans la pauvreté dans les pays à faible revenu consacrent une plus grande part de leurs revenus que celles des pays à plus haut revenu pour accéder à une alimentation saine[141].

Dans le même temps, les investissements publics dans la sécurité alimentaire sont en baisse. À l'échelle mondiale, la part des dépenses publiques totales consacrée à l'agriculture a reculé de 10,6 % depuis 2019[142], du fait des conséquences désastreuses des conflits et des guerres faisant rage, sans oublier la crise climatique.

1.2.2 L'augmentation de la dette et la réduction de l'aide sèment la désolation dans leur sillage

Les taux d'intérêt élevés et la détérioration de la situation économique plongent de nombreux pays du Sud dans une grave crise de la dette qui les empêche d'investir dans la lutte contre les inégalités, la pauvreté et la faim. Par exemple, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) constate que 3,4 milliards de personnes vivent dans des pays qui dépensent plus en paiements d'intérêts que pour l'éducation ou la santé[143]. En Afrique, les dépenses consacrées au service de la dette sont en moyenne 150 % supérieures aux dépenses combinées destinées à l'éducation, à la santé et à la protection sociale[144].

Les mesures d'austérité que le Fonds monétaire international (FMI) continue d'imposer systématiquement[145] réduisent radicalement les budgets publics et contraignent les pays à faible revenu à diminuer leurs dépenses dans les services essentiels tout en continuant à ne pas taxer les personnes les plus riches ou les entreprises les plus rentables, ni augmenter de manière significative leur fiscalité. Le fait que les pays riches réduisent leur aide plus rapidement et plus fortement que jamais auparavant vient encore exacerber cette situation. À l'échelle mondiale, l'aide devrait diminuer de 17 % en 2025, après avoir déjà baissé de 9 % en 2024[146]. Selon les modèles prévisionnels, les coupes budgétaires drastiques actuelles et la fermeture de l'USAID[147] pourraient entraîner plus de 14 millions de décès supplémentaires d'ici 2030, soit une moyenne de plus de 2,4 millions de décès par an entre 2025 et la fin de la décennie. Ces estimations incluent 4,5 millions d'enfants de moins de cinq ans, soit plus de 700 000 décès par an[148].

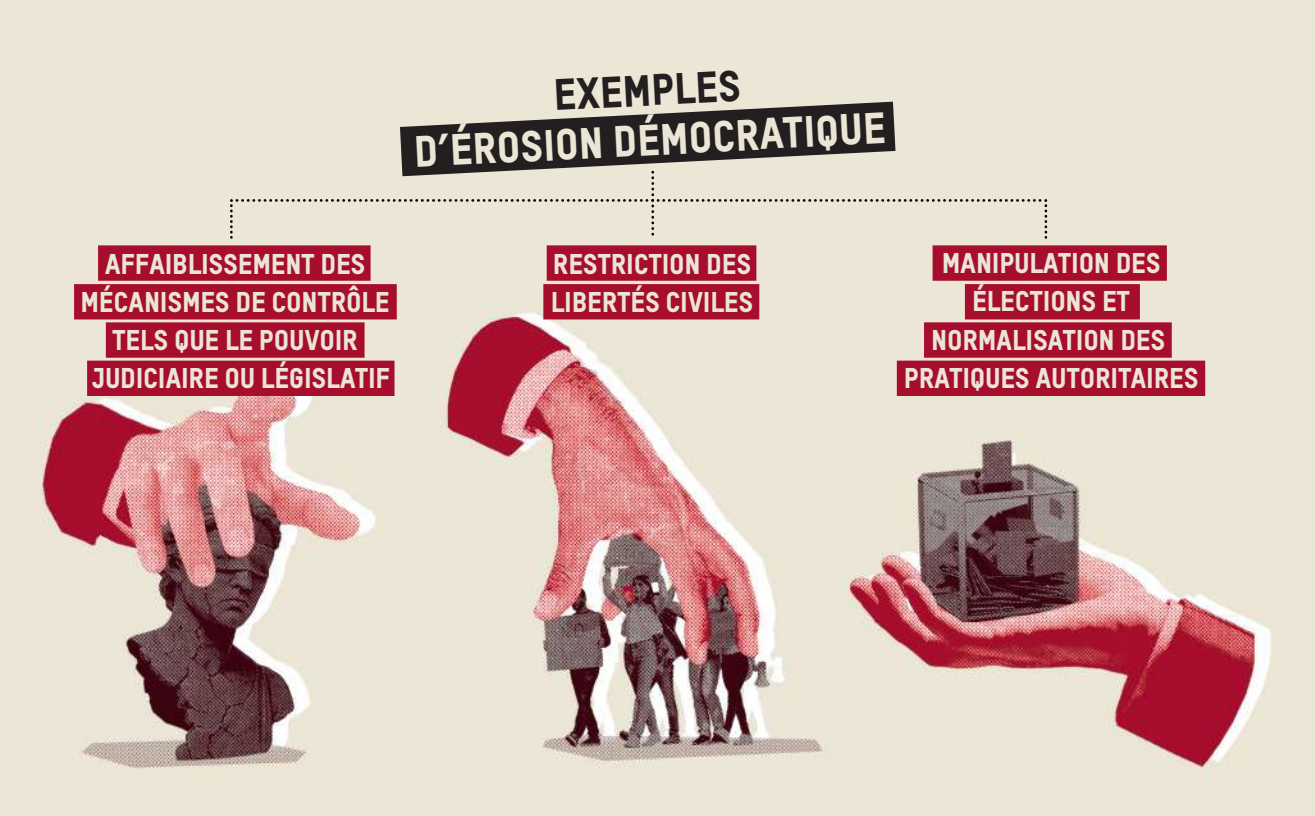


1.2.3 Des services publics vitaux devenus inabordables et inaccessibles

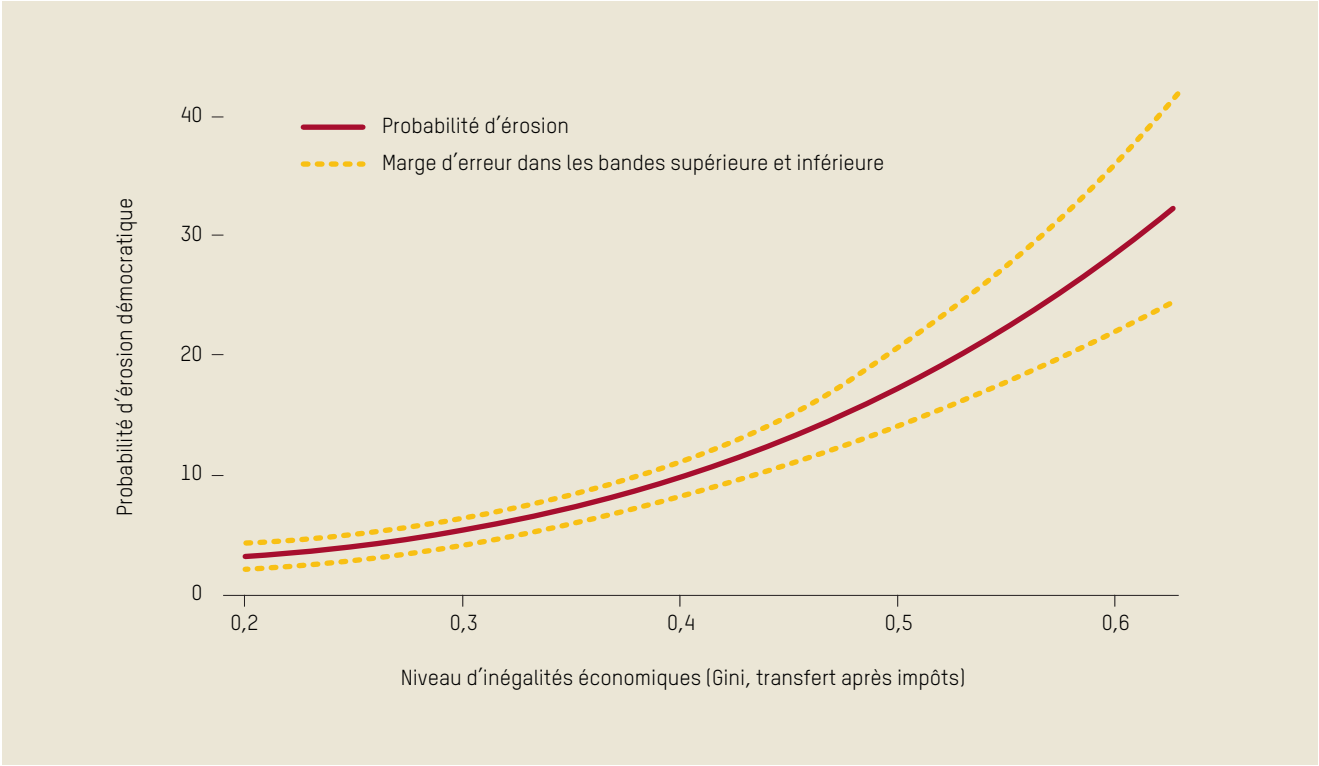
Les services publics essentiels sont non seulement terriblement sous-financés, mais aussi minés par des politiques et des discours façonnés par les intérêts des multinationales, lesquelles présentent à tort le secteur privé comme plus efficace. Et alors que les personnes les plus riches peuvent se payer des logements, des écoles et des soins médicaux onéreux, les personnes les plus vulnérables subissent de graves conséquences car elles n'y ont pas accès.

Actuellement, 2,8 milliards de personnes dans le monde manquent de logements adéquats, et 1,12 milliard d'entre elles vivent dans des bidonvilles et des quartiers informels[149]. Dans les pays à faible revenu, 33 % des enfants et des jeunes d'âge scolaire ne sont pas scolarisé·es[150]. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les enfants appartenant aux 20 % les moins riches sont quatre à cinq fois plus susceptibles que les enfants appartenant aux 20 % les plus riches de ne pas aller à l'école[151]. Les résultats en matière d'apprentissage sont en baisse dans de nombreux pays, la plupart étant à la traîne par rapport aux objectifs fixés en termes d'accès à l'éducation, d'achèvement de la scolarité et de résultats[152]. Malgré une amélioration des taux d'alphabétisation mondiaux au cours des deux dernières décennies, 754 millions d'adultes étaient encore analphabètes en 2024, dont 63 % de femmes[153]. Et même pour les personnes scolarisées, le sous-investissement dans les écoles publiques se traduit par des classes surchargées, une pénurie d'enseignant·es et un manque de matériel pédagogique. En 2022, les pays à faible revenu n'ont consacré que 55 dollars par élève, contre 8 543 dollars dans les pays à revenu élevé[154].

Les soins de santé dans le monde marquent le pas après plusieurs décennies de progrès[155]. Les progrès vers une couverture santé universelle sont au point mort. Environ deux milliards de personnes étaient confrontées à des dépenses de santé catastrophiques (au-delà de 10 % du budget d'un ménage) en 2023[156]. Le fardeau des frais de santé à la charge des patient·es pèse lourdement sur les familles à faible revenu, et plus particulièrement encore sur les femmes[157]. 58,5 % des personnes appartenant au quintile le plus pauvre de la population mondiale sont confrontées à des difficultés financières liées à l'accès aux soins de santé, contre seulement 8,7 % dans le quintile le plus riche[158]. Dans le même temps, les grandes entreprises pharmaceutiques et les compagnies d'assurance maladie, dont bon nombre bénéficient de financements publics sous une forme ou une autre[159], enregistrent des bénéfices colossaux profitant à leurs riches propriétaires et actionnaires[160], tandis que la recherche, les infrastructures et les salaires des employé·es restent sous-financés. Par exemple, aux États-Unis, 95 % des bénéfices réalisés par les grandes entreprises de soins de santé sont transférés aux actionnaires au lieu d'être réinvestis[161]. L'année dernière a vu l'avènement de près d'une cinquantaine de nouveaux et nouvelles milliardaires dans le secteur de la santé et de l'industrie pharmaceutique[162].



GRAPHIQUE 4 : DES NIVEAUX D'INÉGALITÉS PLUS ÉLEVÉS, MESURÉS PAR LE COEFFICIENT DE GINI, S'ACCOMPAGNENT D'UN RISQUE ACCRU D'ÉROSION DÉMOCRATIQUE



Source : E. G. Rau et S. Stokes (2025), Income inequality and the erosion of democracy in the twenty-first century

1.3 LES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES ENTRAÎNENT DES INÉGALITÉS POLITIQUES

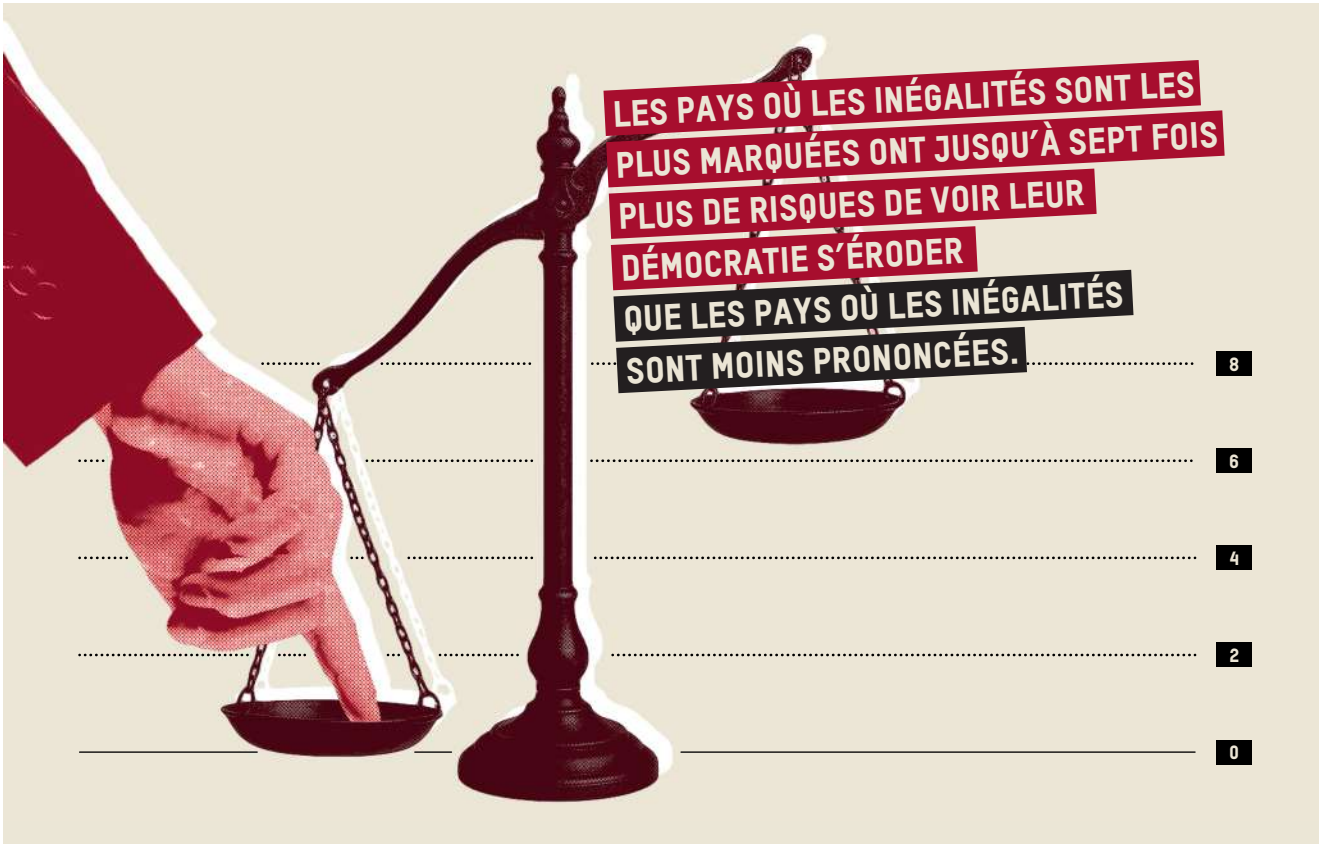
Il est amplement démontré et largement reconnu que les inégalités économiques extrêmes sont très néfastes pour les populations et la planète à bien des égards[163]. L'explosion actuelle du nombre de milliardaires rend particulièrement visible l'un de leurs effets les plus délétères : le fossé entre les riches et le reste de l'humanité alimente les inégalités politiques. Il en résulte une classe de milliardaires jouissant d'un accès démesuré au pouvoir et capable de contrôler nos économies et nos sociétés, tandis qu'une majorité défavorisée sur le plan politique voit ses droits opprimés et sa voix muselée dans trop de pays.

Lorsqu'une personne milliardaire achète un·e responsable politique, un journal ou sa propre impunité devant la justice, cela lui confère une influence considérable sur notre avenir à tou·te·s, sapant la liberté politique et érodant les droits du plus grand nombre.

ENCADRÉ 5. LES INÉGALITÉS ALIMENTENT L'ÉROSION DES DROITS ET LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'AUTORITARISME

Les inégalités économiques jouent un rôle majeur dans l'érosion des droits et des libertés politiques, et créent un terrain fertile pour le renforcement de l'autoritarisme.

D'après les recherches, l'augmentation des inégalités accroît le risque d'affaiblissement de la démocratie[164] et les inégalités sont l'un des principaux signes avant-coureurs d'un recul démocratique[165]. Une étude approfondie portant sur 23 épisodes d'érosion démocratique dans 22 pays[166] a révélé que les pays les plus inégalitaires ont jusqu'à sept fois plus de risques de connaître un tel phénomène que les pays plus égalitaires (voir le graphique 4).



D'après ce modèle, la probabilité qu'un pays plus égaitaire comme la Suède connaisse un recul démocratique serait de 4 %. Cette probabilité monte à 8,4 % aux États-Unis, où les inégalités sont plus prononcées. Dans un pays très inégalitaire comme l'Afrique du Sud, le risque grimperait à 31 %. Plusieurs mécanismes amplificateurs peuvent concourir à un recul démocratique. Les inégalités sapent la confiance dans les institutions[167], alimentent la polarisation politique[168] et réduisent la participation politique des citoyen·nes les moins fortuné·es[169]. Tout cela renforce d'autant la capacité des riches élites à régner sur l'élaboration des politiques et à confisquer les institutions démocratiques[170].

Cela risque également d'encourager certains États à supprimer ou à revenir sur des droits et libertés acquis de haute lutte, et d'ouvrir la voie à l'autoritarisme, à l'image de ce que nous déplorons déjà dans plusieurs pays à travers le monde[171].

En 2024, un quart des pays du monde ont accusé un recul de la liberté d'expression[172]. Selon Freedom House, 2024 a été la dix-neuvième année consécutive de déclin à l'échelle mondiale, avec plus de 60 pays affichant une détérioration des droits politiques et des libertés civiles[173]. Près des trois quarts de la population mondiale vit désormais sous des régimes autocratiques, tandis que moins de 3 % vivent dans des pays où l'espace civique est ouvert[174]. Et cette tendance se poursuit : 42 pays sont en cours d'« autocratisation »[175]. Entre 2018 et 2024, le nombre de personnes vivant dans des pays à l'espace civique fermé ou réprimé a augmenté de 67 %[176].

Le reste du présent document porte sur les liens entre inégalités économiques et politiques. Nous nous intéressons à la manière dont une élite ultra-riche façonne et consolide son propre pouvoir ; nous en montrons les implications sur les droits et libertés de la majorité ; et nous plaidons en faveur d'un plan d'action audacieux pour réduire radicalement les inégalités, limiter le pouvoir des ultra-riches et renforcer le pouvoir politique du plus grand nombre.

CHAPITRE 2
INÉGALITÉS D'ACCÈS ET DE PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE AU SOMMET : L'OLIGARCHIE QUI CONTRÔLE NOTRE MONDE



CHAPITRE 2
INÉGALITÉS D'ACCÈS ET DE PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE AU SOMMET : L'OLIGARCHIE QUI CONTRÔLE NOTRE MONDE

En 2025, nous avons assisté à l'investiture d'un président états-unien milliardaire, entouré d'une administration faisant la part belle aux grandes fortunes, avec plusieurs membres milliardaires[177]. Ce projet a été soutenu et financé par l'homme le plus riche du monde, Elon Musk[178], qui est devenu le bras droit du président Donald Trump avant de tomber en disgrâce de manière spectaculaire[179].

Les événements de 2025 ont clairement démontré que les ultra-riches ont non seulement accumulé plus de richesses qu'ils et elles ne pourraient jamais en dépenser, mais qu'ils et elles ont également utilisé cette richesse pour s'assurer le pouvoir politique nécessaire pour façonner les règles qui régissent nos économies et gouvernent les nations et le monde. Comme développé dans le présent chapitre, les ultra-riches ont bâti leur pouvoir politique en achetant l'espace politique, en investissant dans la légitimation du pouvoir des élites et en s'assurant un accès direct aux institutions[180].

Un grand nombre de milliardaires alimentent une logique de division qui répand la haine raciale, sexiste et anti-LGBTQI+ et cherche à diviser la classe ouvrière et toutes les personnes qui s'opposent à leur pouvoir[181]. Des acteurs étatiques et religieux des pays du Nord capitalisent sur cette influence pour amener le pouvoir étatique à réhabiliter un système souvent raciste et sexiste, favorisant une poignée d'hommes riches et privilégiés et pénalisant les femmes et les personnes LGBTQI+, au nom de valeurs familiales prétendument traditionnelles[182].

ENCADRÉ 6. DU NIVEAU MONDIAL AU NIVEAU LOCAL : L'INFLUENCE DÉMESURÉE D'UNE ÉLITE ULTRA-RICHE SUR LA POLITIQUE

La domination des ultra-riches s'étend des villes, des communautés et des agglomérations aux pays et aux régions. Des conseils locaux aux forums mondiaux, les riches trouvent le moyen de faire pencher les politiques en leur faveur et continuent d'engranger des profits colossaux. Dans tous les pays, riches ou pauvres, certaines personnes utilisent leur fortune pour confisquer le pouvoir. Leur domination s'applique tant au niveau mondial que local à bien des égards, comme le montrent les exemples ci-après.

Au niveau local

À Colón, au Mexique, Diego Fernández de Cevallos a bénéficié d'une exonération fiscale de 971,8 millions de pesos (53 millions de dollars) sur ses impôts fonciers, accordée par son collègue de parti et maire de la ville, Alejandro Ochoa Valencia[183].

À San Francisco, aux États-Unis, des milliardaires du secteur technologique et des sociétés de capital-risque ont mis en place un réseau d'« argent opaque » afin de démanteler les politiques progressistes de la ville et d'adopter des mesures plus favorables aux entreprises[184].

Au niveau national

Au Danemark, les familles les plus fortunées ont pesé de tout leur poids sur la réforme de l'impôt sur les successions en créant le réseau *Vækst i Generationer*, qui vise à influencer les décisions politiques relatives à l'impôt sur les successions lors du transfert d'entreprises[185]. En 2024, elles ont réussi à atteindre l'un de leurs objectifs lorsque l'impôt sur la transmission intergénérationnelle des entreprises commerciales a été réduit de 15 % à 10 %[186].

Au Malawi, Thom Mpinganjira a été condamné à neuf ans de prison pour corruption après avoir tenté d'influencer des juges afin d'obtenir gain de cause dans une affaire portant sur les élections de 2019. Il a ensuite été libéré sous caution. L'affaire n'a toujours pas été jugée en 2025[187]. Au cours de cette période, il est devenu le premier milliardaire en dollars du pays[188].

Au niveau mondial

Lors de la COP28 des Nations Unies, 34 milliardaires étaient inscrit·es en tant que délégué·es, dont un quart avaient bâti leur fortune dans des industries hautement polluantes telles que le pétrole et le gaz, l'exploitation minière ou les produits chimiques[189]. Quatre milliardaires disposaient même de « badges d'accréditation officielle », ce qui leur permettait d'accéder à la zone bleue qui n'est autre que l'épicentre des décisions relatives aux politiques et accords internationaux sur le climat.

Lors des forums de l'UE sur la fiscalité, un groupe de réflexion au financement opaque lié à des fondations conservatrices ou libertaires, souvent créées par des propriétaires de grandes entreprises, a exercé une influence considérable sur la politique fiscale de l'UE, par exemple en étant invité à rejoindre un groupe consultatif sur la fiscalité au sein de l'UE[190].

2.1 INVESTIR DANS LA POLITIQUE

Comment expliquer que des mesures politiques qui ont pourtant le soutien de la majorité des citoyen·nes restent lettre morte ? Alors qu'au moins 80 % de la population mondiale souhaite voir son gouvernement prendre des mesures plus énergiques contre le changement climatique[191], pourquoi le monde est-il si loin d'atteindre les objectifs climatiques convenus ? Alors que l'opinion publique soutient massivement l'instauration d'un impôt sur la fortune des ultra-riches[192], pourquoi 80 % des recettes fiscales proviennent-elles des citoyen·nes ordinaires, tandis que les impôts sur la fortune ne représentent que 4 %[193] ? Alors que la majorité des gens dans le monde considèrent que le fossé entre les riches et les autres est un grave problème[194], pourquoi le monde est-il en passe de compter cinq super-milliardaires d'ici une décennie, tandis que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté n'a pratiquement pas reculé depuis 1990[195] ?

La réponse réside en grande partie dans l'influence que les ultra-riches exercent sur les responsables politiques. Cela fait longtemps que les milliardaires utilisent leur immense fortune pour acheter des responsables et des partis politiques, renversant ainsi le pouvoir de la majorité au profit d'un système injuste où « un dollar équivaut à une voix »[196]. Selon l'enquête World Values Survey, près de la moitié des personnes interrogées estimaient qu'il était fréquent de voir les riches acheter les élections dans leur pays[197]. Aux États-Unis, une centaine de familles milliardaires ont investi la somme record de 2,6 milliards de dollars dans les élections fédérales de 2024[198]. Cela représente un sixième des montants dépensés par l'ensemble des candidat·es, des partis et des comités[199]. Les entreprises associées aux 10 hommes les plus riches du monde ont dépensé 88 millions de dollars en lobbying aux États-Unis en 2024, soit plus que l'ensemble des syndicats réunis (55 millions de dollars)[200]. Les particuliers qui donnent le plus exercent une influence disproportionnée sur la politique. Aux États-Unis, une étude sur les élections au Congrès a par exemple révélé que lorsqu'un donateur ou une donatrice important·e décède, les votes des législateurs et des législatrices commencent à se réaligner avec ceux de leur parti[201]. Bien que le lien entre pouvoir économique et pouvoir politique varie considérablement d'un pays à l'autre, il s'agit d'un problème majeur dans tous les pays du monde, quel que soit leur niveau de revenu, et sur tous les continents.

De toute évidence, les sociétés inégalitaires mettent en œuvre des politiques qui renforcent encore davantage les divisions économiques et de pouvoir en servant les intérêts des plus riches au détriment des autres. Les élites peuvent utiliser leur pouvoir pour s'approprier les politiques publiques, les lois et les contrats des cadres réglementaires essentiels à la lutte contre les inégalités, la pauvreté et l'exclusion. Elles ont le pouvoir d'« accaparer » ou de « détourner » les politiques publiques qui sont importantes dans la lutte contre les inégalités économiques et l'inégalité des chances[202]. Ce phénomène s'observe à l'échelle mondiale. Les données provenant de 136 pays confirment que plus les ressources économiques sont réparties de manière inégale, plus le pouvoir politique l'est également. Par conséquent, les politiques adoptées reflètent davantage les préférences des groupes à revenus élevés que celles des groupes à faibles revenus[203].



Aux États-Unis, une étude universitaire portant sur un large échantillon de politiques a révélé qu'une politique bénéficiant du soutien des riches a en moyenne 45 % de chances d'être adoptée. Mais lorsque les riches s'y opposent, une politique n'a plus que 18 % de chances d'être adoptée[204]. Selon une autre étude menée aux États-Unis, les 25 % les plus riches du corps électoral ont près de trois fois plus d'influence sur les votes du Sénat que les 25 % les plus pauvres[205]. Ce déséquilibre politique est manifeste dans toutes les régions du monde. En Europe, les politiques soutenues par les riches ont plus de chances d'être mises en œuvre que celles soutenues par les citoyen·nes à faibles revenus[206]. En 2015, la Cour suprême du Brésil a interdit les dons des entreprises aux campagnes électorales afin de limiter leur influence politique, mettant ainsi fin à un système dans lequel une poignée d'entreprises issues de secteurs dépendants des marchés publics fournissaient environ les trois quarts des fonds de campagne et bénéficiaient en retour de privilèges tels que des contrats avantageux et des paiements accélérés[207].

Les grandes entreprises font également pression (soit directement, soit par l'intermédiaire de syndicats professionnels) pour défendre les intérêts de leurs riches propriétaires et actionnaires afin de maximiser leurs profits, et ce avec beaucoup d'efficacité. Une étude menée par Oxfam a examiné les différentes méthodes d'accaparement du pouvoir politique utilisées en Amérique latine. Cette étude a révélé comment les groupes d'intérêt parviennent souvent à exercer une influence sur la gestion des politiques fiscales, voire sur leur conception même[208]. Par ailleurs, 14 des 20 organisations ayant tenu le plus grand nombre de réunions avec des représentant·es de l'UE ont des intérêts commerciaux[209]. Les entreprises associées aux 10 hommes les plus riches du monde ont dépensé 88 millions de dollars en lobbying aux États-Unis en 2024, soit plus que l'ensemble des syndicats réunis (55 millions de dollars)[210]. Pendant la pandémie de COVID-19, les monopoles pharmaceutiques ont largement profité aux entreprises, tandis que des millions de personnes dans les pays à revenu faible ou intermédiaire restaient sans protection. Sur la seule année 2021, Pfizer a réalisé un chiffre d'affaires de 37 milliards de dollars grâce à son vaccin contre la COVID-19, et Moderna environ 18,5 milliards de dollars, alors qu'une grande partie de la recherche fondamentale et du développement ont été financés par des fonds publics[211]. Parallèlement, les laboratoires pharmaceutiques auraient dépensé jusqu'à 36 millions d'euros par an en lobbying à Bruxelles pendant la pandémie[212]. Ils ont même menacé de retirer leurs investissements des pays qui soutiendraient la proposition de dérogation aux droits de propriété intellectuelle pour les vaccins et les traitements contre la COVID-19[213].

Pendant des décennies, les élites économiques ont systématiquement utilisé leur influence politique et économique pour tenter de bloquer les réformes fiscales progressistes et tirer parti de la privatisation. Par exemple, Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France et propriétaire de l'empire du luxe LVMH (Moët Hennessy Louis Vuitton), ainsi que de médias tels que Les Echos et Le Parisien, a récemment exprimé son opposition catégorique à la taxe Zucman qui a bénéficié d'un large écho dans l'opinion et qui l'affecterait directement si elle était adoptée[214]. Le rapport 2022 du PNUD sur l'Amérique centrale souligne comment les élites économiques ont façonné les politiques commerciales et fiscales à leur avantage[215], malgré les besoins importants en matière de recettes suite aux réformes fiscales axées sur le marché mises en œuvre dans les années 1980 et au début des années 1990[216]. Une bonne partie des membres du gouvernement, qui entretiennent des relations étroites avec les entreprises, se sont également opposé·es à cette mesure de fiscalité progressive. Le « pantouflage », qui voit les élites politiques et économiques passer d'un poste dans le secteur public à un autre dans le secteur privé, brouille encore davantage les frontières. Au Royaume-Uni, par exemple, près d'un tiers de tous les nouveaux emplois occupés par d'ancien·nes ministres et haut·es fonctionnaires entre 2017 et 2022 se recoupaient grandement avec leurs fonctions précédentes[217]. Certaines données provenant de l'UE suggèrent que la nomination d'ancien·nes fonctionnaires influence considérablement l'élaboration des politiques, notamment lorsqu'il s'agit de fixer les priorités[218].

Pendant des décennies, les élites économiques ont systématiquement utilisé leur influence politique et économique pour tenter de bloquer les réformes fiscales progressistes et tirer parti de la privatisation.

Au Nigeria, Aliko Dangote, l'homme le plus riche d'Afrique, a été l'un des bénéficiaires de la privatisation des entreprises publiques au début des années 2000, en particulier dans l'industrie du ciment. M. Dangote entretient des relations étroites avec le président du pays, dont il est un donateur important[219] et le conseiller politique en poste[220]. Il détient un « quasi-monopole » sur le ciment au Nigeria et une position dominante sur le marché africain[221], tout en bénéficiant d'exonérations fiscales et de droits de douane. Malgré un bénéfice net de 86 % en 2016, Dangote Cement n'a été soumis qu'à un taux d'imposition effectif de 2 %[222].

En Argentine, l'homme le plus riche du pays, Marcos Galperin, est un fervent partisan du président Milei sur les réseaux sociaux[223]. Dans un contexte de coupes budgétaires massives en Argentine, « Mercado Libre », la plus grande entreprise du pays et le plus grand détaillant en ligne d'Amérique latine, propriété de Marcos Galperin, a été la principale bénéficiaire des allégements fiscaux nationaux, pour un montant total de 247 millions de dollars sur les trois dernières années[224].

Les dépenses politiques des ultra-riches impliquent souvent un achat explicite de votes. Dans son Baromètre mondial de la corruption 2020, Transparency International estime qu'en Asie, un·e citoyen·ne sur sept s'est vu proposer des pots-de-vin en échange de son vote, les taux les plus élevés d'achat de votes ayant été signalés en Thaïlande et aux Philippines[225]. Les élections au Liban ont également été entachées par un achat de voix généralisé[226]. Avant les élections de mai 2022, des organes de surveillance ont signalé que certain·es candidat·es distribuaient des bons alimentaires, du carburant

et même des générateurs à des communautés en échange de leur soutien politique. De telles activités restreignent le choix politique et sapent la voix et les capacités de décision politique des personnes vivant dans la pauvreté, tout en réduisant la probabilité de voter parmi tous les groupes éligibles[227].

2.2 PROPRIÉTÉ ET CONTRÔLE DES MÉDIAS PAR UNE ÉLITE

Depuis que l'imprimerie a donné naissance aux premiers magnats de la presse, les médias sont dominés par les ultra-riches. Les milliardaires dominent désormais les médias et les réseaux sociaux, qui connaissent une concentration croissante sous l'égide d'entreprises détenant à elles seules de vastes pans des médias à grande audience. Sur les 10 plus grandes entreprises mondiales spécialisées dans les médias et la presse, sept appartiennent à des milliardaires[228]. Chaque jour dans le monde, nous passons 11,8 milliards d'heures (plus d'un million d'années au total) à consommer du contenu sur des plateformes de réseaux sociaux fondées par des milliardaires[229]. Dans la moitié des pays et territoires évalués par le Classement mondial de la liberté de la presse, la majorité des personnes interrogées déclarent que les propriétaires de médias limitent « toujours » ou « souvent » l'indépendance éditoriale de leur média[230].

Certain·es de ces milliardaires ont fait fortune grâce aux médias, à l'instar de Rupert Murdoch[231], tandis que d'autres ont racheté des médias, comme Jeff Bezos avec le *Washington Post*, Elon Musk avec Twitter[232], Patrick Soon-Shiong avec le *Los Angeles Times*[233] et un consortium de milliardaires ayant acquis des parts de *The Economist*[234]. Larry Ellison, fondateur d'Oracle, a utilisé sa fortune pour devenir l'un des principaux détenteurs d'intérêts de Paramount[235], qui a été rachetée par l'entreprise de son fils et dont fait partie la célèbre chaîne de télévision CBS[236]. À l'heure où nous rédigeons le présent rapport, il est également en passe d'acquérir une part importante de TikTok aux États-Unis[237]. L'accord proposé est hautement politique, les proches allié·es et donateurs du président Donald Trump étant en passe de prendre les rênes de l'entreprise[238].

Une telle concentration de la propriété des médias et des réseaux sociaux constitue une menace directe pour la démocratie, car l'un des principes fondamentaux d'une société libre est la liberté des médias. Ceux-ci jouent un rôle essentiel pour demander des comptes aux acteurs puissants, en particulier les responsables politiques et les entreprises. Le rôle des médias est menacé lorsque leurs propriétaires sont des allié·es proches des personnes auxquelles ils et elles sont censé·es demander des comptes et peuvent influencer le débat public pour servir leurs propres intérêts. La concentration des médias confère un pouvoir considérable à une poignée de personnes. La diminution du nombre de sources d'information réduit l'éventail des perspectives, érodant encore la qualité du débat public et la redevabilité[239]. L'essor de l'IA générative, qui permet de fabriquer des textes, des images ou des fichiers audio et vidéo qui semblent authentiques, menace d'aggraver encore davantage cette situation précaire, car les fausses informations et la désinformation se propagent rapidement. Alors que les milliardaires propriétaires de médias se lancent dans l'IA (et font pression sur leur entourage influent pour que cette technologie échappe au maximum à toute réglementation), la confiance dans la presse pourrait continuer à se détériorer[240].

Chaque jour dans le monde, nous passons 11,8 milliards d'heures (plus d'un million d'années au total) à consommer du contenu sur des plateformes de réseaux sociaux fondées par des milliardaires.

Ces problématiques s'étendent désormais aux réseaux sociaux, qu'un tiers des personnes utilise comme source d'information au moins une fois par semaine[241]. La désinformation et les fausses informations, qu'elles soient générées par des humains ou par l'IA, en plus de se propager facilement, sont aussi encouragées par des algorithmes visant à maximiser les profits. Les contenus générés par l'IA, en particulier les images et les vidéos, présentent des risques de taille pour les libertés politiques. Par exemple, une fausse vidéo a été diffusée dans laquelle un candidat aux élections pakistanaises appelait les électeurs et les électrices à boycotter le scrutin, tandis qu'une autre fausse vidéo mettait en scène le président ukrainien Volodymyr Zelensky appelant les troupes ukrainiennes à déposer les armes[242].

L'acquisition des médias a permis aux ultra-riches d'étendre leur pouvoir politique, d'influencer le discours public et de légitimer leur accumulation de richesse et de pouvoir, ainsi qu'un système économique qui favorise les grandes fortunes[243]. En 2024, le Tax Justice Network a constaté que, dans un contexte de pression publique croissante en faveur d'un impôt sur la fortune des ultra-riches, 30 articles par jour faisaient état d'un prétendu exode des millionnaires du Royaume-Uni, où le nombre de millionnaires quittant le pays était largement exagéré par les médias[244]. Cette situation se produit dans un pays où quatre familles extrêmement riches contrôlent à elles seules les trois quarts de la diffusion des journaux[245]. Le *Washington Post*, propriété de Jeff Bezos, a récemment remanié sa rubrique « Opinions » afin de donner la priorité aux contenus qui promeuvent « les libertés individuelles et le libre marché »[246]. Au Moyen-Orient, certains médias servent d'armes idéologiques à la monarchie et aux milliardaires, comme en Arabie saoudite[247]. L'homme d'affaires états-unien Sheldon Adelson (décédé en 2021), un milliardaire qui a fait fortune dans les casinos, a consacré d'énormes ressources à soutenir des « positions extrêmes contre le peuple palestinien », notamment en finançant un journal gratuit d'extrême droite, *Israel Hayom*[248]. Il était également un partisan du président états-unien Donald Trump et du Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou[249]. Parallèlement, CNews a été rachetée et rebaptisée « le Fox News français » par Vincent Bolloré, milliardaire d'extrême droite, défenseur des énergies fossiles, qui a engagé des poursuites judiciaires contre des journalistes critiques à son égard[250].

Ce n'est pas un hasard si les médias ont tendance à négliger les intérêts des personnes vivant dans la pauvreté, des

femmes et des groupes racisés, les privant ainsi d'informations essentielles et contribuant à ce que le public soutienne ou accepte des politiques qui nuisent à leurs intérêts et compromettent l'égalité politique[251]. Ces populations n'ont pas le pouvoir d'exprimer leurs préoccupations dans les médias détenus par une élite. D'après Reuters, par exemple, seulement 27 % et 23 % des rédacteurs et rédactrices en chef dans le monde sont respectivement des femmes et des personnes issues de minorités ethniques[252]. En Amérique latine, seulement 3 % des personnes apparaissant dans les actualités appartiennent à des groupes autochtones, et parmi celles-ci, une sur cinq seulement est une femme[253]. En 2020, les femmes ne représentaient que 25 % des personnes mises en avant dans les journaux papier, télévisés et dans les bulletins d'information radiophoniques, alors qu'elles constituent plus de la moitié de la population mondiale[254].

ENCADRÉ 7. LE *BILLIONAIRE COUP PLAYBOOK* DE LA CSI

La Confédération syndicale internationale (CSI) a élaboré un guide intitulé *Billionaire Coup Playbook* qui détaille 13 stratégies utilisées par les milliardaires pour consolider leur pouvoir[255]. Celles-ci consistent notamment à financer les mouvements d'extrême droite afin de diviser les travailleurs et les travailleuses, à réduire les dépenses sociales tout en augmentant les subventions aux entreprises, à contrôler les industries et les médias et à exploiter les données dans l'optique de manipuler l'opinion publique. Pour la CSI, les milliardaires favorisent les divisions en ciblant les minorités, en feignant une rhétorique anti-élite, en semant le chaos pour faire taire l'opposition et en écrasant les syndicats et les activistes. Ils et elles justifient ces mesures sous prétexte d'insécurité, de crise ou de stagnation économique, mais érodent en réalité les libertés tout en accroissant la richesse et l'influence des ultra-riches.

La philanthropie est un autre outil qu'utilisent les ultra-riches pour légitimer leur vision du monde et désamorcer les critiques concernant leur accumulation de richesses. Les riches donateurs et donatrices peuvent ainsi acquérir une influence excessive, supplantant ainsi le processus décisionnel légitime. Le défunt milliardaire allemand Peter Kramer avait déjà souligné ce problème, qualifiant la philanthropie de « mauvais transfert de pouvoir » des responsables politiques vers les milliardaires, de sorte que ce n'est plus « l'État qui détermine ce qui est opportun pour le peuple, mais plutôt les riches »[256].

2.3 LES MILLIARDAIRES À LA TABLE DES DISCUSSIONS

Les ultra-riches sont également aux avant-postes du pouvoir politique aux niveaux local, national et mondial. Avec tous ces présidents, membres de gouvernement et responsables politiques milliardaires, il est devenu moins choquant de voir des grandes fortunes occuper des fonctions politiques. Selon un article publié en 2023, plus de 11 % des milliardaires dans le monde ont occupé ou brigué des fonctions politiques[257]. Oxfam estime que les milliardaires ont au moins 4 000 fois plus de chances d'occuper un poste politique que les citoyen·nes ordinaires[258]. Les milliardaires concentrent leurs ambitions politiques sur des postes influents, ont un solide palmarès en matière de victoires électorales et sont plus susceptibles d'intervenir dans les autocraties que dans les démocraties[259]. La part de la population mondiale vivant sous un régime autocratique a augmenté de près de 50 % entre 2004 et 2024. À l'échelle mondiale, seules trois personnes sur dix vivent dans des démocraties, contre une sur deux en 2004[260].

Najib Mikati, ancien Premier ministre libanais, réputé être l'homme le plus riche du pays et figurant dans le classement Forbes des milliardaires[261], est un exemple flagrant de la manière dont une grande fortune peut contribuer à obtenir un mandat politique. Acquise dans le secteur des télécommunications, sa fortune personnelle lui a conféré une influence politique sans égale dans le pays. Malgré le faible soutien populaire ou local dont il bénéficie au sein de son parti, il a été nommé trois fois Premier ministre « de consensus »[262].

Occuper un poste officiel peut également s'avérer lucratif. Au Kenya, cinq membres du cabinet du président William Ruto ont une fortune nette cumulée supérieure à 20 millions de dollars[263]. Beaucoup d'entre eux ont considérablement accru leur fortune depuis leur arrivée au pouvoir[264]. Sept ans après avoir accédé à la présidence de la Sierra Leone, Julius Maada Bio a quitté le modeste appartement qu'il louait à Londres pour devenir propriétaire, avec sa famille, d'au moins 10 résidences d'une valeur totale dépassant 2,1 millions de dollars[265].

Les riches élites profitent également de leur position pour obtenir un accès privilégié aux responsables politiques et à l'élaboration des politiques au sein des gouvernements de manière plus formelle, par exemple par le biais de comités consultatifs. Après avoir été élu président du Mexique en 2018, Andrés Manuel López Obrador a créé un comité consultatif national composé de la plupart des hommes les plus riches du pays, dont Ricardo Salinas Pliego et Carlos Slim, sous la coordination d'Alfonso Romo, un riche homme d'affaires qui occupait alors le poste de chef de cabinet du président[266].

Des situations similaires en matière d'accès privilégié et d'influence peuvent être observées sur la scène internationale. Un quart des milliardaires ayant participé à la COP28 des Nations Unies ont bâti leur fortune grâce à des industries polluantes[267]. Au moins 1 773 lobbyistes du charbon, du pétrole et du gaz ont été autorisé·es à assister aux négociations climatiques de la COP29 des Nations Unies à Bakou (Azerbaïdjan) en 2024, surpassant en nombre les délégations de tous les pays, à l'exception de celles de l'Azerbaïdjan, hôte de la COP29, du Brésil, hôte de la COP30, et de la Turquie, hôte potentiel de la COP31[268].

Par ailleurs, un réseau composé de forces d'extrême droite et conservatrices alliées à des milliardaires est accusé d'alimenter une réaction hostile aux droits humains et aux politiques et idées progressistes[269], à travers des événements publics tels



que la Conservative Political Action Conference (Conférence d'action politique conservatrice)[270] et le World Congress of Families (Congrès mondial des familles)[271]. Pour ce faire, ce réseau finance notamment des groupes et des partis politiques d'extrême droite. Selon le Global Philanthropy Project, entre 2021 et 2022, les revenus de seulement trois organisations anti-LGBTQI+ ont été supérieurs à ceux de plus de 8 000 organisations LGBTQI+ dans le monde au cours de la même période[272].

Nous assistons également à la suppression des garde-fous contre la haine et la désinformation sur les réseaux sociaux. Après l'élection du président Trump aux États-Unis, les entreprises de la tech ont assoupli les mesures visant à empêcher la propagation des discours haineux. Meta (propriétaire de Facebook, WhatsApp et Instagram), dirigée par le milliardaire Mark Zuckerberg, et la plateforme X (anciennement Twitter), rachetée par Elon Musk en 2022, ont toutes deux allégé les mesures destinées à endiguer la propagation de la haine et de la désinformation, au nom de la liberté d'expression[273]. Selon une étude menée par l'université de Californie à Berkeley, l'occurrence des discours haineux a augmenté d'environ 50 % dans les mois qui ont suivi l'acquisition de X par Elon Musk[274]. Aujourd'hui plus que jamais, les milliardaires peuvent façonner l'opinion et les croyances[275].



CHAPITRE 3
INÉGALITÉS D'ACCÈS ET DE PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE À LA BASE : QUAND LA RÉPRESSION PREND LE PAS SUR LA REDISTRIBUTION



CHAPITRE 3
INÉGALITÉS D'ACCÈS ET DE PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE À LA BASE : QUAND LA RÉPRESSION PREND LE PAS SUR LA REDISTRIBUTION 36

Alors que les ultra-riches ont acquis une influence politique excessive grâce à leur fortune, les personnes vivant dans la pauvreté sont confrontées à des obstacles considérables à la participation politique et se voient de plus en plus privées de leurs droits. Cela ne doit rien au hasard[276]. Comme deux éléments instables, liberté politique et inégalités extrêmes ne peuvent coexister longtemps[277].

Les mesures d'austérité que les gouvernements, en particulier dans les pays à faible revenu, se sentent obligés de mettre en œuvre face à une dette écrasante ne font qu'aggraver les incroyables difficultés économiques auxquelles la majorité est déjà confrontée. Les coupes budgétaires et l'augmentation des impôts régressifs tels que la TVA poussent les citoyen·nes ordinaires à bout.

La frustration grandissante du public à l'égard de ces politiques a éclaté au grand jour en 2025, dans le monde entier, sous la forme de manifestations contre les inégalités, la corruption et l'héritage de l'austérité, souvent à l'initiative de la jeunesse. On a alors parlé de « manifestations de la génération Z ». Ces événements se sont déroulés en Asie du Sud, en Afrique du Nord et de l'Est, en Europe du Sud-Est et en Amérique latine[278]. De nombreuses manifestations ont été sévèrement réprimées, les gouvernements ayant choisi d'écraser la dissidence plutôt que de redistribuer les richesses. Mais certaines d'entre elles ont aussi déclenché des changements. À l'heure où nous rédigeons ces lignes, elles ont provoqué un changement de régime au Népal[279] et l'abandon de politiques impopulaires dans certains pays[280].

3.1 INÉGALITÉS ET DISPARITÉS D'ACCÈS ET DE PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE

La grande richesse économique dont jouit une minorité lui confère accès politique, pouvoir et influence. La pauvreté économique de la majorité tend à se traduire en difficultés d'accès et de participation à la vie politique. Les populations concernées font face à de plus grands obstacles pour participer à la vie politique, à la prise de décision et à la vie publique, ce qui limite leur capacité à influencer les politiques, à exercer leurs droits et à façonner leur avenir. Ces inégalités politiques entre les riches et le reste de la population sont aggravées par d'autres inégalités.

Les personnes vivant dans la pauvreté n'ont ni le temps ni les moyens financiers nécessaires pour participer pleinement à la vie politique, en particulier lorsqu'elles doivent cumuler plusieurs emplois et se concentrer sur leur survie. Les femmes, en particulier, manquent cruellement de temps en raison du travail de soin qui leur incombe[281]. Certaines données expérimentales provenant d'Allemagne suggèrent également que des difficultés financières aiguës, même si elles ne durent que quelques jours, peuvent réduire le taux de participation électorale de 4 à 5 %[282]. Les obstacles bureaucratiques entravent également la participation politique des personnes vivant dans la pauvreté et des femmes. Par exemple, dans les pays à faible revenu, 45 % des personnes appartenant au quintile le moins riche ne possèdent pas de pièce d'identité, alors que c'est souvent une condition préalable pour voter. Cette situation concerne plus de femmes que d'hommes. D'après les données de la Banque mondiale pour 2018, 45 % des femmes dans les pays à faible revenu ne disposaient pas des justificatifs d'identité nécessaires, contre 30 % des hommes[283]. Une étude récente menée dans 13 pays d'Afrique subsaharienne révèle que les femmes sont nettement plus nombreuses à déclarer que les démarches pour obtenir une pièce d'identité sont trop onéreuses[284].

Les femmes vivant dans la pauvreté sont confrontées à des obstacles supplémentaires tels que la violence politique, la discrimination, les stéréotypes sociaux et les normes institutionnelles qui limitent leur participation, musellent leur voix[285] et sapent leur engagement dans la politique. Les personnes issues de groupes racisés ou de minorités opprimées qui vivent également dans la pauvreté sont confrontées à des problèmes similaires et ont encore moins de marge pour exprimer leurs opinions politiques ou exercer une influence politique[286]. Aux États-Unis, lors des élections présidentielles de 2016, les électeurs et électrices des quartiers noirs ont attendu 29 % plus longtemps pour voter que celles et ceux des quartiers blancs[287]. En 2024, seulement 4,3 % des membres du Parlement européen (MPE) étaient issu·es de minorités raciales ou ethniques, alors qu'environ 10 % des citoyen·nes de l'UE s'identifient comme tel·les[288]. En 2020, seulement 16 % des personnes élues à des postes de conseil au Brésil étaient des femmes. Par ailleurs, alors que les femmes noires représentaient 27,8 % de la population, elles n'occupaient que 2,5 % des sièges à la Chambre des députés[289].

ENCADRÉ 8. S'UNIR POUR ÉRADIQUER LES INÉGALITÉS D'ACCÈS ET DE PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE

Les inégalités d'accès et de participation à la vie politique sont un problème grave et pernicieux. Elles ne sont toutefois pas inévitables pour les personnes moins aisées. Des recherches menées en Amérique latine montrent que les personnes vivant dans la pauvreté peuvent avoir une voix politique importante lorsqu'il existe des organisations de la société civile fortes, des partis politiques capables de mobiliser et de représenter leurs intérêts, une concurrence électorale solide et des institutions démocratiques efficaces. Tous ces critères peuvent concourir à créer des opportunités de participation permettant de surmonter les contraintes liées aux ressources[290].

La mise en place par les gouvernements de mécanismes de participation citoyenne peut renforcer l'engagement politique de la société civile et des personnes vivant dans la pauvreté. Par exemple, les débats politiques menés à l'échelle nationale en Bolivie ont permis de mobiliser plus de 40 000 organisations dans les délibérations sur les stratégies de lutte contre la pauvreté[291]. Au Brésil, le lien entre la lutte contre les inégalités sociales, la pauvreté et la faim et la participation sociale démocratique est évident. Sous les gouvernements du *Partido dos Trabalhadores* (PT), de 2003 à 2016, le pays a connu une période d'expansion et de renforcement des mécanismes de participation sociale établis par la Constitution fédérale de 1988, avec par exemple des conférences nationales et les conseils de politique publique, qui ont permis à la société civile d'influencer directement les décisions de l'État et d'élargir la légitimité démocratique des politiques publiques[292].

Il existe également des exemples de participation massive aux élections pour soutenir des candidat·es ou des partis qui s'engagent à répondre aux revendications du plus grand nombre, malgré le clientélisme ou des ressources limitées. José Mujica (président uruguayen de 2010 à 2015) a accédé aux plus hautes fonctions malgré ses origines modestes et une période d'emprisonnement sous une dictature militaire, s'attirant un soutien massif de la part de la classe ouvrière uruguayenne et des communautés rurales vivant dans la pauvreté[293]. Au Brésil, le président Luiz Inácio Lula da Silva, ancien ouvrier d'usine et leader syndical, effectue actuellement son deuxième mandat, qui a débuté en 2023. Il a été élu pour la première fois en 2002 avec un programme fortement axé sur la lutte contre la faim, la pauvreté et les inégalités sociales[294].

Les syndicats jouent un rôle essentiel en renforçant le pouvoir politique du plus grand nombre, en promouvant l'action collective et en influant sur les processus politiques, mais aussi pour la réduction directe des inégalités économiques en augmentant les salaires des personnes à faibles et moyens revenus par rapport aux plus hauts revenus[295]. Un taux de syndicalisation plus fort s'accompagne de moindres inégalités de revenus[296]. Les syndicats engendrent des retombées sous la forme d'une hausse des salaires et des autres standards du travail au bénéfice des travailleurs et travailleuses syndiqué·es, mais aussi pour les personnes non syndiquées opérant dans les mêmes secteurs d'activité ou régions[297]. Les syndicats mènent une action particulièrement efficace pour combler les écarts de rémunération liés au genre et à l'origine ethnique. Les travailleurs et travailleuses noir·es et hispaniques, ainsi que les femmes, bénéficient d'une plus grande augmentation salariale grâce à la syndicalisation que les travailleurs blancs de genre masculin, ce qui contribue à réduire les écarts salariaux qui existent depuis longtemps[298]. Les syndicats mobilisent également les électeurs et électrices et façonnent plus largement les politiques de redistribution en faveur d'un État providence[299]. D'après les recherches menées sur les relations industrielles, le taux de syndicalisation est corrélé à des États providence plus forts et à une meilleure redistribution, grâce au lobbying, à la mobilisation électorale et à des coalitions politiques cohérentes[300]. L'érosion du pouvoir des syndicats sape cet effet en matière de réduction des inégalités.

3.2 RÉPRESSION DES MANIFESTATIONS CONTRE LES INÉGALITÉS ET L'AUSTÉRITÉ : LES GOUVERNEMENTS PRÉFÈRENT LA RÉPRESSION À LA REDISTRIBUTION

Au cours des douze derniers mois, plus de 142 manifestations antigouvernementales d'envergure ont éclaté un peu partout dans le monde[301]. Entre 2009 et 2019, nous avons assisté à une forte augmentation des manifestations et autres événements à forte visibilité à travers le monde[302]. Un groupe de réflexion a fait état d'une augmentation annuelle moyenne de 11,5 % des manifestations de masse (rassemblant plus de 10 000 personnes), avec la plus forte concentration au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et le taux de croissance le plus rapide en Afrique subsaharienne[303]. Une étude portant sur 2 809 manifestations dans 101 pays entre 2006 et 2020 identifie comme principal facteur de dissidence les défaillances de la représentation politique et comme second facteur les questions de justice économique, notamment les inégalités et l'austérité[304]. La crise de la dette et l'emprise des créanciers privés extrêmement riches attisent encore davantage les troubles[305].

ENCADRÉ 9. LA DETTE, UNE SPIRALE INFERNALE POUR LA DÉMOCRATIE

De nombreux États sont accablés par des dettes colossales. Agissant au nom des créanciers, le FMI insiste sur l'austérité afin de garantir le remboursement de leur dette par les pays du Sud. Dans les pays du Nord, le marché des obligations joue un rôle similaire. Contrairement aux crises de la dette des années 2000, une grande partie de cette dette est détenue par des créanciers privés[306], qui font pour la plupart partie des personnes les plus riches au monde. 43 % de la richesse financière privée est détenue par les 1 % les plus riches[307]. Alors que les créanciers officiels tels que les États et les institutions multilatérales ont accepté de participer à des projets d'allègement de la dette, les créanciers privés refusent systématiquement toute annulation de la dette et insistent régulièrement pour obtenir un remboursement intégral[308].

La capacité d'un gouvernement à répondre aux choix de ses citoyen·nes et à mettre en œuvre les politiques pour lesquelles il a été élu est systématiquement sapée par ses obligations perçues envers ces créanciers fortunés et non élus. Sans surprise, cela peut conduire la population à perdre confiance dans la démocratie, à se désengager de la politique ou à protester. Comme souligné dans un récent rapport de Debt Justice, cela peut alors ouvrir la voie à un autoritarisme croissant, de deux manières : les gouvernements répriment les manifestations lorsqu'ils ne peuvent pas répondre aux demandes populaires appelant à mettre fin à l'austérité, et les régimes autoritaires exploitent les crises pour amplifier leur pouvoir[309].



Dans un contexte de gronde généralisée des citoyen·nes[310] sur des questions qui ont un impact sur leur vie quotidienne, les gouvernements du monde entier sont face à un choix clair : revenir sur ces décisions et opter pour la redistribution, ou s'entêter dans la répression. Les gens, en particulier les jeunes, sont de moins en moins disposés à accepter les inégalités et la corruption, et se tournent plutôt vers la mobilisation de masse et la protestation. Pourtant, les gouvernements réagissent souvent par la répression ou accordent des concessions partielles au lieu d'introduire des changements systémiques significatifs.

En 2021, de grandes manifestations prenant la forme d'une grève nationale ont eu lieu en Colombie pour soutenir la lutte des groupes les plus marginalisés et s'opposer aux mesures prises par le gouvernement pour augmenter les impôts des citoyen·nes ordinaires et réduire l'accès aux soins de santé[311]. La Colombie est l'un des pays les plus inégalitaires au monde. Les 1 % les plus riches y détiennent plus de 40 % de toutes les richesses[312]. Au lieu de tenir compte de l'indignation générale et d'engager le dialogue, le gouvernement a réagi par la militarisation, le recours disproportionné à la force et l'utilisation d'armes létales, ce qui a entraîné la mort de plus de 80 personnes et la détention arbitraire de plusieurs milliers d'autres[313]. Les jeunes, les peuples autochtones, les populations afrodescendantes, les petit·es exploitant·es agricoles et les organisations de quartier populaires ont payé le plus lourd tribut[314].

En 2024, des manifestations menées par la jeunesse ont éclaté au Kenya contre les mesures d'austérité imposées par le FMI, notamment des augmentations d'impôts pour l'ensemble de la population[315], frappant de fait de manière disproportionnée les communautés les moins aisées. Le FMI a exigé ces coupes afin que l'État kényan puisse rembourser ses dettes, dont une grande partie est due à des porteurs d'obligations privés en Europe et en Amérique du Nord[316]. Ces manifestations ont fait l'objet d'une répression sévère de la part de l'État, avec plusieurs morts, des disparitions, des arrestations et la militarisation des espaces publics. Des manifestations ont éclaté à nouveau en 2025 sur fond de préoccupations restées sans réponse[317]. Lorsque les coupes budgétaires et les mesures d'austérité soutenues par le FMI en Argentine ont provoqué des troubles publics, les contestataires ont également été confronté·es à une répression sévère de la part de l'État[318].

ENCADRÉ 10. LA RÉPRESSION BRUTALE SUITE AUX MANIFESTATIONS CONTRE LE PROJET DE LOI DE FINANCES AU KENYA

En juillet 2024, Tom[319] s'est joint à des milliers de manifestant·es dans le centre-ville de Nairobi pour dénoncer les hausses d'impôts touchant l'ensemble de la population, l'augmentation des prix, les inégalités liées à la dette[320] et les actions du gouvernement. Il faisait partie d'un groupe pacifique qui scandait des slogans et chantait. Le cortège a été attaqué par un groupe de policiers en civil, mais armés. Tom a été blessé et a perdu connaissance. Il s'est réveillé quelques heures plus tard dans une clinique d'urgence, soigné par des médecins bénévoles.

Quelques jours plus tard, alors que ses blessures n'avaient pas bien cicatrisé, un scanner réalisé dans un hôpital privé voisin a révélé que Tom avait trois balles en caoutchouc logées dans la poitrine. Il a dû attendre une semaine avant que les balles soient retirées, car la police fouillait les hôpitaux et arrêtait les blessé·es. Tom a dû verser un pot-de-vin à la police pour obtenir l'autorisation d'être opéré tout en évitant l'arrestation. Ce pot-de-vin et l'opération ont dû être financés par des bienfaiteurs et bienfaitrices, car il n'avait pas d'assurance maladie pour couvrir ces frais.

À bien des égards, Tom a eu de la chance ce jour-là. La Commission nationale des droits de l'homme du Kenya a enregistré la mort de 39 personnes lors des manifestations[321] et l'État kényan a été accusé d'avoir systématiquement tué ou enlevé les personnes impliquées. 60 cas d'exécutions sans jugement font actuellement l'objet d'une enquête, ainsi que 71 cas d'enlèvements et de disparitions forcées[322]. Human Rights Watch a également signalé que certaines victimes avaient été retrouvées torturées et mutilées[323].

Bien qu'elles n'aient pas atteint tous leurs objectifs, les manifestations auxquelles Tom a participé ont finalement contraint le président à dissoudre le gouvernement et à retirer le projet de loi qui aurait entraîné une hausse des impôts[324]. Cela illustre le pouvoir dont disposent les citoyen·nes pour imposer un changement.

Lors de la manifestation anniversaire organisée en juillet 2025, on a déploré encore plus de victimes que pendant la manifestation initiale, le président ayant ordonné aux forces de l'ordre de tirer dans les jambes des manifestant·es[325]. Malgré le danger, Tom est retourné manifester, déterminé à continuer de se battre pour un avenir meilleur pour le Kenya. Tom a déclaré : « Si la manifestation avait lieu demain, j'y retournerais. C'est notre survie qui est en jeu. Et un avenir meilleur pour le Kenya. Si nous n'intervenons pas maintenant, qui d'autre le fera ? »

L'exemple du Pakistan est également édifiant. Depuis 2024, le pays est le théâtre de manifestations générales contre les hausses d'impôts, l'augmentation des coûts énergétiques et l'inflation résultant de la crise de la dette et des mesures d'austérité imposées par le FMI[326]. En réponse, le gouvernement a utilisé les lois antiterroristes pour cibler les militant·es et les manifestant·es pacifiques, en particulier les personnes issues de groupes minoritaires, portant ainsi atteinte à leur droit à la liberté d'association et de réunion – une mesure critiquée par les Nations Unies[327]. Une augmentation significative des disparitions forcées, des actes de torture et des exécutions extrajudiciaires qui auraient été perpétrés par les forces de l'État a également été observée. Dans la capitale, Islamabad, le gouvernement a introduit une loi (*Public Order and Peaceful Assembly Act*) qui menace de criminaliser les manifestations pacifiques dans la ville. Un amendement à la loi *Prevention of Electronic Crimes Act* a introduit une peine de trois ans d'emprisonnement et des amendes pour la diffusion d'informations fausses et mensongères, créant ainsi un outil visant à réprimer le partage d'informations sur les réseaux sociaux[328].

À l'échelle mondiale, il existe plusieurs types de réglementations contraignantes visant à restreindre la société civile[329], que ce soit par des mesures administratives (ré-enregistrement obligatoire), des obstacles à l'accès au financement ou l'interdiction de certaines activités comme le plaidoyer[330]. On observe également un recours croissant à de nouveaux cadres juridiques restrictifs qui limitent l'utilisation des financements étrangers et stigmatisent les OSC en les qualifiant d'« agents étrangers », réduisent les espaces de participation citoyenne et cherchent à faire taire et à exclure la voix des citoyen·nes. Cela comprend l'utilisation de cadres et de stratégies antiterroristes pour contrôler, harceler et même criminaliser des organisations et des activistes[331].

Bien qu'elles pèsent dans la balance, ce ne sont pas seulement les difficultés économiques qui sont à l'origine des manifestations et de la montée de l'autoritarisme et de la répression gouvernementale qui en résulte. Le Royaume-Uni[332] et les États-Unis[333] répriment les manifestations contre l'implication des gouvernements dans le génocide perpétré par Israël à Gaza, suscitant un tollé supplémentaire quant à la profonde érosion des droits civiques et politiques que cela représente[334].

ENCADRÉ 11. LUTTER CONTRE LES POLITIQUES QUI DIVISENT GRÂCE À LA COHÉSION SOCIALE

La cohésion sociale désigne la confiance et la solidarité qui unissent les individus au sein d'une société unifiée. Il est fondamental de lutter contre les politiques qui divisent et contre les inégalités.

Les pays qui obtiennent les meilleurs scores en matière de confiance sociale sont ceux qui sont les plus égalitaires, notamment en termes d'accès aux soins de santé et au marché du travail, ainsi que d'égalité de genre[335]. Les gouvernements doivent investir pour instaurer des conditions propices à un cercle vertueux de cohésion sociale et d'égalité. Cela implique la mise en place de systèmes de gouvernance équitables, légitimes et inclusifs qui garantissent à chacun·e la possibilité de participer à la vie politique et de jouir d'un accès égal à ses libertés civiques : liberté d'association, liberté d'expression et liberté de manifester pacifiquement. Des services publics solides pour tou·te·s sont essentiels pour renforcer la cohésion sociale. Une étude transnationale menée dans des pays à revenu intermédiaire a révélé qu'un système de santé plus efficace augmentait la confiance dans le gouvernement de 13 %[336]. Dans les pays de l'OCDE, une plus grande satisfaction à l'égard des services administratifs est associée à une probabilité accrue de 3,9 % d'instaurer une confiance élevée ou modérément élevée dans la fonction publique du pays[337].

La confiance sociale s'acquiert en luttant contre les inégalités économiques et sociales, en garantissant l'égalité d'accès à des services publics de qualité et à des filets de sécurité sociale, et en veillant à proposer un travail et des salaires décents pour tou·te·s. De telles mesures ne renforcent pas seulement la confiance dans les gouvernements et la société, mais contribuent également à réduire les écarts sociaux et économiques. Par exemple, des systèmes de santé plus équitables réduisent les disparités en matière de bien-être[338], et les transferts sociaux ont permis de réduire considérablement le niveau des inégalités économiques[339] dans certains pays d'Europe et d'Amérique latine[340]. Ces mesures sconsolident également le contrat social, aidant les sociétés à gérer la diversité de manière pacifique.

3.3 LES DÉFENSEURS ET DÉFENSEUSES DE L'ENVIRONNEMENT ET DES DROITS HUMAINS, LES JOURNALISTES ET LES SYNDICATS DANS LE COLLIMATEUR

Les luttes menées par les défenseurs et défenseuses de l'environnement et des droits humains pour protéger leur droit de cultiver leurs terres, d'élever leurs troupeaux et de résister à l'accaparement et à la destruction de leurs terres par des particuliers et des entreprises tout puissants sont également des luttes contre les inégalités[341]. Les inégalités foncières constituent la forme la plus ancienne d'inégalité de richesse. Elles sont liées à de nombreuses tendances néfastes décrites dans le présent rapport, et privent les communautés de leurs droits, de leurs moyens de subsistance et de leur rôle de gardiennes de l'environnement. En Amérique latine, 1 % des agriculteurs et agricultrices possèdent plus de terres agricoles que les 99 % restant·es[342]. Les défenseurs et les défenseuses des droits humains et des libertés civiles, ainsi que les syndicats qui œuvrent pour l'amélioration des droits du travail et l'obtention de salaires décents pour les travailleurs et travailleuses, luttent également pour plus d'égalité. Leur combat commun se heurte trop souvent à un front d'opposition.

Au cours de la dernière décennie, sur plus de 6 400 attaques perpétrées dans le monde contre des défenseurs et défenseuses des droits humains qui documentaient les préjudices causés par les entreprises, 89 % visaient des acteurs de la lutte pour le climat, les terres et l'environnement. Les peuples autochtones ont également été touchés de manière disproportionnée, subissant 21 % des attaques alors qu'ils ne représentent que 6 % de la population mondiale[343]. Global Witness rapporte qu'en 2023, au moins 196 personnes ont été assassinées pour avoir « défendu les droits humains, leurs terres et notre environnement »[344]. En Colombie, plus de 400 défenseurs et défenseuses des droits humains ont été assassiné·es depuis 2016, dont un grand nombre participant à la défense de leur territoire contre les intérêts extractifs et agro-industriels, notamment les mégaprojets extractifs[345]. En 2024, les cinq domaines les plus ciblés en matière de défense des droits humains à l'échelle mondiale étaient les droits des femmes, les droits des personnes LGBTQI+, les violations des droits humains dans les conflits, les mouvements de défense des droits humains et les droits environnementaux[346]. En 2025, les manifestations menées par la génération Z ont été au premier plan de nombreuses luttes dans divers pays. Il était indispensable de s'organiser dans l'espace numérique[347], mais les mouvements ont également été confrontés à la répression étatique des espaces en ligne (voir l'Encadre 4). Les violences enregistrées lors de ces manifestations soulignent également la nécessité d'agir rapidement pour éviter que la frustration n'atteigne un point de non-retour.

Les syndicats et les syndicalistes sont souvent en première ligne des manifestations et font partie des premières cibles des mesures répressives décidées par les gouvernements[348]. En Argentine, le président Javier Milei, soutenu par le milliardaire argentin Eduardo Eurnekian, a cherché à amender 366 lois afin de déréglementer les conditions de travail et les salaires, démanteler les protections syndicales et privatiser les entreprises publiques[349]. Les manifestant·es doivent composer avec un contexte de plus en plus hostile, le gouvernement Milei ayant également publié un décret restreignant la liberté et le droit de manifester[350]. Lors des manifestations publiques de 2024, les syndicats ont subi dans leurs rangs des violences policières généralisées et des arrestations massives. Au moins 1 155 manifestant·es ont été blessé·es en 2024 suite à un recours disproportionné à la force, dont au moins 33 par des balles en caoutchouc au niveau de la tête et du visage. Au moins 73 manifestant·es ont été poursuivi·es en justice[351].

ENCADRÉ 12. CIBLER LES PERSONNES MIGRANTES PLUTÔT QUE LES MILLIONNAIRES

Les gouvernements ne se contentent pas d'opter pour la répression. Ils stigmatisent aussi systématiquement les minorités et en font des boucs émissaires, avec le soutien des partis d'extrême droite et des plateformes médiatiques du même bord, souvent détenues ou largement financées par les plus riches (voir Chapitre 2). Les personnes migrantes sont particulièrement ciblées. Dans de nombreux pays, elles sont accusées de toute une série de maux frappant la société, notamment la criminalité, l'amenuisement des prestations sociales ou encore l'augmentation du coût de la vie[352]. Selon un sondage réalisé en 2024 au Canada, 35 % des Canadien·nes interrogé·es pensent que l'immigration entraîne une augmentation du taux de criminalité, en partie à cause de reportages trompeurs, des réseaux sociaux et du narratif de l'extrême droite[353]. Au Royaume-Uni, les médias se concentrent sur la colère d'une minorité véhémente à l'égard des petites embarcations de migrant·es traversant la Manche, plutôt que sur les superyachts des ultra-riches[354].

Cette tendance est visible sur les réseaux sociaux et relayée par les médias traditionnels sous forme de stigmatisation et de discours haineux à l'encontre des femmes et des féministes, des mouvements LGBTQI+ et des idées progressistes. En plus de provoquer une réaction hostile à l'égard de la société civile, cette tendance a eu un effet négatif sur les droits des communautés vulnérables. La rhétorique anti-woke, telle qu'analysée dans divers contextes, a été instrumentalisée contre les communautés marginalisées et pour porter atteinte aux droits humains fondamentaux[355].

Ce discours consistant à désigner des boucs émissaires trouve un écho favorable chez certaines personnes. Dans les pires scénarios, cela se traduit par une recrudescence des violences racistes perpétrées par une poignée d'individus enhardis[356]. Tandis que la majorité ne se laisse pas duper et que de nombreuses personnes ripostent, il est triste de constater que ces manœuvres sournoises font oublier la vraie source des problèmes et les responsables des difficultés rencontrées par la plupart.

Les journalistes font également l'objet d'agressions verbales et physiques, ou sont même assassiné·es pour avoir dénoncé des abus de pouvoir ou des violations des droits humains. De nombreuses plateformes de médias alternatifs ont été contraintes de fermer par manque de financement ou en raison d'obstacles administratifs.

3.4 LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES ET FAIRE DE NOUVEAU ENTENDRE SA VOIX

La bonne nouvelle, c'est que rien de tout cela n'est inévitable et que le changement est possible. Les inégalités économiques extrêmes, ainsi que les inégalités politiques qu'elles alimentent et dont elles se nourrissent, peuvent être vaincues. Le pouvoir économique et politique des plus riches peut être réduit à sa juste mesure. Et la majorité peut reprendre le pouvoir politique, contraindre les gouvernements à agir pour mettre fin aux inégalités économiques et construire un avenir plus juste et plus durable pour tou·te·s. Le dernier chapitre propose des pistes pour y parvenir.

CHAPITRE 4
CONSTRUIRE UN AVENIR À ÉGALITÉ



CHAPITRE 4
CONSTRUIRE UN AVENIR À ÉGALITÉ

Le monde se trouve à un tournant majeur. Les inégalités extrêmes ont atteint un tel niveau que les ultra-riches peuvent manipuler les élections, influencer les décisions économiques, et renforcer leur pouvoir par le biais de la politique, des médias et des institutions judiciaires. Dans le même temps, des milliards de personnes sont confrontées à une précarité évitable et à l'érosion de leurs droits civils et politiques, tandis qu'un peu partout dans le monde, des gouvernements répriment toute velléité dissidente ou contestataire.

Le présent rapport a montré la manière dont les inégalités extrêmes, les milliardaires et leurs soutiens au sein des gouvernements entravent la liberté politique et les droits humains de la majorité. Les abus de pouvoir se nourrissent des inégalités économiques, selon un cercle vicieux largement reconnu, y compris dans les rangs mêmes des ultra-riches. En 2024, une enquête menée auprès de plus de 2 300 millionnaires issu·es des pays du G20 a révélé que près des trois quarts étaient favorables à une augmentation des impôts pour les milliardaires, et que plus de la moitié considéraient que les fortunes extrêmes constituaient une « menace pour la démocratie »[357]. Un sondage mené dans 36 pays a révélé que les personnes interrogées considéraient que la principale cause des inégalités économiques était « l'influence politique excessive exercée par les riches ». 86 % des personnes interrogées étaient d'accord ou tout à fait d'accord avec cette affirmation[358].

Les gouvernements ont la responsabilité de réduire radicalement les inégalités économiques et politiques, de mettre fin à l'oligarchie en limitant le pouvoir des ultra-riches et de créer des environnements propices qui renforcent le pouvoir politique du plus grand nombre. Le présent chapitre identifie trois ensembles de mesures qu'ils peuvent déployer pour être à la hauteur de leurs responsabilités et changer la donne.

1. RÉDUIRE RADICALEMENT LES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES

Conjuguées aux énormes concentrations d'extrêmes richesses et à la pauvreté persistante, les inégalités économiques élevées alimentent l'érosion des droits et libertés du plus grand nombre. Les États doivent faire de la réduction radicale des inégalités économiques leur priorité absolue. Cela exige un programme politique courageux et progressiste, ainsi que des réformes ambitieuses afin de mettre nos économies et nos sociétés sur la voie d'un avenir plus égalitaire. Les réformes sont souvent trop restrictives ou trop parcellaires pour atteindre cet objectif.

Tous les pays doivent mettre en œuvre des plans nationaux de réduction des inégalités (PNRI) à la fois réalistes et assortis de délais et surveiller régulièrement les progrès réalisés. Chaque pays doit œuvrer pour atteindre un coefficient de Gini inférieur à 0,3 et/ou un ratio de Palma[359] ne dépassant pas 1. **Ces PNRI doivent intégrer des politiques ayant fait leurs preuves en matière de réduction significative des inégalités économiques et de richesse**[360].

Il s'agit notamment :

- de redistribuer les richesses extrêmes en taxant les ultra-riches[361] ;
- de limiter le pouvoir des entreprises et de démanteler les monopoles ;
- d'annuler la dette insoutenable des pays du Sud et de repenser les approches basées sur un système d'endettement[362] ;
- d'augmenter les salaires et de défendre les droits du travail ; et
- de fournir des services publics gratuits de grande qualité et une protection sociale pour tou·te·s.

Les PNRI doivent également inclure des politiques structurelles sur des questions telles que l'accès à la terre et aux financements, ainsi que des mesures de promotion et de protection de l'espace civique.

L'impact des PNRI sur le coefficient de Gini et le ratio de Palma doit être suivi chaque année (et non tous les trois à cinq ans, comme c'est le cas actuellement). Dans les pays à faible revenu, cela nécessitera un échantillonnage plus restreint pour les enquêtes et l'utilisation du même type de modèle que dans les pays de l'OCDE et de la CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies)[363].

Soutenir la création d'un nouveau panel international sur les inégalités. Tous les pays doivent également soutenir les recommandations du rapport du comité extraordinaire[364] au G20 présidé par l'Afrique du Sud. Ce rapport, rédigé sous la direction du professeur Joseph Stiglitz, appelle à la création d'un « **Panel international sur les inégalités** » (PII), une institution dont la mission serait de fournir rapidement des informations exactes sur l'ampleur, les causes et les impacts des inégalités galopantes, ainsi que les solutions à y apporter. Tout comme l'urgence climatique justifiait la création du GIEC, l'urgence des

inégalités exige de mettre sur pied un tel PII sans plus attendre.

2. LIMITER LE POUVOIR POLITIQUE DES ULTRA-RICHES

La forte concentration des richesses extrêmes et la concentration du pouvoir qui en découle sont toujours dangereuses pour la démocratie, mais la richesse économique ne se traduit pas systématiquement en pouvoir politique. En plus de réduire l'existence même d'une extrême richesse, les États peuvent prendre des mesures concrètes pour ériger un puissant pare-feu entre richesse et politique. Ils doivent :

- **Véritablement taxer les ultra-riches afin de réduire leur puissance économique, et ainsi leur puissance politique**, notamment par le biais d'impôts à assiette large sur le revenu et sur la fortune, à des taux suffisamment élevés pour réduire les énormes niveaux d'inégalités.
- **Réglementer le lobbying et le pantouflage** entre mandats publics et intérêts privés. Ils doivent notamment prendre les engagements spécifiques suivants :
  - créer des organismes de réglementation indépendants afin de garantir que les agences régissant les finances, les médias et les élections sont à l'abri de toute ingérence politique ou commerciale ;
  - instaurer des registres publics obligatoires sur les lobbys et des règles plus fortes sur les conflits d'intérêts ;
  - fournir des informations de qualité sur les processus administratifs et budgétaires et les rendre publiques et accessibles gratuitement et facilement ;
  - réformer l'environnement réglementaire, en particulier pour ce qui a trait à la transparence du gouvernement ;
  - imposer des périodes de latence pour rompre les liens entre



les grandes entreprises et les États[365].

- **Promouvoir l'indépendance des médias et empêcher la concentration de la propriété des médias**. Il s'agit notamment de prendre les engagements spécifiques suivants :
  - limiter la concentration de la propriété dans les médias, légiférer pour empêcher qu'une poignée de personnes ou d'entreprises fortunées ne contrôlent le discours et faire respecter les lois antitrust dans le secteur des communications ;
  - soutenir les médias publics et indépendants alternatifs afin de garantir la diversité des points de vue dans le débat public ;
  - réglementer les entreprises médiatiques afin d'accroître la transparence des algorithmes, de protéger la liberté d'expression, d'empêcher la diffusion de contenus néfastes grâce à des approches fondées sur la diligence raisonnable en matière de droits humains et qui limitent la présence de contenus haineux visant les personnes migrantes, les femmes, les personnes de genre divers, les minorités raciales, ethniques et religieuses, ainsi que d'autres groupes sociaux exposés à diverses formes d'oppression, de marginalisation et de violence. La surveillance et l'application de la loi doivent être confiées à un organisme gouvernemental financé par l'État et indépendant de l'influence des milliardaires.
- **Renforcer la transparence et la redevabilité et définir des limites claires au financement des campagnes et de la politique par les grandes fortunes**. Ils doivent notamment prendre les engagements spécifiques suivants :
  - envisager le financement public des élections afin de réduire la dépendance des candidat·es vis-à-vis des dons privés de grande envergure ;
  - plafonner les dons afin de restreindre le montant que des particuliers, des grandes entreprises ou des groupes d'intérêt sont autorisés à verser au profit de campagnes politiques[366] ;
  - instaurer la transparence en matière de financement des partis politiques et des campagnes électorales ;
  - exiger l'honnêteté dans la publicité des partis politiques (en particulier en période électorale) et réglementer en ce sens ;
  - rendre obligatoire la divulgation publique des activités de lobbying et des réunions entre les décisionnaires et les groupes d'intérêt.

  Renforcer la transparence et la redevabilité passe également par l'instauration de mesures et de cadres anticorruption solides qui vont au-delà des définitions étroites de la corruption (comme les pots-de-vin) pour inclure les autres formes d'influence (systémique, informelle et numérique) utilisées par les élites pour « truquer » le système[367].
- **Renforcer les mécanismes de contrôle** pour une meilleure supervision des administrations. Ils doivent notamment prendre les engagements spécifiques suivants :
  - renforcer l'indépendance des organes judiciaires et de supervision ;
  - veiller à ce que les nominations aux postes de haut·es fonctionnaires et de conseillers et conseillères soient fondées sur le mérite.

ENCADRÉ 13. BATTRE BEZOS ET DOMPTER AMAZON

Un différend concernant les conditions de travail a opposé le Parlement européen et Amazon, l'entreprise valorisée à plus de mille milliards de dollars dont le centimilliardaire Jeff Bezos est le principal actionnaire. La polémique fait rage depuis février 2024, lorsque le Parlement européen a pour la première fois interdit l'accès de ses locaux aux lobbyistes d'Amazon suite au refus de l'entreprise de participer à une audition parlementaire sur les conditions de travail dans ses entrepôts. Cette interdiction a été renouvelée (et d'autres options sont en cours d'examen en matière de redevabilité) lors de la nouvelle législature en juin 2025, après le refus d'Amazon d'envoyer son équipe dirigeante à une autre audition parlementaire, faisant écho aux préoccupations initialement soulevées par le syndicat européen UNI Europa, le Syndicat européen des travailleurs des services, et ses affiliés représentant les travailleurs et travailleuses des entrepôts Amazon à travers l'Europe[368].

Cette affaire marque un moment important pour la démocratie européenne et la redevabilité des entreprises. En appliquant des sanctions pour cause de non-coopération, le Parlement européen crée un précédent par lequel il signifie que même les entreprises les plus puissantes au monde doivent rendre des comptes aux élu·es lorsqu'il est question des droits des travailleurs et des travailleuses. Cela envoie un message fort à Amazon et aux autres grandes entreprises : l'accès des entreprises aux législateurs et législatrices de l'UE est un privilège, pas un droit. Autrement dit, il peut être révoqué lorsque les entreprises se soustraient à leur obligations de redevabilité. Malgré l'interdiction, Amazon a toutefois conservé un accès de haut niveau, sapant de fait ce même message. Au cours des cinq premiers mois de 2025, les représentant·es de l'entreprise ont rencontré à 38 reprises les commissaires européen·nes et les haut·es fonctionnaires de la Commission, et ont participé à 66 réunions avec des MPE[369]. L'entreprise a également augmenté ses dépenses politiques à Bruxelles[370], avec 7 millions d'euros investis en 2024, soit une hausse de 40 % par rapport à l'année précédente. Cela fait d'Amazon l'un des plus puissants

lobbyistes de l'UE.

3. BÂTIR LE POUVOIR POLITIQUE DU PLUS GRAND NOMBRE

Malgré les inégalités structurelles, dès qu'elles évoluent dans un système politique où les conditions sociales, institutionnelles et politiques renforcent leur capacité à influencer la prise de décision, les personnes ordinaires deviennent puissantes. Cela se produit lorsque plusieurs critères sont réunis, à savoir inclusivité institutionnelle, incitations politiques à la réactivité, organisation collective, gouvernance efficace et engagements idéologiques. Les acteurs non étatiques tels que les organisations de la société civile, les mouvements populaires et les syndicats sont les alliés naturels des États pour renforcer l'engagement politique des communautés sous-représentées et garantir à tou·te·s l'accès à une participation significative à l'élaboration des politiques.

On peut citer plusieurs exemples marquants de progrès réalisés dans ce domaine fondamental. En Inde, les quotas politiques réservés aux castes répertoriées, aux tribus répertoriées et à d'autres groupes marginalisés permettent aux communautés économiquement défavorisées et socialement exclues d'être représentées sur le plan législatif et de promouvoir des politiques de redistribution[371]. Au Brésil, l'élaboration participative des budgets a fait son apparition dans les années 1990, avant de connaître une expansion significative dans les années 2000, en particulier dans les administrations municipales dirigées par le *Partido dos Trabalhadores*. L'exemple le plus marquant est celui de la ville de Porto Alegre, dont l'expérience est devenue une référence internationale en matière de démocratie participative en permettant aux citoyen·nes de décider directement de l'affectation d'une partie du budget public municipal[372].

Pour bâtir le pouvoir politique du plus grand nombre, les gouvernements doivent promouvoir l'espace civique conformément aux normes, directives et cadres juridiques internationaux[373]. Ils doivent s'engager publiquement à respecter les points suivants et à agir en conséquence :

- **Protéger et promouvoir la liberté d'expression, de réunion et d'association** (y compris en ligne) pour les citoyen·nes, les mouvements, les journalistes et les organisations, pour leur permettre de s'organiser, de s'exprimer et de manifester.
- **Garantir la transparence et la redevabilité** dans le respect de



ces normes, au moyen de rapports réguliers et d'un contrôle par des acteurs étatiques et non étatiques, ainsi qu'en permettant au public et aux organisations d'accéder aux ressources et aux informations.

- Veiller à ce que les **OSC puissent fonctionner sans ingérence**, ni réglementation et contrôle excessifs sur le plan administratif.
- **Renforcer la participation citoyenne à l'élaboration des politiques grâce à des mécanismes favorables**, encourager la participation des groupes exclus à la vie politique et publique, et garantir l'obligation de l'État de protéger les défenseurs et défenseuses des droits humains et les journalistes contre le harcèlement et les agressions.

ENCADRÉ 14. JOURNÉE « NO KINGS » (PAS DE ROIS), L'UNE DES PLUS GRANDES MANIFESTATIONS DE L'HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS

L'année 2025 a été marquée par la concentration des richesses et du pouvoir. Le président états-unien sortant Joseph Biden a donné le ton en début d'année, avertissant qu'« une oligarchie se forme en Amérique, caractérisée par une richesse, un pouvoir et une influence extrêmes »[374]. Au cours de l'année écoulée, la fortune des dix milliardaires états-uniens les plus riches a augmenté de 698 milliards de dollars[375], et le Congrès a adopté la plus importante redistribution des richesses vers le haut depuis des décennies[376]. Dans le même temps, d'importantes coupes ont été effectuées dans le filet de sécurité sociale et les droits des travailleurs et des travailleuses ont accusé des reculs significatifs, aggravant d'autant les difficultés rencontrées par la majorité[377].

En juin, puis à nouveau en octobre, la gronde populaire a atteint son paroxysme, des millions de personnes descendant dans la rue avec des banderoles et des pancartes arborant des messages du type « que les milliardaires paient leur juste part », « stop à la mainmise des milliardaires sur le pouvoir » ou « No Kings » (Pas de rois)[378]. Ce fut l'une des plus grosses journées de protestation de l'histoire des États-Unis, rassemblant des personnes de tous âges et de tous horizons. À Milford dans le New Hampshire, Marcie Blauner, âgée de 97 ans, a participé à sa toute première manifestation, brandissant une pancarte indiquant son âge et précisant avoir vécu Pearl Harbor et le débarquement en Normandie, et qu'il fallait de nouveau protéger la démocratie[379].

Même face à une puissante oligarchie de milliardaires, le peuple se bat pour gagner du pouvoir et apporter des changements à long terme[380]. Le chemin vers la reconquête de nos droits sera peut-être long, mais il commence par des mesures comme celles-ci.

BÂTIR UN MOUVEMENT MONDIAL ET OSER EXIGER LE CHANGEMENT

Les OSC, les syndicats et les autres mouvements organisés jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les inégalités. Ils représentent les gens ordinaires, collaborent avec les mouvements locaux et autochtones, favorisent la cohésion sociale, veillent à la transparence et à la redevabilité, et défendent des politiques et une gouvernance progressistes qui servent les intérêts du plus grand nombre. On ne saurait insister assez sur l'importance de préserver l'espace civique et de garantir le fonctionnement sain de la société civile, particulièrement face à une bureaucratisation croissante et à la persécution de ses leaders.

Il existe déjà plusieurs exemples probants du pouvoir civique. En Australie, le Parlement a récemment adopté un traité négocié entre le gouvernement de l'État de Victoria et l'assemblée consultative d'élu·es autochtones. La création de cette assemblée dédiée aux négociations offre un exemple particulièrement remarquable d'autodétermination. Elle contribuera à la renforcer durablement en établissant des mécanismes pérennes de recherche de la vérité et des instances complémentaires[381]. En Amérique latine, des mécanismes délibératifs et participatifs ont été mis en place afin d'impliquer un vaste panel de citoyen·nes et d'organisations de la société civile dans l'élaboration des politiques publiques. Autre exemple : les Conférences nationales sur les politiques publiques du Brésil, qui se sont tenues entre 2003 et 2010, ont permis à plus de sept millions de personnes de participer à l'élaboration de la législation nationale, en mettant un accent particulier sur la garantie des droits des minorités et la promotion de politiques redistributives[382].

Oser porter une voix dissidente est bien trop souvent associé à un risque d'intimidation ou d'arrestation, si ce n'est d'y laisser sa peau. L'égalité n'a jamais coûté aussi cher. C'est pourquoi nous devons unir nos forces pour adopter des mesures visant à renforcer et à protéger la voix, le choix et le pouvoir de tous ceux et de toutes celles qui luttent pour un avenir plus égalitaire.

Il est essentiel que nos mouvements et organisations collaborent de manière solidaire pour relever nos défis communs et changer le narratif. Nous devons chercher des allié·es et des mouvements progressistes émergents et œuvrer ensemble à **bâtir un mouvement citoyen mondial pour défendre nos droits, lutter pour un monde plus égalitaire et exiger l'éradication des inégalités et la fin de l'oligarchie.**

1 Note méthodologique, Stat. 1

2 Oxfam Amérique (2025), *UNEQUAL: The rise of a new American oligarchy and the agenda we need.* Dernière visite le 6 novembre 2025. https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/unequal-the-rise-of-a-new-american-oligarchy-and-the-agenda-we-need/

3 P. Hoskins (2 octobre 2025), *Musk becomes world's first half-trillionaire.* BBC. Dernière visite le 6 octobre 2025. https://www.bbc.co.uk/news/articles/c89d3547npjo

4 Note méthodologique, Stat. 1

5 E. G. Rau et S. Stokes (2025), Income inequality and the erosion of democracy in the twenty-first century. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 122(1). Dernière visite le 18 septembre 2025. https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/39793070

6 Note méthodologique, Stat. 16

7 Note méthodologique, Stat. 3

8 Note méthodologique, Stat. 4

9 M. Sweney (19 mars 2025), *Value of Elon Musk's X 'rebounds to $44bn purchase price'. The Guardian*. Dernière visite le 19 septembre 2025. https://www.theguardian.com/technology/2025/mar/19/value-elon-musk-x-rebounds-purchase-price

10 L. Jamali (18 juin 2025), *Musk's X sues New York state over social media hate speech law.* BBC. Dernière visite le 16 octobre 2025. https://www.bbc.co.uk/news/articles/c4g8vy2n3dko

11 R. Ray et J. Anyanwu (23 novembre 2022), *Why is Elon Musk's Twitter takeover increasing hate speech?* Brookings. Dernière visite le 19 septembre 2025. https://www.brookings.edu/articles/why-is-elon-musks-twitter-takeover-increasing-hate-speech

12 M. Sweney (19 mars 2025), *Value of Elon Musk's X 'rebounds to $44bn purchase price'*, op. cit.

13 Dr J. Mwangi (20 août 2024), *Security dynamics in the digital era: A case of Kenya*. Mashariki Research and Policy Centre. Dernière visite le 17 octobre 2025. https://masharikirpc.org/security-dynamics-in-the-digital-era-a-case-of-kenya/ ; et M. Koskei (7 janvier 2025), *Abducted Cartoonist 'Kibet Bull' freed. Daily Nation*. Dernière visite le 19 septembre 2025. https://nation.africa/kenya/counties/nakuru/abducted-cartoonist-kibet-bull-freed-4880658

14 O. Madung (1er mai 2025), *Tortured over a tweet: how the war between Kenya's Gen Z and their president has moved online. The Guardian*. Dernière visite le 19 septembre 2025. https://www.theguardian.com/global-development/2025/may/01/kenyans-tortured-for-a-tweet-president-ruto-satire-x-youth-gen-z ; et NTV Kenya (2025), *University student Davis Mokaya denies posting image of President Ruto's coffin on social media.* [contenu vidéo]. Dernière visite le 19 septembre 2025. https://www.youtube.com/watch?v=s7R0lF3bmns

15 A. Wandera et B. Rukanga (9 juin 2025), *Protest hits Kenya after shock death of man held by police.* BBC. Dernière visite le 19 septembre 2025. https://www.bbc.com/news/articles/cwy3eqpqqnzo

16 I. Robeyns (2024), *Limitarianism: The Case Against Extreme Wealth*. Londres : Penguin.

17 F. Belata et H. Wright (2025), *Exploring An Extreme Wealth Line*. New Economics Foundation, en partenariat avec Patriotic Millionaires International. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://neweconomics.org/2025/01/exploring-an-extreme-wealth-line

18 Ibid.

19 Groupe de la Banque mondiale (3 juin 2025), *June 2025 Update to the Poverty and Inequality Platform (PIP)*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099510306052516849 ; et J. Hasell et al. (11 août 2025), *$3 a day: A new poverty line has shifted the World Bank's data on extreme poverty. What changed, and why?* Dernière visite le 28 octobre 2025. https://ourworldindata.org/new-international-poverty-line-3-dollars-per-day

20 Le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire grave ou modérée a augmenté de 42,6 % entre 2015 et 2024, ce qui correspond à 682,6 millions de personnes. Voir : Note méthodologique, Stat. 9 ; et FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2025), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2025. Lutter contre la forte inflation des prix des produits alimentaires pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.* Dernière visite le 18 septembre 2025. https://openknowledge.fao.org/items/c8e59cc8-7ea8-4706-bfd9-14cd79b290e0

21 Note méthodologique, Stat. 9.

22 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2025), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2025. Lutter contre la forte inflation des prix des produits alimentaires pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.* Dernière visite le 18 septembre 2025. https://openknowledge.fao.org/items/c8e59cc8-7ea8-4706-bfd9-14cd79b290e0.

23 Oxfam (2018), *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.oxfam.org/fr/publications/partager-la-richesse-avec-celles-et-ceux-qui-la-creent

24 Oxfam (2020), *Celles qui comptent*. Dernière visite le 16 septembre 2025. policy-practice.oxfam.org/fr/resources/celles-qui-comptent-reconnaitre-la-contribution-considerable-des-femmes-a-leconomie-pour-combattre-les-inegalites/

25 UCLA School of Law Williams Institute (2023), *LGBT Poverty in the United States*. Dernière visite le 24 octobre 2025. https://williamsinstitute.law.ucla.edu/publications/lgbt-poverty-us/ ; et Human Rights Campaign (non daté), *Understanding Poverty in the LGBTQ+ Community*. Dernière visite le 20 octobre 2025. https://www.hrc.org/resources/understanding-poverty-in-the-lgbtq-community

26 E. G. Rau et S. Stokes (2025), Income inequality and the erosion of democracy in the twenty-first century. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 122(1). Dernière visite le 18 septembre 2025. https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/39793070

27 Ibid.

28 Forbes (3 avril 2025), *These Are the 10 Richest People in Donald Trump's Administration*. Dernière visite le 13 août 2025. https://www.forbes.com/sites/danalexander/2025/04/03/these-are-the-10-richest-people-in-donald-trumps-administration

29 The Financial Times (2024), *Elon Musk donated more than $250mn to Donald Trump's campaign, electoral filings show*. Dernière visite le 24 octobre 2024. https://www.ft.com/content/5f962d83-01d8-4a2d-9d36-a1bfed400c00 ; et F. Schouten et al. (6 décembre 2024), *Musk spent more than a quarter-billion dollars to elect Trump, including funding a mysterious super PAC, new filings show*. CNN. Dernière visite le 4 septembre 2025. https://www.cnn.com/2024/12/05/politics/elon-musk-trump-campaign-finance-filings

30 Al Jazeera (6 juillet 2025), *Elon Musk launches the America Party as feud with Trump escalates*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.aljazeera.com/news/2025/7/6/elon-musk-launches-the-america-party-as-feud-with-trump-escalates

31 W. M. Cole (2018), Poor and powerless: Economic and political inequality in cross-national perspective, 1981–2011. *International Sociology*, 33(3), 357–385. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://economicsociology.org/wp-content/uploads/2018/04/poor-and-powerless-economic-and-political-inequality-in-cross-national-perspective.pdf

32 P. Hägel (2021), *Billionaires in World Politics*. Oxford : Oxford University Press. 117 – 145.

33 The Economist (22 mai 2014), *One dollar, one vote*. Dernière visite le 27 octobre 2025.

34 C. Haerpfer et al. (eds.) (2022), World Values Survey: Round Seven – Country-Pooled Datafile Version 6.0. Madrid (Espagne) et Vienne (Autriche). JD Systems Institute et WVSA Secretariat. Dernière visite le 23 octobre 2025. https://www.worldvaluessurvey.org/WVSDocumentationWV7.jsp

35 Americans for Tax Fairness (2 avril 2025), *Billionaires Buying Elections: They've Come to Collect*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://americansfortaxfairness.org/billionaires-buying-elections-theyve-come-to-collect

36 Note méthodologique, Stat. 17 ; et R. Neate (3 mai 2025), *'Extra level of power': billionaires who have bought up the media. The Guardian*. Dernière visite le 16 octobre 2025. https://www.theguardian.com/news/2022/may/03/billionaires-extra-power-media-ownership-elon-musk

37 Statista (février 2025), *Most popular social networks worldwide as of February 2025, by number of monthly active users*. Dernière visite le 20 octobre 2025. https://www.statista.com/statistics/272014/global-social-networks-ranked-by-number-of-users/

38 Companies Market Cap (non daté), *Largest AI companies by market capitalization*. Dernière visite le 20 octobre 2025. https://companiesmarketcap.com/artificial-intelligence/largest-ai-companies-by-marketcap/

39 R. Dupré et J. Lefilliâtre (19 mars 2025), *Vincent Bolloré et son groupe visés par une plainte panafricaine les accusant d'être au cœur d'un « système de corruption ». Le Monde*. Dernière visite le 4 septembre 2025. https://www.lemonde.fr/societe/article/2025/03/19/vincent-bollore-et-son-groupe-vises-par-une-plainte-panafricaine-l-accusant-d-etre-au-c-ur-d-un-systeme-de-corruption_6583461_3224.html

40 F. Kurtulmus et J. Kandiyali (2023), Class and Inequality: Why the Media Fails the Poor and Why This Matters. Dans Carl Fox et Joe Saunders (eds.), *The Routledge Handbook of Philosophy and Media Ethics*. Routledge, 276–87.

41 GMMP (2021), *Global Media Monitoring Project 2020 Report: Who Makes the News?* Dernière visite le 18 septembre 2025. https://whomakesthenews.org/wp-content/uploads/2024/06/GMMP2020_ENG-FINAL.pdf

42 D. Krcmaric et al. (2024), Billionaire Politicians: A Global Perspective. *Perspectives on Politics*, 22(2), 357–371. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.cambridge.org/core/journals/perspectives-on-politics/article/abs/billionaire-politicians-a-global-perspective/1AD0E0C33FE43165B14DD981533E00DD

43 Note méthodologique, Stat. 16.

44 Forbes (non daté), *Najib Mikati*. Dernière visite le 26 septembre 2025. https://www.forbes.com/profile/najib-mikati

45 M. Chulov (26 juillet 2025), *Billionaire tycoon named as Lebanese PM as economic crisis bites. The Guardian*. Dernière visite le 6 octobre 2025. https://www.theguardian.com/world/2021/jul/26/billionaire-tycoon-lebanese-pm-najib-miqati

46 Y. Rodgers (2023), Time Poverty: Conceptualisation, gender differences, and policy solutions. *Social Philosophy and Policy*, 40(1), 79–102. Dernière visite le 5 septembre 2025. https://www.cambridge.org/core/journals/social-philosophy-and-policy/article/time-poverty-conceptualization-gender-differences-and-policy-solutions/06A5EFDF49F494FB69B1D4830F1CAB19

47 Freedom House (2025), *Freedom in the World 2025: The Uphill Battle to Safeguard Rights*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://freedomhouse.org/sites/default/files/2025-02/FITW_World_2025_Feb.2025.pdf

48 Ibid.

49 Debt Justice et Institute of Political Economy (2025), *How the global debt system is undermining democracy and fuelling authoritarianism across Global South countries*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://debtjustice.org.uk/wp-content/uploads/2025/06/Debt-Democracy-and-Austerity_Jun-25.pdf

50 Étude de cas Oxfam, publiée pour la première fois dans : M. Lawson (16 novembre 2024), *The High Price of Fighting for Freedom*. Blog EQUALS. Dernière visite le 16 octobre 2025. https://www.equals.ink/p/the-high-price-of-fighting-for-freedom?utm_source=publication-search

51 C. Liverseed (29 avril 2025), *Kenya Finance Bill Protests*. Dernière visite le 24 octobre 2025. https://thenonviolenceproject.wisc.edu/2025/04/29/kenya-finance-bill-protests/ ; Business Daily (23 juillet 2025), World Bank freezes Sh97bn to Kenya on reform delays. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.businessdailyafrica.com/bd/economy/world-bank-freezes-sh97bn-to-kenya-on-reforms-fallout5129344-

52 Commission nationale des droits de l'homme du Kenya (1er juillet 2024), *Update on the Status of Human Rights in Kenya during the Anti-Finance Bill Protests, Monday 1st July, 2024*. Dernière visite le 27 octobre 2025. https://www.knchr.org/Articles/ArtMID/2432/ArticleID/1200/Update-on-the-Status-of-Human-Rights-in-Kenya-during-the-Anti-Finance-Bill-Protests-Monday1-st-July2024-

53 DW News (2024), *Kenya police accused of killing or abducting dozens of 'Gen-Z' protesters*. [contenu vidéo]. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.youtube.com/watch?v=q4FWNpzvQ0M

54 Human Rights Watch (5 novembre 2024), *Kenya : Security Forces Abducted, Killed Protesters*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.hrw.org/news/06/11/2024/kenya-security-forces-abducted-killed-protesters

55 Al Jazeera (11 juillet 2024), *Kenya's Ruto dismisses almost entire cabinet after nationwide protests*. Dernière visite le 17 octobre 2024. https://www.aljazeera.com/news/11/7/2024/kenyas-ruto-dismisses-almost-entire-cabinet-after-nationwide-protests

56 CSI (2025), *Indice CSI 2025 des droits dans le monde*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.ituc-csi.org/global-rights-index?lang=fr

57 Ibid.

58 PEN International (1er juillet 2025), *Argentina: Serious deterioration of freedom of expression under Javier Milei's government*. Dernière visite le 30 décembre 2025. https://www.pen-international.org/news/argentina-serious-deterioration-of-freedom-of-expression-under-javier-mileis-government

59 CSI (2025), *Indice CSI 2025 des droits dans le monde*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.ituc-csi.org/global-rights-index?lang=fr

60 Transforming Society (19 mai 2023), *It's called scapegoating and it's as old as divide and rule*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.transformingsociety.co.uk/2023/05/19/its-called-scapegoating-and-its-as-old-as-divide-and-rule

61 J. P. Walsh et al. (2022), *Social media, migration and the platformization of moral panic: Evidence from Canada*. Dernière visite le 29 octobre 2025. https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/13548565221137002 ; S. Esmail (2025), *No Longer the Exception: An exploration of factors affecting decreasing positive attitudes towards immigration in Canada post-COVID-19*. Université d'Alberta. Political Science Undergraduate Review. DOI : https://doi.org/10.29173/psur420 ; L. Schemitsch (6 décembre 2024), The risks of immigration misinformation to Canada's int'l students. Dernière visite le 27 octobre 2025. https://thepienews.com/the-risks-of-immigration-misinformation-to-canadas-intl-students/ ; et M. Bernier (1er novembre 2024), A tidal wave of immigration is swamping my country. It may not survive. Dernière visite le 28 octobre 2025. https://www.telegraph.co.uk/news/2024/11/01/canada-peoples-party-immigration-is-the-issue/

62 Runnymede (2025), *A hostile environment: language, race, politics and the media*. Dernière visite le 7 octobre 2025. https://www.runnymedetrust.org/publications/a-hostile-environment-language-race-politics-and-the-media

63 S. A. Olofinbiyi (2022), Anti-immigrant Violence and Xenophobia in South Africa: Untreated Malady and Potential Snag for National Development. *Insight on Africa*, 14(2), 193–211. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/09750878221079803 ; J. Drury (2024), *The August 2024 riots: Empowerment of the xenophobes*. Dernière visite le 23 octobre 2025. https://blogs.sussex.ac.uk/crowdsidentities/2024/08/04/the-august-2024-riots-empowerment-of-the-xenophobes/ ; H. Al-Othman (1er juin 2025), *Riots after Southport attack more similar to those in 1958 than in 2011, study finds. The Guardian*. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://www.theguardian.com/uk-news/2025/jun/01/southport-attack-unrest-1958-race-riots-2011-disorder-far-right-protests ; N. Popli (16 mai 2022), *How the 'Great Replacement Theory' Has Fueled Racist Violence. Time*. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://time.com/6177282/great-replacement-theory-buffalo-racist-attacks ; et P. Hille (2023), *Far-right terror attack in Solingen: 30 years later*. DW. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://www.dw.com/en/far-right-terror-arson-attack-in-solingen-30-years-later/a-65757610

64 Patriotic Millionaires (16 janvier 2024), *Nearly three quarters of millionaires polled in G20 countries support higher taxes on wealth, over half think extreme wealth is a "threat to democracy"*. Dernière visite le 16 septembre 2025. https://patrioticmillionaires.uk/latest-news/pmuk-davos-2024-release

65 R. Wike et al. (9 janvier 2025), *Economic Inequality Seen as Major Challenge Around The World*. Pew Research Center. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.pewresearch.org/global/2025/01/09/economic-inequality-seen-as-major-challenge-around-the-world

66 J. Stiglitz et al. (2025), *G20 Extraordinary Committee of Independent Experts on Global Inequality*. Dernière visite le 6 novembre 2025. https://ipdcolumbia.org/wp-content/uploads/2025/11/2-G20-Global-Inequality-Report-Full-and-Summary.pdf

67 Ibid.

68 C. Boulding (2021), *Voice and Inequality*. Université du Colorado à Boulder. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.colorado.edu/polisci/2021/05/27/voice-and-inequality

69 V. Hernandez (15 novembre 2012), *Jose Mujica: The world's 'poorest' president*. BBC. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.bbc.com/news/magazine-20243493

70 F. Jaumotte et C. O. Buitron (2015), *Power from the People*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2015/03/pdf/jaumotte.pdf

71 A. Banerjee et al. (2021), *Unions are not only good for workers, they're good for communities and for democracy*. Economic Policy Institute. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.epi.org/publication/unions-and-well-being ; et J. T. Addison (2020), *The consequences of trade union power erosion*. IZA World of Labor. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://wol.iza.org/uploads/articles/525/pdfs/consequences-of-trade-union-power-erosion.pdf

72 E. Osnos (12 mai 2025), *Donald Trump's Politics of Plunder*. *The New Yorker*. Dernière visite le 4 septembre 2025. https://www.newyorker.com/magazine/2025/06/02/donald-trumps-politics-of-plunder

73 M. Nord et al. (2025), *Democracy Report 2025: 25 Years of Autocratization – Democracy Trumped?* Université de Göteborg : V-Dem Institute. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.v-dem.net/documents/60/V-dem-dr__2025_lowres.pdf

74 Groupe de la Banque mondiale (3 juin 2025), *June 2025 Update to the Poverty and Inequality Platform (PIP)*, op. cit.

75 J. Winters (2011), *Oligarchy*. Cambridge : Cambridge University Press ; et Aristotle (collection publiée en 1995). *The Complete Works of Aristotle: The Revised Oxford Translation*. Princeton : Princeton University Press.

76 Reuters (28 août 2025), *South Africa launches G20 taskforce to examine global wealth inequality*. Dernière visite en septembre 2025. https://www.reuters.com/world/africa/south-africa-launches-g20-taskforce-examine-global-wealth-inequality-2025-08-28

77 Note méthodologique, Stat. 1

78 Ibid.

79 E. G. Rau et S. Stokes (2025), Income inequality and the erosion of democracy in the twenty-first century. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 122(1). Dernière visite le 18 septembre 2025. https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/39793070

80 Note méthodologique, Stat. 16

81 Note méthodologique, Stat. 3

82 Note méthodologique, Stat. 4

83 Au 30 novembre 2025, les 10 milliardaires les plus riches du monde possédaient une fortune cumulée de 356 2 milliards de dollars. Forbes (non daté), *The World's Real-Time Billionaires*. Dernière visite le 30 novembre 2025. https://www.forbes.com/real-time-billionaires/.

84 J. Stiglitz et al. (2025), *G20 Extraordinary Committee of Independent Experts on Global Inequality*. Dernière visite le 6 novembre 2025. https://ipdcolumbia.org/wp-content/uploads/2025/11/2-G20-Global-Inequality-Report-Full-and-Summary.pdf

85 Nations Unies (non daté), *Objectif 2 : Faim « zéro »*. Dernière visite le 16 septembre 2025. https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/hunger/

86 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2025), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2025. Lutter contre la forte inflation des prix des produits alimentaires pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://openknowledge.fao.org/items/c8e59cc8-7ea8-4706-bfd9-14cd79b290e0

87 Ibid.

88 R. Adams (2024), *The New Empire of AI: The Future of Global Inequality*. Polity ; et K. Crawford et V. Joler (2018), *Anatomy of an AI System*. Dernière visite le 20 octobre 2025. https://anatomyof.ai/

89 Selon DataReportal, en janvier 2024, le monde passait 720 milliards de minutes par jour sur les réseaux sociaux. Sur une année complète, cela représente plus de 260 000 milliards de minutes, soit 500 millions d'années de temps humain collectif. Voir DataReportal (non daté), *The Time We Spend on Social Media*. Dernière visite le 10 octobre 2025. https://datareportal.com/reports/digital-2024-deep-dive-the-time-we-spend-on-social-media

90 CompaniesMarketCap (non daté), *Market capitalization of NVIDIA (NVDA)*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://companiesmarketcap.com/nvidia/marketcap ; et Yahoo Finance (non daté), *NVIDIA Corporation (NVDA)*. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://finance.yahoo.com/quote/NVDA/history/?period1=1672704000&period2=1675123200&guccounter=1

91 En mars 2020, Jensen Huang valait 4,7 milliards de dollars, soit l'équivalent de 5,9 milliards de dollars en 2025 après ajustement pour tenir compte de l'inflation. Fin novembre 2025, sa valeur nette atteignait 153,8 milliards de dollars, faisant de lui la huitième personne la plus riche du monde. Voir : Forbes (non daté), *The World's Real-Time Billionaires*. Dernière visite le 30 novembre 2025. https://www.forbes.com/real-time-billionaires/#610e33c53d78

92 D'après World Inequality Database (https://wid.world/), la fortune minimum pour appartenir aux 1 % les plus riches était de 1 042 698 dollars en 2023 aux taux de change du marché actuels. En d'autres termes, les 1 % sont composés de millionnaires en dollars. Données téléchargées à l'aide du logiciel STATA.

93 UBS (2025), *Global Wealth Report 2025*. Dernière visite le 13 août 2025. https://www.ubs.com/global/en/wealthmanagement/insights/global-wealth-report.html

94 Ibid.

95 Données provenant du rapport de la Banque mondiale intitulé *Poverty, Prosperity and Planet Report 2024*, mis à jour à l'aide de Poverty and Inequality Platform (juin 2025). Pauvreté établie à 8,30 dollars par jour. Voir : Banque mondiale (2024), *Poverty, Prosperity and Planet Report 2024: Pathways Out of the Polycrisis*. Dernière visite le 23 octobre 2025. https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/f75dd18d-4e3f-44f9-b455-7f0d8e189609/content ; et Banque mondiale (non daté), Poverty and Inequality Platform. Dernière visite le 23 octobre 2025. https://pip.worldbank.org

96 Oxfam (2023), *Climate Equality: A Planet for the 99%*. Dernière visite le 29 octobre 2025. https://policy-practice.oxfam.org/resources/climate-equality-a-planet-for-the-99-621551/ ; Oxfam (2013), *Pas de hasard : Résilience et inégalités face au risque*. Dernière visite le 28 octobre 2025. https://policy-practice.oxfam.org/resources/no-accident-resilience-and-the-inequality-of-risk-292353/ ; et Oxfam (non daté), *Comment la pandémie de coronavirus exploite les inégalités extrêmes*. Dernière visite le 28 octobre 2025. https://www.oxfam.org/fr/comment-la-pandemie-de-coronavirus-exploite-les-inegalites-extremes

97 N. Yonzan et al. (2022), *The Impact of COVID-19 on Global Inequality and Poverty*. Document de travail de recherche sur les politiques 10198, Banque mondiale. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/54fae299-8800-585f-9f18-a42514f8d83b

98 ODI Global (14 août 2025), *Vulnerability of low- and middle-income countries to the impacts of aid cuts and US tariff increases*. Dernière visite le 19 novembre 2025. https://odi.org/en/publications/vulnerability-of-low-and-middle-income-countries-to-the-impacts-of-aid-cuts-and-us-tariff-increases/ ; K. Mathiasen (13 août 2025), *US Tariff Tyranny and Africa: An Update*. Dernière visite le 19 novembre 2025 ; https://www.cgdev.org/blog/us-tariff-tyranny-and-africa-update ; et B. Wester et C. Kenny (3 avril 2025), *The New US Tariff Regime Will Have Its Greatest Impact in Developing Countries*. Dernière visite le 19 novembre 2025. https://www.cgdev.org/blog/new-us-tariff-regime-will-have-its-greatest-impact-developing-countries

99 Note méthodologique, Stat. 6

100 Note méthodologique, Stat. 5

101 Ibid.

102 Note méthodologique, Stat. 15

103 Oxfam (2025), *La puissance collective du personnel : Faire front pour la justice de genre face à la montée des mouvements anti-droits*. Dernière visite le 16 octobre 2025. https://policy-practice.oxfam.org/resources/personal-to-powerful-holding-the-line-for-gender-justice-in-the-face-of-growing-621683/ ; E. Miolene (30 janvier 2025), *Scoop: US government issues guidelines on 'defending women'*. Devex News. Dernière visite le 25 février 2025. https://www.devex.com/news/scoop-usgovernment-issues-guidelines-on-defending-women-109227. Comme l'indique B. Holzberg : « Ce qui rend la misogynie de cette idéologie si insidieuse, c'est qu'elle prétend sauver les femmes, plutôt que les mettre en danger. Le problème, ce n'est pas que les femmes sont perfides par nature, mais qu'elles ont été influencées et trompées par les féministes, détournées de leur destin de bonnes épouses et de bonnes mères de famille au profit d'un mode de vie non reproductif, voire, pire encore, plus proche des communautés queer et trans qui menacent le modèle hétéronormatif de la famille. Ce mythe du bienfaiteur s'applique uniquement aux femmes blanches, qu'on présente comme ayant besoin d'être défendues contre les forces délétères qui osent remettre en question le système sexe/genre essentialisé de la blanchité hétéronormative. » Dans B. Holzberg (2024), The Great Replacement Ideology as AntiGender Politics: Affect, White Terror, and Reproductive Racism in Germany and Beyond. Dans A. Holvikivi, B. Holzberg et T. Ojeda (eds). *Transnational Anti-Gender Politics Feminist Solidarity in Times of Global Attacks*. Londres : Palgrave Macmillan, 183–202.

104 Oxfam (2025), *La puissance collective du personnel : Faire front pour la justice de genre face à la montée des mouvements anti-droits*. Dernière visite le 16 octobre 2025. https://policy-practice.oxfam.org/resources/personal-to-powerful-holding-the-line-for-gender-justice-in-the-face-of-growing-621683/

105 Note méthodologique, Stat. 13 ; et I. Robeyns (2024), *Limitarianism*, op. cit.

106 Note méthodologique, Stat. 13

107 F. Belata et H. Wright (2025), *Exploring An Extreme Wealth Line*, op. cit.

108 Ibid.

109 En 2024, l'OIT a constaté que les inégalités salariales restaient importantes et que le relèvement variait d'un pays à l'autre, malgré une reprise de la croissance moyenne réelle des salaires à l'échelle mondiale après une période de forte stagnation et d'inflation. Voir : OIT (2024), *Rapport mondial sur les salaires 2024-2025*. Dernière visite le 15 septembre 2025. https://www.ilo.org/fr/publications/flagship-reports/rapport-mondial-sur-les-salaires-2024-25-vers-une-baisse-des-inegalites

110 Ibid.

111 M. Sweney (19 mars 2025), *Value of Elon Musk's X 'rebounds to $44bn purchase price'*, op. cit.

112 L. Jamali (18 juin 2025), *Musk's X sues New York state over social media hate speech law*, op. cit.

113 R. Ray et J. Anyanwu (23 novembre 2022), *Why is Elon Musk's Twitter takeover increasing hate speech?* Op. cit.

114 D. Hickey et al. (2025), X under Musk's leadership: Substantial hate and no reduction in inauthentic activity. *PLOS One*, 20(2). Dernière visite le 18 septembre 2025. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0313293

115 M. Sweney (19 mars 2025), *Value of Elon Musk's X 'rebounds to $44bn purchase price'*, op. cit.

116 Dr J. Mwangi (20 août 2024), *Security dynamics in the digital era: A case of Kenya*, op. cit. ; et M. Koskei (7 janvier 2025), *Abducted Cartoonist 'Kibet Bull' freed*, op. cit.

117 O. Madung (1er mai 2025), *Tortured over a tweet: how the war between Kenya's Gen Z and their president has moved online*, op. cit. ; et NTV Kenya (2025), *University student Davis Mokaya denies posting image of President Ruto's coffin on social media*, op. cit.

118 A. Wandera et B. Rukanga (9 juin 2025), *Protest hits Kenya after shock death of man held by police*, op. cit.

119 CIVICUS (2025), *Kenya: Police Bullets, Digital Chains: State Sanctioned Brutality in Kenya's Peaceful Youth-Led Uprising*. Dernière visite le 19 septembre 2025. https://civicusmonitor.contentfiles.net/media/documents/Kenya.ResearchBrief.June2025.pdf

120 F. H. G. Ferreira (2021), *Inequality in the time of COVID-19*. FMI. Dernière visite le 30 octobre 2025. https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2021/06/inequality-and-covid-19-ferreira.htm

121 Groupe de la Banque mondiale (2022), *Poverty and Shared Prosperity 2022*. Dernière visite le 27 octobre 2025. https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity ; et R. Kanbur et al. (2022), *The global inequality boomerang*. Document de discussion IZA n° 15161. Bonn : IZA Institute of Labor Economics. Les pays du Sud abritent 80 % de la population mondiale, mais seulement 32,5 % de la richesse mondiale. À titre de comparaison, les pays du Nord détiennent 67,3 % de la richesse mondiale alors qu'ils n'accueillent que 19,3 % de la population. Voir la note méthodologique, Stat. 12.

122 Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté est beaucoup plus élevé que ce qui avait été estimé précédemment du fait de la combinaison de nouvelles données d'enquête pour plusieurs pays et de la révision par la Banque mondiale du seuil mondial de pauvreté à 3 dollars par jour (contre 2,15 dollars auparavant). Voir : Groupe de la Banque mondiale (5 juin 2025), *Actualisation des seuils mondiaux de pauvreté de juin 2025*. Dernière visite le 27 octobre 2025. https://www.banquemondiale.org/fr/news/factsheet/2025/06/05/june-2025-update-to-global-poverty-lines ; et H. L. Jonas et al. (30 septembre 2025), *September 2025 global poverty update from the World Bank: New data and regional classifications*. Dernière visite le 27 octobre 2025. https://blogs.worldbank.org/en/opendata/september-2025-global-poverty-update-from-the-world-bank--new-da

123 Groupe de la Banque mondiale (3 juin 2025), *June 2025 Update to the Poverty and Inequality Platform (PIP)*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099510306052516849 ; et J. Hasell et al. (11 août 2025), *$3 a day: A new poverty line has shifted the World Bank's data on extreme poverty. What changed, and why?* Dernière visite le 28 octobre 2025. https://ourworldindata.org/new-international-poverty-line-3-dollars-per-day

124 Données fournies par la Banque mondiale.

125 Note méthodologique, Stat. 14.

126 Un sondage YouGov mené en juillet 2025 au Royaume-Uni a révélé que la majorité du corps électoral, tous partis politiques confondus, est favorable à une taxation des personnes riches, y compris parmi les électeurs et électrices de droite. Les résultats du sondage peuvent être consultés à l'adresse https://x.com/YouGov/status/1942603981370610103

127 R. Inglehart et al. (eds.) (2014), World Values Survey, WVS Wave 6 (2010–2014). Dernière visite le 16 septembre 2025. https://www.worldvaluessurvey.org/WVSDocumentationWV6.jsp

128 Note méthodologique, Stat. 8.

129 Oxfam (2018), *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.oxfam.org/fr/publications/partager-la-richesse-avec-celles-et-ceux-qui-la-creent

130 Le rapport *Colour of Money* publié en 2020 par le Runnymede Trust a marqué une étape majeure dans la mise en lumière de l'ampleur des inégalités raciales en matière de richesse au Royaume-Uni. S'appuyant sur les données de l'enquête sur la fortune et le patrimoine (Wealth and Assets Survey, 2014-2016), il démontre que pour 10 livres sterling détenues par le ménage britannique blanc médian, les ménages bangladais et noirs africains médians ne disposent que d'une livre sterling. Les ménages noirs caribéens s'en sortent à peine mieux. Voir : O. Khan (2020), *The Colour of Money*. Runnymede Trust. Dernière visite le 17 octobre 2025. https://www.runnymedetrust.org/publications/the-colour-of-money ; et M. Savage et al. (2024), *Why wealth inequality matters*. LSE. Dernière visite le 4 septembre 2025. https://www.lse.ac.uk/International-Inequalities/Assets/Documents/Why-wealth-inequality-matters-PRINT97.pdf

131 Note méthodologique, Stat. 7

132 Oxfam (2020), *Celles qui comptent*. Dernière visite le 16 septembre 2025. https://policy-practice.oxfam.org/fr/resources/celles-qui-comptent-reconnaitre-la-contribution-considerable-des-femmes-a-leconomie-pour-combattre-les-inegalites/

133 Human Rights Campaign (non daté), *Understanding Poverty in the LGBTQ+ Community*, op. cit. ; et UCLA School of Law Williams Institute (2023), *LGBT Poverty in the United States*. Dernière visite le 24 octobre 2025. https://williamsinstitute.law.ucla.edu/publications/lgbt-poverty-us/

134 Ibid.

135 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2025), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2025*, op. cit.

136 Ibid.

137 Ibid.

138 Ibid.

139 Ibid.

140 Malgré la hausse des prix des denrées alimentaires en 2024, le nombre de personnes dans le monde qui n'ont pas les moyens de s'alimenter sainement a reculé pour passer de 2,76 milliards en 2019 à 2,60 milliards en 2024, grâce à la reprise économique qui a suivi la pandémie. Cette reprise a toutefois été inégale selon les régions et les groupes de pays en fonction de leur revenu. Voir : FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2025), *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2025*, op. cit. Toutefois, le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire grave ou modérée a augmenté de 42,6 % entre 2015 et 2024, ce qui correspond à 682,6 millions de personnes. Voir la note méthodologique, Stat. 9

141 Ibid.

142 FAO (non daté), *SDG Indicators 2.a.1 Agriculture share of Government Expenditure*. Dernière visite le 30 octobre 2025. https://www.fao.org/faostat/en/#data/SDGB

143 CNUCED (26 juin 2025), *La dette publique mondiale a atteint un niveau record à 102 000 milliards de dollars en 2024, les pays en développement étant les plus durement touchés*. Dernière visite le 4 septembre 2025. https://unctad.org/fr/news/la-dette-publique-mondiale-atteint-un-niveau-record-102-000-milliards-de-dollars-en-2024-les

144 Oxfam (2025), *La crise des inégalités en Afrique et la montée des ultra-riches*. Dernière visite le 26 septembre 2025. https://policy-practice.oxfam.org/resources/africas-inequality-crisis-and-the-rise-of-the-super-rich-621721

145 Oxfam (13 avril 2023), *For every $1 the IMF encouraged a set of poor countries to spend on public goods, it has told them to cut four times more through austerity measures*. Communiqué de presse. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.oxfam.org/en/press-releases/every-1-imf-encouraged-set-poor-countries-spend-public-goods-it-has-told-them-cut

146 OCDE (2025), *Réductions de l'aide publique au développement : Projections de l'OCDE pour 2025 et à court terme*. Notes de synthèse de l'OCDE, Publication de l'OCDE : Paris. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.oecd.org/fr/publications/reductions-de-l-aide-publique-au-developpement_811056e3-fr/full-report.html

147 Oxfam (23 mai 2025), *What USAID did, and the impact of Trump's cuts of lifesaving aid*. Dernière visite le 27 octobre 2025. https://www.oxfamamerica.org/explore/issues/making-foreign-aid-work/what-do-trumps-proposed-foreign-aid-cuts-mean/

148 D. Cavalcanti et al. (2025), Evaluating the impact of two decades of USAID interventions and projecting the effects of defunding on mortality up to 2030: a retrospective impact evaluation and forecasting analysis. *The Lancet*, 406(10500), 283–94. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)01186-9/fulltext

149 UN News (29 mai 2025), *UN searches for solutions to global housing crisis*. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://news.un.org/en/story/2025/05/1163851

150 UN News (31 octobre 2024), *251 million children still out of school worldwide, UNESCO reports*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://news.un.org/en/story/2024/10/1156366#:~:text=According%20to%20the%20report%2C%20in%20low-in-come%20countries%2C%2033

151 UNESCO (2025), *Background information on statistics in the UIS database*. Dernière visite le 15 août 2025. https://download.uis.unesco.org/bdds/202509/background-information-education-statistics-uis-database-en-2025.pdf

152 Nations Unies (2025), *The Sustainable Development Goals Report 2025*. Dernière visite le 26 septembre 2025. https://unstats.un.org/sdgs/report/2025/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2025.pdf

153 Ibid.

154 UNESCO (31 octobre 2024), *251M d'enfants et de jeunes non scolarisés malgré des décennies de progrès*. Communiqué de presse. Dernière visite le 15 août 2025. https://www.unesco.org/fr/articles/251m-denfants-et-de-jeunes-non-scolarises-malgre-des-decennies-de-progres-rapport-unesco

155 Nations Unies (2025), *The Sustainable Development Goals Report 2025*. Dernière visite le 26 septembre 2025. https://unstats.un.org/sdgs/report/2025/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2025.pdf

156 OMS et Banque mondiale (2023), *Tracking Universal Health Coverage: 2023 Global Monitoring Report*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.who.int/publications/i/item/9789240080379

157 S. Nandi (2020), *PPPs in publicly funded health insurance schemes: The case of PMJAY in India, of how women bear the brunt while the private sector expands*. Dernière visite le 26 septembre 2025. https://www.bloomsburycollections.com/monograph-detail?docid=b-9781350296718&tocid=b-9781350296718-chapter6

158 OMS et Banque mondiale (2023), *Tracking Universal Health Coverage: 2023 Global Monitoring Report*, op. cit.

159 Institute for New Economic Thinking (2020), *Government as the First Investor in Biopharmaceutical Innovation: Evidence from New Drug Approvals 2010–2019*. Dernière visite le 15 août 2025. https://www.ineteconomics.org/uploads/papers/WP_133-Revised-2021.0719-Cleary-Jackson-Ledley.pdf ; et Institute for New Economic Thinking (2020), *US Tax Dollars Funded Every New Pharmaceutical in the Last Decade*. Dernière visite le 15 août 2025. https://www.ineteconomics.org/perspectives/blog/us-tax-dollars-funded-every-new-pharmaceutical-in-the-last-decade

160 V. Roy et al. (2025), *Shareholder payouts among large publicly traded health care companies*. JAMA Internal Medicine. doi:10.1001/jamainternmed.2024.7687. Dernière visite le 28 octobre 2025. https://jamanetwork.com/journals/jamainternalmedicine/article-abstract/2829736

161 F. Kreler (2025), *Health Care Company Payouts Favor Shareholders, New Research Shows*. Dernière visite le 28 octobre 2025. https://medicine.yale.edu/news-article/health-care-company-payouts-favor-shareholders-new-research-shows/

162 Au 23 octobre 2025, 236 milliardaires figuraient dans la catégorie du secteur de la santé sur la liste Forbes des milliardaires en temps réel, affichant une fortune totale de 904 milliards de dollars. Il y avait donc en octobre 2025 49 milliardaires de plus dans le secteur de la santé qu'au 31 octobre 2024, où ce chiffre était de 187.

163 T. Piketty (2013), *Le Capital au XXIe siècle*. Le Seuil.

164 C. Houle (2009), Inequality and Democracy: Why Inequality Harms Consolidation but Does Not Affect Democratization. *World Politics*, 61(4), 589–622. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.cambridge.org/core/journals/world-politics/article/abs/inequality-and-democracy-why-inequality-harms-consolidation-but-does-not-affect-democratization/1AC302799314E74BBFD65C60B2CD4489

165 E. G. Rau et S. Stokes (2025), Income inequality and the erosion of democracy in the twenty-first century. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 122(1). Dernière visite le 18 septembre 2025. https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/39793070

166 Ibid.

167 S. Bienstman et al. (2024), Explaining the 'democratic malaise 'in unequal societies: Inequality, external efficacy and political trust. *European Journal of Political Research*, 63(1), 172–191. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://ejpr.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1475-6765.12611 ; S. Ahlberg, J. Linde et S. Holmberg (2023), Does inequality erode political trust? Evidence from 50 democracies. *Frontiers in Political Science*, 5, Article 1197317. Dernière visite le 28 octobre 2025. https://www.frontiersin.org/journals/political-science/articles/10.3389/fpos.2023.1197317/full

168 A. J. Stewart et al. (2018), *Polarization under rising inequality and economic decline*. Cornell University. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://arxiv.org/abs/1807.11477

169 L. Liang (2025), Unequal Democracy: Economic Inequality and Political Representation. *Michigan Journal of Economics*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://sites.lsa.umich.edu/mje/09/01/2025/unequal-democracy-economic-inequality-and-political-representation ; et Brennan Center for Justice (2021), *Large Racial Turnout Gap Persisted in 2020 Election*. New York University School of Law. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.brennancenter.org/our-work/analysis-opinion/large-racial-turnout-gap-persisted-2020-election

170 I. B. Page et al. (2018), *Billionaires and Stealth Politics*. Chicago : University of Chicago Press ; et J. Mayer (2016), *Dark Money: The Hidden History of the Billionaires Behind the Rise of the Radical Right*. New York : Doubleday.

171 M. Nord et al. (2025), *Democracy Report 2025: 25 Years of Autocratization – Democracy Trumped?* Op. cit.

172 Freedom House (2025), *Freedom in the World 2025: The Uphill Battle to Safeguard Rights*, op. cit.

173 Ibid.

174 M. Nord et al. (2025), *Democracy Report 2025: 25 Years of Autocratization – Democracy Trumped?* Op. cit. ; et CIVICUS (2025), *The Good, The Bad and The Ugly: Civic Space Dynamics*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://monitor.civicus.org/globalfindings_2023/innumbers

175 R. Lima (12 mars 2024), *Democracy declined in 42 countries in 2023, new V-Dem report says*. Democracy Without Borders. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.democracywithoutborders.org/31900/democracy-declined-in-42-countries-in-2023-new-v-dem-report-says

176 Note méthodologique, Stat. 20

177 Forbes (3 avril 2025), *These Are the 10 Richest People in Donald Trump's Administration*, op. cit.

178 The Financial Times (2024), *Elon Musk donated more than $250mn to Donald Trump's campaign, electoral filings show*. Dernière visite le 24 octobre 2024. https://www.ft.com/content/5f962d83-01d8-4a2d-9d36-a1bfed400c00 ; F. Schouten et al. (6 décembre 2024), *Musk spent more than a quarter-billion dollars to elect Trump, including funding a mysterious super PAC, new filings show*, op. cit. ; et P. Hoskins (2 octobre 2025), *Musk becomes world's first half-trillionaire*, op. cit.

179 Al Jazeera (30 mai 2025), *Elon Musk launches the America Party as feud with Trump escalates*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.aljazeera.com/news/2025/7/6/elon-musk-launches-the-america-party-as-feud-with-trump-escalates

180 P. Hägel (2021), *Billionaires in World Politics*, op. cit.

181 CSI (2025), *Ces entreprises qui menacent la démocratie 2025*. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://www.ituc-csi.org/corporate-underminers-of-democracy-2025-fr

182 Oxfam (2025), *La puissance collective du personnel*, op. cit. ; et H. McEwen et L. Narayanaswamy (2023), *The International Anti-Gender Movement Understanding the Rise of Anti-Gender Discourses in the Context of Development, Human Rights and Social Protection*. Genève : UNRISD. Dernière visite le 25 février 2025. https://cdn.unrisd.org/assets/library/papers/pdf-files/2023/wp-2023-4-anti-gender-movement.pdf

183 La Jornada (29 octobre 2019), *Condonan a Fernández de Cevallos $971.8 millones de predial en Colón*. Dernière visite le 17 octobre 2025. https://www.jornada.com.mx/2019/10/29/estados/025n1est

184 A. Winston (12 février 2024), *Inside tech billionaires' push to reshape San Francisco politics: 'a hostile takeover'. The Guardian*. Dernière visite le 17 octobre 2025. https://www.theguardian.com/us-news/2024/feb/12/san-francisco-tech-billionaires-political-influence

185 A. G. Larsen et C. H. Ellersgaard (2018), A Scandinavian Variety of Power Elites? – Key Institutional Orders in the Danish Elite Networks. Dans O. Korsnes et al. (eds.), *New Directions in Elite Studies*. Routledge. Dernière visite le 17 octobre 2025. https://research.cbs.dk/en/publications/a-scandinavian-variety-of-power-elites-key-institutional-orders-i

186 F. Botha (23 juin 2024), *How Denmark Is Moving To Retain Family-Owner Businesses*. Forbes. Dernière visite le 20 octobre 2025. https://www.forbes.com/sites/francoisbotha/2024/06/23/how-denmark-is-moving-to-retain-family-owned-businesses/

187 Nation Online (5 février 2022), *Mpinganjira freed on court bail*. Dernière visite le 27 octobre 2025. https://mwnation.com/mpinganjira-freed-on-court-bail/

188 M. Europa Taylor (14 août 2025), *Meet Thom Mpinganjira, the entrepreneur who has just been named Malawi's first dollar billionaire*. Face2Face Africa. Dernière visite le 17 octobre 2025. https://face2faceafrica.com/article/meet-thom-mpinganjira-the-entrepreneur-who-has-just-been-named-malawis-first-dollar-billionaire

189 EQUALS (14 décembre 2023), *Exclusive investigation: Billionaires turned up to COP28 in force*. Dernière visite le 17 octobre 2025. https://www.equals.ink/p/exclusive-investigation-billionaires

190 Observatoire européen des entreprises (1er avril 2025), *Opaque US anti-tax foundation to advise EU Commission*. Dernière visite le 17 octobre 2025. https://corporateeurope.org/en/2025/04/opaque-us-anti-tax-foundation-advise-eu-commission

191 PNUD (2024), *The Peoples' Climate Vote 2024*. Dernière visite le 28 octobre 2025. https://www.undp.org/publications/peoples-climate-vote-2024 ; et P. Andre et al. (2024), *Globally representative evidence on the actual and perceived support for climate action*. Dernière visite le 28 octobre 2025. https://www.nature.com/articles/s41558-024-01925-3

192 Pour chaque dollar de recettes fiscales généré dans les pays du G20, seulement huit cents proviennent de l'impôt sur la fortune, alors que les trois quarts des millionnaires interrogé·es dans les pays du G20 sont favorables à tel impôt et que neuf personnes sur dix interrogées dans le cadre d'une enquête mondiale menée par Oxfam et Greenpeace International sont favorables à l'imposition des ultra-riches. Voir : Oxfam (27 février 2024), *Moins de 8 cents sur chaque dollar de recettes fiscales collecté dans les pays du G20 proviennent de l'impôt sur la fortune, signale Oxfam*. Communiqué de presse. Dernière visite le 17 octobre 2025. https://www.oxfam.org/fr/communiques-presse/moins-de-8-cents-sur-chaque-dollar-de-recettes-fiscales-collecte-dans-les-pays ; Oxfam (17 janvier 2024), *Près des trois quarts des millionnaires interrogés dans les pays du G20 sont favorables à une augmentation des impôts sur la fortune et plus de la moitié pensent que l'extrême richesse est une « menace pour la démocratie »*. Communiqué de presse. Dernière visite le 17 octobre 2025. https://www.oxfamfrance.org/communiques-de-presse/46572/ ; et The Club of Rome (24 juin 2024), *Tax the rich, say a majority of adults across 17 G20 countries surveyed*. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://www.clubofrome.org/impact-hubs/reframing-economics/earth4all-survey-tax-rich

193 Oxfam (2023), *La loi du plus riche : pourquoi et comment taxer les plus riches pour lutter contre les inégalités*. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621477/bp-survival-of-the-richest-160123-fr.pdf

194 Pew Research Center (9 janvier 2025), *Global perceptions of inequality and discrimination*. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://www.pewresearch.org/global/2025/01/09/global-perceptions-of-inequality-and-discrimination

195 Oxfam (2025), *L'art de prendre sans entreprendre : L'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme*. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://www.oxfam.org/fr/publications/lart-de-prendre-sans-entreprendre-linjustice-pauvrete-richesses-immeritees-colonialisme

196 The Economist (22 mai 2014), *One dollar, one vote*. Dernière visite le 27 octobre 2025.

197 C. Haerpfer et al. (eds.) (2022), World Values Survey: Round Seven – Country-Pooled Datafile Version 6.0, op. cit.

198 Americans for Tax Fairness (2 avril 2025), *Billionaires Buying Elections: They've Come to Collect*, op. cit.

199 Ibid.

200 Note méthodologique, Stat. 19

201 M. Battaglini et al. (2024), *Unobserved Contributions and Political Influence: Evidence from the Death of Top Donors*. Document de travail du NBER n° w32649. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://ssrn.com/abstract=4888026

202 H. C. Saenz et D. Itríago (2018), *The Capture Phenomenon: Unmasking Power*. Oxfam Intermón. Dernière visite le 17 octobre 2025. https://www.oxfamintermon.org/hubfs/Oxfam-Website/oi-informes/Capture_Methodology_2018-en.pdf

203 W. M. Cole (2018), Poor and powerless: Economic and political inequality in cross-national perspective, 1981–2011, op. cit.

204 M. Gilens et B. I. Page (2014), Testing Theories of American Politics: Elites, Interest Groups, and Average Citizens. *Perspectives on Politics*, 12(3), 564–581. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.cambridge.org/core/journals/perspectives-on-politics/article/abs/testing-theories-of-american-politics-elites-interest-groups-and-average-citizens/62327F513959D0A304D4893B382B992B

205 L. Bartels (2002), *Economic Inequality and Political Representation*. Princeton University. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.russellsage.org/sites/all/files/u4/Bartels%20EIPR.pdf

206 M. Persson et A. Anders (2023), The Rich Have a Slight Edge: Evidence from Comparative Data on Income-Based Inequality in Policy Congruence. *British Journal of Political Science*. 2024;54(2), 514–25. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.cambridge.org/core/journals/british-journal-of-political-science/article/rich-have-a-slight-edge-evidence-from-comparative-data-on-incomebased-inequality-in-policy-congruence/A09095FC0874B162149014212872BE86

207 Supremo Tribunal Federal (2015), *O que você procura?* Dernière visite le 16 octobre 2025. https://portal.stf.jus.br/noticias/verNoticiaDetalhe.asp?idConteudo=300015&ori=1 ; et Globonews (non daté), *STF proíbe financiamento privado das campanhas eleitorais*. Dernière visite le 16 octobre 2025. https://g1.globo.com/globonews/jornal-globonews/video/stf-proibe-financiamento-privado-das-campanhas-eleitorais-4474936.ghtml

208 Oxfam (2018), *Captured Democracy: Government For The Few*. Dernière visite le 20 octobre 2025. https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620600/rr-captured-democracies-161118-summ-en.pdf ; et OCDE (2014), *The Political Economy of Tax Incentives for Investment in the Dominican Republic*. Dernière visite le 20 octobre 2025. https://www.oecd.org/en/publications/the-political-economy-of-tax-incentives-for-investment-in-the-dominican-republic_5jz3wkh45kmw-en.html

209 Transparency International EU (24 juin 2025), *MEPs and their lobby meetings, one year in: new rules, more meetings, more cause for concern?* Dernière visite le 8 octobre 2025. https://transparency.eu/new-mep-meetings/?output=pdf

210 Les entreprises associées aux milliardaires (selon leur profil Forbes Billionaire) ont été recoupées avec les montants des dépenses de lobbying pour 2024 (selon OpenSecrets), pour un total de 87 751 100 dollars. Selon OpenSecrets, les syndicats ont quant à eux consacré 54 535 532 dollars au lobbying en 2024. Voir : OpenSecrets (non daté), *Labor Lobbying*. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://www.opensecrets.org/industries/lobbying?cycle=2024&ind=P. Voir la note méthodologique, Stat. 19.

211 Oxfam (20 mai 2021), *COVID vaccines create 9 new billionaires with combined wealth greater than cost of vaccinating world's poorest countries*. Communiqué de presse. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.oxfam.org/en/press-releases/covid-vaccines-create-9-new-billionaires-combined-wealth-greater-cost-vaccinating ; et D. Geelson et al. (2023), Global inequities in access to COVID-19 health products and technologies: A political economy analysis. *Health & Place*, 83. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC10247888/

212 Oxfam Aotearoa (11 novembre 2022), *Investigation Reveals Big Pharma's Lobbying Against COVID-19 Intellectual Property Waiver*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.oxfam.org.nz/news-media/media-releases/investigation-reveals-big-pharmas-lobbying-against-covid-19-intellectual-property-waiver ; A. Furlong et al. (10 novembre 2022), *Who Killed the COVID Vaccine Waiver?* Politico. Dernière visite le 21 août 2025. https://www.politico.eu/article/covid-vaccine-poor-countries-waiver-killed ; et OpenSecrets (2021), *Industry Profile: Pharmaceuticals/Health Products*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.opensecrets.org/federal-lobbying/industries/summary?cycle=2021&id=h04

213 A. Furlong et al. (10 novembre 2022), *Who Killed the COVID Vaccine Waiver?* Op. cit.

214 Euronews (22 septembre 2025), *'Deadly for our economy': French billionaire Bernard Arnault slams wealth tax*. [contenu vidéo] Dernière visite le 28 octobre 2025. https://www.youtube.com/watch?v=IlFEHWuAtUY ; et J. Jolly (21 septembre 2025), *Wealth tax would be deadly for French economy, says Europe's richest man. The Guardian*. Dernière visite le 20 octobre 2025. https://www.theguardian.com/business/2025/sep/21/wealth-tax-would-be-deadly-for-french-economy-says-europe-richest-man-bernard-arnault

215 PNUD (2022), *Lobbying for Inequality? How Different Business Elites Navigate the Policy-Making Process in Central America*. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://www.undp.org/latin-america/publications/lobbying-inequality-how-different-business-elites-navigate-policy-making-process-central-america

216 T. Fairfield (2015), *Private wealth and public revenue: Business power and tax politics in Latin America*. Cambridge : Cambridge University Press.

217 Transparency International UK (4 mars 2023), *Research reveals extent of 'revolving door' corruption in Westminster*. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://www.transparency.org.uk/news/research-reveals-extent-revolving-door-corruption-risk-westminster

218 B. C. K. Egerod et al. (2024), Revolving door benefits? The consequences of the revolving door for political access. *Interest Groups & Advocacy*, 13, 311–332. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://link.springer.com/article/10.1057/s41309-024-00213-x

219 O. Fasan (26 août 2024), *Dangote is a state-made colossus; he should serve the common good*. Business Day. Dernière visite le 3 octobre 2025. https://businessday.ng/columnist/article/dangote-is-a-state-made-colossus-he-should-serve-the-common-good

220 Reuters (19 août 2011), *Nigeria's Jonathan adds Dangote to economic team*. Dernière visite le 3 octobre 2025. https://www.reuters.com/article/world/nigerias-jonathan-adds-dangote-to-economic-team-idUSJOE77I0NW

221 Oxfam (2024), *Multinationales et inégalités multiples*. Dernière visite le 11 novembre 2025. https://www.oxfam.org/fr/publications/multinationales-et-inegalites-multiples

222 Oxfam (2025), *La crise des inégalités en Afrique et la montée des ultra-riches*. Dernière visite le 3 octobre 2025. https://policy-practice.oxfam.org/resources/africas-inequality-crisis-and-the-rise-of-the-super-rich-621721/

223 Marcos Galperin a publié « Libres » sur X après la victoire de M. Milei aux élections présidentielles du 19 novembre 2023. Voir : https://x.com/marcos_galperin/status/1726373596044349819?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1726373596044349819%7Ctwgr%5E887743c58115cdd68d2c3b7b745c7bc1c7c8dad7%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fnearshoreamericas.com%2Fbreakdown-why-is-argentinas-tech-elite-embracing-javier-milei%2F ; et Clarín (5 septembre 2025), *Marcos Galperin y su fuerte apoyo a Javier Milei: aseguran que el empresario no tiene intenciones de desembarcar en la actividad política*. Dernière visite le 12 novembre 2025. https://www.clarin.com/economia/marcos-galperin-fuerte-apoyo-javier-milei-aseguran-empresario-intenciones-desembarcar-actividad-politica_0_xZhYC9g2lC.html

224 Mercado Libre (non daté), *Results and Financials*. Dernière visite le 20 octobre 2025. https://investor.mercadolibre.com/results-and-financials ; et S. Catalano (22 février 2025), *Beneficios fiscales: en los últimos tres años, Mercado Libre recibió exenciones impositivas del Estado por casi USD 250 millones*. Infobae. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.infobae.com/economia/2025/02/23/beneficios-fiscales-en-los-ultimos-tres-anos-mercado-libre-recibio-exenciones-impositivas-del-estado-por-casi-usd-250-millones

225 Transparency International (4 novembre 2020), *How much is your vote worth?* Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.transparency.org/en/news/how-much-is-your-vote-worth

226 European Union Election Observation Mission Lebanon 2022 (17 mai 2022), *PRESS RELEASE: Vote buying practices affected the voters' free choice and resulted in a lack of level-playing field*. Dernière visite le 17 octobre 2025. https://www.eeas.europa.eu/eom-lebanon-2022/press-release-vote-buying-practices-affected-voters%E2%80%99-free-choice-and-resulted-lack-level-playing_en ; et K. Chehayeb (18 mai 2022), *Lebanon election monitors complain of violations, attacks*. Al Jazeera. Dernière visite le 17 octobre 2025. https://www.aljazeera.com/news/2022/5/18/lebanon-election-monitors-complain-of-violations-attacks

227 T. Huijsmans et al. (2022), The Income Gap in Voting: Moderating Effects of Income Inequality and Clientelism. *Political Behavior*, 44, 1203–23. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://doi.org/10.1007/s11109-020-09652-z

228 Note méthodologique, Stat. 17

229 Note méthodologique, Stat. 18

230 Reporters sans frontières (2025), *Classement mondial RSF 2025 : la fragilisation économique des médias constitue l'une des principales menaces pour la liberté de la presse*. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://rsf.org/fr/classement-mondial-rsf-2025-la-fragilisation-%C3%A9conomique-des-m%C3%A9dias-constitue-l-une-des-principales

231 Forbes (non daté), *Rupert Murdoch & family*. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://www.forbes.com/profile/rupert-murdoch/

232 J. Oliver Conroy (4 janvier 2025), *How Elon Musk's X became the global right's supercharged front page. The Guardian*. Dernière visite le 19 septembre 2025. https://www.theguardian.com/technology/2025/jan/04/elon-musk-x-trump-far-right ; et M. Spring (27 décembre 2024), *Elon Musk's 'social experiment on humanity': How X evolved in 2024*. BBC. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://www.bbc.co.uk/news/articles/c1elddq34p7o

233 M. James (16 juin 2018), *Historic sale of the L.A. Times to billionaire Patrick Soon-Shiong to close on Monday. Los Angeles Times*. Dernière visite le 16 octobre 2025. https://www.latimes.com/business/hollywood/la-fi-ct-patrick-soon-shiong-latimes-sold-20180616-story.html

234 R. Neate (3 mai 2022), *'Extra level of power': billionaires who have bought up the media*, op. cit.

235 Selon les dépôts réglementaires, Larry Ellison a acquis Paramount et en détient les parts, tandis que son fils David Ellison a été nommé président-directeur général de Paramount et détient 50 % des droits de vote. Voir : P. Lui (29 juillet 2025), *How the World's Second Richest Person and His Son Pulled Off the $8 Billion Paramount Deal*. Forbes. Dernière visite le 28 octobre 2025. https://www.forbes.com/sites/phoebeliu/2025/07/29/how-worlds-second-richest-person-larry-ellison-david-ellison-his-son-8-billion-skydance-paramount-deal/

236 J. Coacci (8 octobre 2025), *Meet Larry Ellison, the 81-year-old tech billionaire-turned-media mogul*. Fortune. Dernière visite le 16 octobre 2025. https://fortune.com/2025/10/08/larry-ellison-technology-billionaire-media-mogul-family-david-ellison-artificial-intelligence-oracle-coding-cnn-tiktok-paramount-merger-deal/ ; et *The New York Times* (23 septembre 2025), *Larry Ellison, a Media Mogul Like No Other*. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://www.nytimes.com/2025/09/23/technology/larry-ellison-oracle-tiktok.html

237 The Guardian (26 septembre 2025), *Murdoch, Ellison and China: what we know about the US's Tiktok deal*. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://www.theguardian.com/technology/2025/sep/22/us-tiktok-deal-explained

238 E. Higgins (27 septembre 2025), *The TikTok deal would turn Trump allies' dreams of control into reality*. MSNBC. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://www.msnbc.com/opinion/msnbc-opinion/tiktok-deal-trump-tech-billionaires-control-media-rcna233697 ; et B. Johansen (20 septembre 2025), *US will control TikTok's algorithm under deal, White House says*. Politico. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://www.politico.com/news/2025/09/20/trump-tiktok-sale-algorithm-00574348

239 UNESCO (2017), *Concentration of media ownership and freedom of expression: global standards and implications for the Americas*. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000248091

240 M. Adami (26 novembre 2024), *AI-generated slop is quietly conquering the internet. Is it a threat to journalism or a problem that will fix itself?* Reuters Institute. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/news/ai-generated-slop-quietly-conquering-internet-it-threat-journalism-or-problem-will-fix-itself

241 N. Newman (17 juin 2025), *Overview and key findings of the 2025 Digital News Report*. Reuters Institute. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2025/dnr-executive-summary

242 M. Adami (15 mars 2024), *How AI-generated disinformation might impact this year's elections and how journalists should report on it*. Reuters Institute. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/news/how-ai-generated-disinformation-might-impact-years-elections-and-how-journalists-should-report

243 G. Grossman et al. (2022), How the Ultrarich Use Media Ownership as a Political Investment. *The Journal of Politics*, 84(4), 1913–31. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.journals.uchicago.edu/doi/10.1086/719415

244 Tax Justice Network (10 juin 2025), *Millionaire exodus did not occur, study reveals*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://taxjustice.net/press/millionaire-exodus-did-not-occur-study-reveals

245 D. Ponsford (12 février 2021), *Four men own Britain's news media. Is that a problem for democracy? The New Statesman*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.newstatesman.com/business/2021/02/four-men-own-britain-s-news-media-problem-democracy

246 N. Yousif et M. Halpert (27 février 2025), *Bezos focuses Washington Post opinion section on free markets and liberties*. BBC. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.bbc.co.uk/news/articles/c5y44gw5gpro

247 R. Mahoney (2018), *Saudi control of Arab media, lamented by Khashoggi, shapes coverage of his death*. Committee to Protect Journalists. Dernière visite le 3 octobre 2025. https://cpj.org/2018/10/saudi-control-of-arab-media-lamented-by-khashoggi/

248 D. Hatuqa (12 janvier 2021), *Adelson's 'extreme positions' will be long felt, Palestinians say*. Al Jazeera. Dernière visite le 4 septembre 2025. https://www.aljazeera.com/news/2021/1/12/policies-adelson-championed-will-be-long-felt-palestinians-say

249 P. Hägel (2021), *Billionaires in World Politics*, op. cit., 117-145

250 R. Dupré et J. Lefilliâtre (19 mars 2025), *Vincent Bolloré et son groupe visés par une plainte panafricaine les accusant d'être au cœur d'un « système de corruption »*, op. cit.

251 F. Kurtulmus et J. Kandiyali (2023), *Class and Inequality: Why the Media Fails the Poor and Why This Matters*, op. cit.

252 A. R. Arguedas et al. (21 mars 2024), *Race and leadership in the news media 2024: Evidence from five markets*. Reuters Institute. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/race-and-leadership-news-media-2024-evidence-five-markets

253 GMMP (2021), *Global Media Monitoring Project 2020 Report: Who Makes the News*? Op. cit.

254 Entre 2015 et 2020, le chiffre a progressé d'un point pour atteindre 25 % dans la proportion de sujets et de sources qui sont des femmes. Voir : ibid.

255 CSI (2025), *The Billionaire Coup Playbook*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/billionaire_coup_playbook_en.pdf

256 P. Vallely (8 septembre 2020), *How philanthropy benefits the super-rich. The Guardian*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.theguardian.com/society/2020/sep/08/how-philanthropy-benefits-the-super-rich

257 D. Krcmaric et al. (2024), *Billionaire Politicians: A Global Perspective*, op. cit.

258 Note méthodologique, Stat. 16

259 A. Applebaum (2024), *Autocracy Inc*. New York : Doubleday ; et note méthodologique, Stat. 21

260 Note méthodologique, Stat. 21

261 Forbes (non daté), *Najib Mikati*, op. cit.

262 M. Chulov (26 juillet 2025), *Billionaire tycoon named as Lebanese PM as economic crisis bites*, op. cit.

263 The Star (1er août 2024), *Inside Ruto's Cabinet of millionaires*. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://www.the-star.co.ke/news/realtime/2024-08-02-inside-rutos-cabinet-of-millionaires. (D'après les taux de change en vigueur en octobre 2025)

264 Ibid.

265 J. Skrdlik (10 mai 2025), *After Sierra Leone's President Took Office, His Wife and Her Family Went Real Estate Shopping*. OCCRP. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://www.occrp.org/en/investigation/after-sierra-leones-president-took-office-his-wife-and-her-family-went-real-estate-shopping

266 Forbes México (15 novembre 2018), *AMLO crea un consejo asesor empresarial; incluye a líderes de televisoras*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://forbes.com.mx/amlo-crea-un-consejo-asesor-empresarial-incluye-a-lideres-de-televisoras

267 EQUALS (14 décembre 2023), *Exclusive investigation: Billionaires turned up to COP28 in force*, op. cit.

268 Kick Big Polluters Out (15 novembre 2024), *More than 1,770 fossil fuel lobbyists flooding UN climate talks in Baku*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://kickbigpollutersout.org/COP29FossilFuelLobbyists ; et T. McIlroy (2025), *Australia could split COP31 hosting rights with Turkey under potential compromise. The Guardian*. Dernière visite le 16 septembre 2025. https://www.theguardian.com/environment/2025/oct/01/australia-could-split-cop31-hosting-rights-with-turkey-under-potential-compromise

269 Il ne s'agit pas d'une entité unique et organisée. Il semblerait que différents groupes et acteurs coordonnent leurs actions en ce sens, et plusieurs parties prenantes utilisent l'expression « internationale réactionnaire » pour formuler des allégations diverses, mais interconnectées, à leur égard. Voir par exemple : N. Michelsen et al. (2023), The reactionary internationale: the rise of the New Right and the reconstruction of international society. *International Relations, Online First*. Dernière visite le 26 septembre 2025. https://research-portal.st-andrews.ac.uk/en/publications/the-reactionary-internationale-the-rise-of-the-new-right-and-the- ; et N. Truong (13 avril 2025), *L'internationale réactionnaire, ou comment trois familles de pensée se retrouvent dans leur détestation du progressisme. Le Monde*. Dernière visite le 26 septembre 2025. https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/03/29/l-internationale-reactionnaire-ou-comment-trois-familles-de-pensee-se-retrouvent-dans-leur-detestation-du-progressisme_6587631_3232.html

270 VOA News (22 février 2025), *Amid rising worldwide populism, US conservative conference goes global*. Dernière visite le 26 septembre 2025. https://www.voanews.com/a/amid-rising-worldwide-populism-america-s-premier-conservative-conference-goes-global/7984267.html

271 Human Rights Campaign (25 août 2014), *Exposed: The World Congress of Families*. Communiqué de presse. Dernière visite le 16 septembre 2025. https://www.hrc.org/press-releases/exposed-the-world-congress-of-families

272 Global Philanthropy Project (2024), *2021–2022 Global Resources Report: Government & Philanthropic Support for Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, and Intersex Communities*. Dernière visite le 3 octobre 2025. https://globalresourcesreport.org/

273 R. Ray et J. Anyanwu (23 novembre 2022), *Why is Elon Musk's Twitter takeover increasing hate speech?* op. cit. ; J. Hendrix (7 janvier 2025), *Transcript: Mark Zuckerberg Announces Major Changes to Meta's Content Moderation Policies and Operations*. Tech Policy Press. Dernière visite le 26 septembre 2025. https://www.techpolicy.press/transcript-mark-zuckerberg-announces-major-changes-to-metas-content-moderation-policies-and-operations ; et Center for Countering Digital Hate (2025), *More Transparency and Less Spin*. Dernière visite le 26 septembre 2025. https://counterhate.com/research/more-transparency-and-less-spin

274 D. Hickey et al. (2025), X under Musk's leadership: Substantial hate and no reduction in inauthentic activity, op. cit.

275 S. Banaji (17 janvier 2025), *Totalitarian tech? Billionaires, hate and the undermining of social media integrity*. Blog de LSE. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://eprints.lse.ac.uk/127258/1/medialse_2025_1_17_totalitarian-tech-billionaires-hate-and-the-undermining-of-social-media-in.pdf

276 M. Andreescu et al. (2025), *Equality and Development: A Comparative & Historical Perspective 1800 – 2025*. Dernière visite le 29 octobre 2025. https://wid.world/document/equality-and-development-a-comparative-historical-perspective-1800-2025-world-inequality-lab-working-paper-2025-25/

277 J. Stiglitz (2012), *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers Our Future*. Penguin.

278 J. Guinto et V. Simonette (17 septembre 2025), *Fury over corruption and 'nepo babies' as floods paralyse Philippines*. BBC. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://www.bbc.co.uk/news/articles/czrp7xkd2gpo ; C. Chi (15 septembre 2025), *What to know: September 21 anti-corruption rallies at Luneta, EDSA*. Philstar Global. Dernière visite le 17 octobre 2025. https://www.philstar.com/headlines/2025/09/15/2473004/what-know-september-21-anti-corruption-rallies-luneta-edsa ; A. Aublanc et S. Roger (3 octobre 2025), *Le Maroc secoué par la fronde de la génération Z : « Nous sommes la jeunesse, nous ne sommes pas des parasites ». Le Monde*. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/10/03/le-maroc-secoue-par-la-fronde-de-la-jeunesse_6644159_3212.html ; I. Gercama (20 janvier 2025), *'We are done with corruption': how the students of Serbia rose up against the system. The Guardian*. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://www.theguardian.com/world/2025/jan/30/we-are-done-with-corruption-how-the-students-of-serbia-rose-up-against-the-system ; et M. Puig (1er octobre 2025), *Generation Z protests spread from Asia to South America*. UPI. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://www.upi.com/Top_News/World-News/2025/10/01/paraguay-genz-protests-latin-america/1551759335931/

279 ABC (18 septembre 2025), *Three protest movements: How public fury toppled leaders in Nepal, Sri Lanka and Bangladesh*. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://www.abc.net.au/asia/nepal-sri-lanka-bangladesh-uprisings/105783610

280 K. Ewe et K. Ng (17 septembre 2025), *Timor-Leste scraps plan to buy MPs fee cars after protests*. BBC. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://www.bbc.co.uk/news/articles/cy4ry7vpkdeo

281 Y. Rodgers (2023), Time Poverty: Conceptualisation, gender differences, and policy solutions, op. cit.

282 M. Schaub (2021), Acute Financial Hardship and Voter Turnout: Theory and Evidence from the Sequence of Bank Working Days. *American Political Science Review*, 115(4), 1258–74. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://doi.org/10.1017/S0003055421000551

283 Groupe de la Banque mondiale (25 avril 2018), *Le défi mondial de l'identification : qui sont les 1 milliard de personnes sans titre d'identité ?* Blogs de la Banque mondiale. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://blogs.worldbank.org/fr/voices/defi-mondial-de-l-identification-qui-sont-les-1-milliard-de-personnes-sans-titre-d-identite

284 L. Klapper (21 juillet 2024), *Trends in Access to ID in Sub-Saharan Africa* [note d'orientation]. Banque mondiale. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.worldbank.org/en/publication/globalfindex/brief/trends-in-access-to-id-in-sub-saharan-africa

285 ONU Femmes (2024), *Why so few women are in political leadership, and five actions to boost women's political participation*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.unwomen.org/en/news-stories/explainer/2024/09/five-actions-to-boost-womens-political-participation

286 E. M. Elder et al. (2025), Race, Voice, and Authority in Discussion Groups. *Perspectives on Politics*, 23(3), 1013–34. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.cambridge.org/core/journals/perspectives-on-politics/article/race-voice-and-authority-in-discussion-groups/CCC703646DAF76762495BE5443B0BA34 ; et N. Lajevardi et al. (2024), Do Minorities Feel Welcome in Politics? A Cross-Cultural Study of the United States and Sweden. *British Journal of Political Science*, 54(4), 1435–1444. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.cambridge.org/core/journals/british-journal-of-political-science/article/do-minorities-feel-welcome-in-politics-a-crosscultural-study-of-the-united-states-and-sweden/33F5A7F508B4F8DFE2B985E0B29372D6

287 M. K. Chen et al. (2020), *Racial Disparities in Voting Wait Times: Evidence from Smartphone Data*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://arxiv.org/abs/1909.00024

288 A. Kassam (31 mai 2024), *MEPs' lack of racial diversity has caused EU identity crisis, campaigners say. The Guardian*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.theguardian.com/world/article/2024/may/31/meps-lack-of-racial-diversity-has-caused-eu-identity-crisis-campaigners-say

289 Oxfam Brésil (9 août 2021), *Democracia Inacabada*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.oxfam.org.br/um-retrato-das-desigualdades-brasileiras/democracia-inacabada

290 C. Boulding (2021), *Voice and Inequality*, op. cit.

291 T. Pogrebinschi (2023), *Exploring worldwide democratic innovations – A regional case study of Latin America*. European Democracy Hub. Dernière visite le 3 octobre 2025. https://epd.eu/content/uploads/2023/07/Case-Study-Latin-America.pdf

292 gov.br (6 avril 2023), *Brazilian government establishes a social participation council and reinstates its dialogue with social movements*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.gov.br/secom/en/latest-news/2023/brazilian-government-establishes-a-social-participation-council-and-reinstates-its-dialogue-with-social-movements. La crise politique de 2015-2016 a mis un coup d'arrêt à ce cycle participatif, puis la situation s'est aggravée avec l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, entraînant un processus de démantèlement institutionnel. Le *revogaço* (décret n° 9759/2019) et la disparition du Conselho Nacional de Segurança Alimentar e Nutricional (CONSEA, ou Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle) ont symbolisé l'affaiblissement de la démocratie participative et l'exclusion de la population des espaces de délibération collective. Cette rupture a eu des conséquences directes sur les inégalités sociales et la faim. Entre 2019 et 2022, le pays a ainsi connu une hausse de la pauvreté, de l'extrême pauvreté et de l'insécurité alimentaire, conduisant le Brésil à figurer de nouveau sur la carte de la faim. Voir : Oxfam Brésil (2024), *Um Retrato das Desigualdades Brasileiras 10 Anos de Desafios e Perspectivas*. Dernière visite le 16 octobre 2025. https://www.oxfam.org.br/10-anos-de-desafios-e-perspectivas/

293 V. Hernandez (15 novembre 2012), *Jose Mujica: The world's 'poorest' president*, op. cit.

294 Ceci est résumé dans l'initiative « *Fome Zero* » (Faim zéro), présentée comme une priorité nationale. Au cours de son premier mandat, le président Lula a créé le programme *Bolsa Família*, qui est devenu une référence en matière de politiques de redistribution des revenus et de garantie du droit à une alimentation adéquate. Son retour à la présidence a marqué le début d'une reconstruction du programme participatif et d'un dialogue renouvelé entre l'État et la société civile afin de rétablir les canaux démocratiques d'écoute et de prise de décision collective, reconnaissant que la lutte contre les inégalités passe par un élargissement de la participation populaire et un renforcement de la démocratie en tant qu'instrument de justice sociale. Voir : Oxfam Brésil (2024), *Um Retrato das Desigualdades Brasileiras 10 Anos de Desafios e Perspectivas*, op. cit.

295 F. Jaumotte et C. O. Buitron (2015), *Power from the People*, op. cit.

296 C-C. Chao et M. S. Ee (2024), Does unionization reduce wage inequality? New evidence from business dynamism. *International Review of Economics & Finance*, 92, 690–703. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1059056024001229

297 A. Banerjee et al. (2021), *Unions are not only good for workers, they're good for communities and for democracy*, op. cit ; et J. T. Addison (2020), *The consequences of trade union power erosion*, op. cit.

298 Ibid.

299 K. Pineda-Hernandez et al. (2021), *How collective bargaining shapes poverty: new evidence for developed countries*. Documents de discussion LIDAM. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://sites.uclouvain.be/econ/DP/IRES/2021019.pdf

300 L. Dorigatti et al. (2021), Industrial relations and inequality: the many conditions of a crucial relationship. *Transfer: European Review of Labour and Research*, 27(1), 11–27. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/10242589211007400

301 Carnegie Endowment for International Peace (non daté), *Global Protest Tracker*. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://carnegieendowment.org/features/global-protest-tracker?lang=en

302 ACLED (non daté), *Clarity in Crisis*. Dernière visite le 28 octobre 2025. https://acleddata.com/

303 Les chiffres sont soumis à un grand nombre de variables, mais la tendance générale est à l'intensification des manifestations de masse. Voir : Center for Strategic and International Studies (2 mars 2020), *The Age of Mass Protests: Understanding an Escalating Global Trend*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.csis.org/analysis/age-mass-protests-understanding-escalating-global-trend

304 I. Ortiz et al. (2022), An analysis of world protests 2006–2020. Dans *World protests: A study of key protest issues in the 21st century* (chapitre 2). Springer. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://doi.org/10.1007/978-3-030-88513-7_2

305 A. Wiedenbrüg et Y. Horas (7 mai 2025), *What makes today's debt crisis so pernicious?* Dernière visite le 28 octobre 2025. https://www.iisd.org/what-makes-todays-debt-crisis-so-pernicious ; J. F. Gerber et al. (2021), *The awkward struggle: A global overview of social conflicts against private debts*. Dernière visite le 28 octobre 2025. https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0743016721002369 ; et D. Munevar (17 septembre 2021), *Social unrest, fiscal adjustment and debt sustainability after Covid-19*. Dernière visite le 28 octobre 2025.

306 Debt Justice (2025), *Lower-income country debt payments by creditor grouping*. Dernière visite le 29 octobre 2025. https://debtjustice.org.uk/wp-content/uploads/2025/08/Debt-payments-by-creditor-grouping_08.25.pdf ; et Y. Horas et al. (2025), *Debt Relief for Resilience*. Dernière visite le 29 octobre 2025. https://www.iisd.org/publications/report/debt-relief-for-resilience

307 Oxfam (23 septembre 2024), *Les 1 % les plus nantis possèdent plus de richesses que 95 % de l'humanité, alerte Oxfam, alors que « l'ombre de l'oligarchie mondiale plane sur l'Assemblée générale des Nations Unies »*. Communiqué de presse. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.oxfam.org/fr/communiques-presse/les-1-les-plus-nantis-possedent-plus-de-richesses-que-95-de-lhumanite-alerte ; Debt Justice (11 août 2025), *Debt payments to private lenders three times higher than to China*. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://debtjustice.org.uk/press-release/debt-payments-to-private-lenders-three-times-higher-than-to-china ; V. Roy et al. (2025), *Shareholder Payouts Among Large Publicly Traded Health Care Companies*. Dernière visite le 24 octobre 2025. https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/39928316/ ; et One Data (2025), *African Debt*. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://data.one.org/analysis/african-debt

308 L. Elliott (21 avril 2024), *World Bank officials call for shake-up of G20 debt relief scheme*. The Guardian. Dernière visite le 29 octobre 2025. https://www.theguardian.com/business/2024/apr/21/world-bank-chief-economist-indermit-gill-g20-debt-relief-mechanism-common-framework

309 Debt Justice (2025), *How the global debt system is undermining democracy and fuelling authoritarianism across Global South countries*, op. cit.

310 Ibid.

311 J. P. Daniels (2021), *Colombians protests over inequities and health care*. Lancet. Dernière visite le 28 octobre 2025. https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC9754891/

312 Données de la World Inequality Database. La part de richesse détenue par les 1 % les plus riches était estimée à 60,9 % en 2021.

313 Amnesty International (25 février 2022), *Colombia: Repression in the spotlight*. Dernière visite le 5 septembre 2025. https://www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2022/02/repression-in-the-spotlight

314 Institute for Development and Peace Studies (2025), *Entre la impunidad y la resistencia: Tendencias recientes en el asesinato de líderes sociales en Colombia*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://indepaz.org.co/entre-la-impunidad-y-la-resistencia-tendencias-recientes-en-el-asesinato-de-lideres-sociales-en-colombia

315 FMI (2024), *Kenya: Seventh and Eighth Reviews Under the Extended Fund Facility and Extended Credit Facility Arrangements, Requests for Reduction of Access, Augmentation and Rephasing of Access Under the Arrangements, Modifications of Performance Criteria, Waiver of Nonobservance of Performance Criteria, and Review Under the Resilience and Sustainability Facility Arrangement-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Kenya*. Dernière visite le 17 octobre 2025. https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2024/11/01/Kenya-Seventh-and-Eighth-Reviews-Under-the-Extended-Fund-Facility-and-Extended-Credit-556994

316 Africa Centre for People, Institutions and Society (ACEPIS), East African Tax and Governance Network (EATGN) et Tax Justice Network Africa (2022), *The Role of Private Creditors in Kenya's Public Debt Problem*. Dernière visite le 29 octobre 2025. https://taxjusticeafrica.net/resources/publications/risky-borrowing-and-economic-justice-role-private-creditors-kenyas-public

317 Alarabiya English (25 juin 2025), *Youth-led protests erupt again in Kenya over police brutality and poor governance*. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://english.alarabiya.net/News/world/2025/06/25/youthled-protests-erupt-again-in-kenya-over-police-brutality-and-poor-governance

318 Review of African Political Economy (8 janvier 2025), *Debt and Austerity – The IMF's Legacy of Structural Violence in the Global South*. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://roape.net/2025/01/08/debt-and-austerity-the-imfs-legacy-of-structural-violence-in-the-global-south

319 Étude de cas Oxfam, publiée pour la première fois dans : M. Lawson (16 novembre 2024), *The High Price of Fighting for Freedom*, op. cit.

320 K. Muiruri (23 juillet 2025), *World Bank freezes Sh97bn to Kenya on reform delays*, op. cit.

321 Commission nationale des droits de l'homme du Kenya (1er juillet 2024), *Update on the Status of Human Rights in Kenya during the Anti-Finance Bill Protests, Monday 1st July, 2024*. Dernière visite le 27 octobre 2025. https://www.knchr.org/Articles/ArtMID/2432/ArticleID/1200/Update-on-the-Status-of-Human-Rights-in-Kenya-during-the-Anti-Finance-Bill-Protests-Monday1-st-July2024-

322 DW News (2024), *Kenya police accused of killing or abducting dozens of 'Gen-Z' protesters*. [contenu vidéo]. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.youtube.com/watch?v=q4FWNpzvQ0M

323 Human Rights Watch (5 novembre 2024), *Kenya : Security Forces Abducted, Killed Protesters*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.hrw.org/news/06/11/2024/kenya-security-forces-abducted-killed-protesters

324 Al Jazeera (11 juillet 2024), *Kenya's Ruto dismisses almost entire cabinet after nationwide protests*, op. cit.

325 C. Mureithi (9 juillet 2025), *'Shoot them in the leg': Kenyan president's anti-protest rhetoric hardens as death toll rises*. *The Guardian*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.theguardian.com/world/2025/jul/09/shoot-them-in-the-leg-kenyan-presidents-anti-protest-rhetoric-hardens-as-death-toll-rises

326 ORF (2025), *Pakistan and the IMF: A Cycle of Dependency and the Need for Genuine Reform*. Dernière visite le 20 octobre 2025. https://www.orfonline.org/research/pakistan-and-the-imf-a-cycle-of-dependency-and-the-need-for-genuine-reform

327 W. Baines (11 août 2025), *Debt, democracy and the rise of authoritarianism*. Debt Justice. Dernière visite le 5 septembre 2025. https://debtjustice.org.uk/blog/debt-democracy-and-the-rise-of-authoritarianism

328 Ibid.

329 M. Meyer et C. Welch (2025), *Curtailing Civic Space: Tightening Restrictions on Civil Society in the Americas*. WOLA. Dernière visite le 10 octobre 2025. https://www.wola.org/wp-content/uploads/2025/07/Curtailing-Civic-Space-Tightening-Restrictions-on-Civil-Society-in-the-Americas-1.pdf

330 A. Buyse (2018), Squeezing civic space: restrictions on civil society organizations and the linkages with human rights. *The International Journal of Human Rights*, 22(8), 966–88. Dernière visite le 20 octobre 2025. https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13642987.2018.1492916

331 Fionnuala Ni Aoláin, ancienne Rapporteuse spéciale des Nations Unies, a rédigé un rapport complet. Voir : Minnesota Law (26 juin 2023), *Professor Fionnuala Ni Aoláin Presents Global Study on Counter-Terrorism's Effect on Civil Society*. Dernière visite le 24 octobre 2025. https://law.umn.edu/news/2023-06-26-professor-fionnuala-ni-aolain-presents-global-study-counter-terrorisms-effect-civil ; rapport complet : Nations Unies (2023), *Global Study on the Impact of Counter-Terrorism on Civil Society and Civic Space*. http://defendcivicspace.com/ ; et I. Kirova (19 septembre 2024), *Foreign Agent Laws in the Authoritarian Playbook*. Human Rights Watch. Dernière visite le 3 octobre 2025. https://www.hrw.org/news/2024/09/19/foreign-agent-laws-authoritarian-playbook

332 HCDH (25 juillet 2025), *UK: Palestine Action ban 'disturbing' misuse of UK counter-terrorism legislation, Türk warns*. Communiqué de presse. Dernière visite le 3 octobre 2025. https://www.ohchr.org/en/press-releases/2025/07/uk-palestine-action-ban-disturbing-misuse-uk-counter-terrorism-legislation

333 ACLU (10 janvier 2025), *We're Fighting Back Against Efforts to Intimidate Professors into Silence*. Dernière visite le 3 octobre 2025 https://www.aclu.org/news/free-speech/were-fighting-back-against-efforts-to-intimidate-professors-into-silence

334 A. Adu (2025), *UK union leaders express fear over erosion of right to protest in open letter*. Dernière visite le 29 octobre 2025. https://www.theguardian.com/world/2025/jul/15/union-leaders-protest-open-letter-palestine

335 B. Rothstein et E. M. Uslaner (2005), All for All: Equality, Corruption, and Social Trust. *World Politics*, 58(1), 41–72. Dernière visite le 3 octobre 2025. https://www.cambridge.org/core/journals/world-politics/article/abs/all-for-all-equality-corruption-and-social-trust/09B64F404EB0F753E78680B70A9ABEDB

336 P. Rockers (2012), Perceptions of the Health System and Public Trust in Government in Low and Middle-Income Countries: Evidence from the World Health Surveys. *Journal of Health Politics, Policy and Law*, 37(3), 405–37. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://read.dukeupress.edu/jhppl/article-abstract/37/3/405/13486/Perceptions-of-the-Health-System-and-Public-Trust

337 OCDE (2024), *Enquête de l'OCDE sur les déterminants de la confiance dans les institutions publiques – résultats 2024 : Instaurer la confiance dans un contexte complexe*. Paris : OECD Publishing. Dernière visite le 3 octobre 2025. https://www.oecd.org/fr/publications/enquete-de-l-ocde-sur-les-determinants-de-la-confiance-dans-les-institutions-publiques-resultats-2024_80ddd09b-fr.html

338 R. J. R. Dizon (2023), *Do public healthcare programs make societies more equal? Cross-country evidence on subjective wellbeing*. Health Economics Review, 13(55). Dernière visite le 3 octobre 2025. https://doi.org/10.1186/s13561-023-00467-2

339 Le coefficient de Gini est une mesure statistique des inégalités dans la répartition des revenus, de la richesse ou de la consommation des ménages.

340 OIT (2021), *Rapport mondial sur la protection sociale 2020-2022 : La protection sociale à la croisée des chemins – bâtir un avenir meilleur*. Dernière visite le 3 octobre 2025. https://www.ilo.org/fr/publications/flagship-reports/rapport-mondial-sur-la-protection-sociale-2020-2022-la-protection-sociale

341 Global Witness (2024), *Missing voices: The violent erasure of land and environmental defenders*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://globalwitness.org/en/campaigns/land-and-environmental-defenders/missing-voices

342 Oxfam (30 novembre 2016), *Land inequality in Latin America worse today than in decades*. Communiqué de presse. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.oxfam.org/en/press-releases/land-inequality-latin-america-worse-today-decades

343 Business and Human Rights Resource Centre (non daté), *Défendre les droits et réaliser des économies justes : défenseurs des droits de l'homme & entreprises (2015–2024)*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.business-humanrights.org/fr/de-nous/bulletins/d%C3%A9fenseurs-des-droits-de-lhomme-entreprises-2015-2024/d%C3%A9fendre-les-droits-et-r%C3%A9aliser-des-%C3%A9conomies-justes-d%C3%A9fenseurs-des-droits-de-lhomme-entreprises-2015-2024/

344 Global Witness (2024), *Missing voices: The violent erasure of land and environmental defenders*, op. cit.

345 Human Rights Watch (10 février 2021), *Left Undefended: Killings of Rights Defenders in Colombia's Remote Communities*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.hrw.org/report/2021/02/10/left-undefended/killings-rights-defenders-colombias-remote-communities ; et Global Witness (10 septembre 2024), *Plus de 2 100 défenseurs des droits fonciers et environnementaux tués à travers le monde entre 2012 et 2023*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://globalwitness.org/fr/press-releases/plus-de-2-100-defenseurs-des-droits-fonciers-et-environnementaux-tues-a-travers-le-monde-entre-2012-et-2023/

346 Frontline Defenders (2025), *Global Analysis 2024/24*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.frontlinedefenders.org/en/resource-publication/global-analysis-202425

347 K. Fox (4 octobre 2025), *From Morocco to Madagascar, Gen Z is taking digital dissent offline*. CNN World. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://edition.cnn.com/2025/10/04/world/gen-z-protest-movement-explainer-intl ; et T. Wong (25 septembre 2025), *The Gen Z uprising in Asia shows social media is a double-edged sword*. BBC. Dernière visite le 8 octobre 2025. https://www.bbc.co.uk/news/articles/cn4ljv39em7o

348 CSI (2025), *Global Rights Index 2025*, op. cit.

349 Ibid.

350 PEN International (1er juillet 2025), *Argentina: Serious deterioration of freedom of expression under Javier Milei's government*. Dernière visite le 30 décembre 2025. https://www.pen-international.org/news/argentina-serious-deterioration-of-freedom-of-expression-under-javier-mileis-government

351 CSI (2025), *Global Rights Index 2025*, op. cit.

352 Transforming Society (19 mai 2023), *It's called scapegoating and it's as old as divide and rule*, op. cit.

353 J. P. Walsh et al. (2022), *Social media, migration and the platformization of moral panic: Evidence from Canada*. Dernière visite le 29 octobre 2025. https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/13548565221137002 ; S. Esmail (2025), *No Longer the Exception: An exploration of factors affecting decreasing positive attitudes towards immigration in Canada post-COVID-19*. Université d'Alberta. Political Science Undergraduate Review. DOI : https://doi.org/10.29173/psur420 ; L. Schemitsch (6 décembre 2024), *The risks of immigration misinformation to Canada's int'l students*. Dernière visite le 27 octobre 2025. https://thepienews.com/the-risks-of-immigration-misinformation-to-canadas-intl-students/ ; et M. Bernier (1er novembre 2024), *A tidal wave of immigration is swamping my country. It may not survive*. Dernière visite le 28 octobre 2025. https://www.telegraph.co.uk/news/2024/11/01/canada-peoples-party-immigration-is-the-issue/

354 Runnymede Trust (2025), *A hostile environment: language, race, politics and the media*. Dernière visite le 7 octobre 2025. https://www.runnymedetrust.org/publications/a-hostile-environment-language-race-politics-and-the-media

355 G. Samaras (2025), Battleground Europe: the rise of anti-woke movements and their threat to democracy. *Frontiers in Political Science*. Dernière visite le 20 octobre 2025. https://www.frontiersin.org/journals/political-science/articles/10.3389/fpos.2025.1568816/full

356 S. A. Olofinbiyi (2022), Anti-immigrant Violence and Xenophobia in South Africa: Untreated Malady and Potential Snag for National Development, op. cit. ; J. Drury (2024), *The August 2024 riots: Empowerment of the xenophobes*. Dernière visite le 23 octobre 2025. https://blogs.sussex.ac.uk/crowdsidentities/2024/08/04/the-august-2024-riots-empowerment-of-the-xenophobes/ ; H. Al-Othman (1er juin 2025), *Riots after Southport attack more similar to those in 1958 than in 2011, study finds*, op. cit ; N. Popli (16 mai 2022), *How the 'Great Replacement Theory' Has Fueled Racist Violence*, op. cit. ; et P. Hille (2023), *Far-right terror attack in Solingen: 30 years later*, op. cit.

357 Patriotic Millionaires (16 janvier 2024), *Nearly three quarters of millionaires polled in G20 countries support higher taxes on wealth, over half think extreme wealth is a "threat to democracy"*, op. cit.

358 R. Wike et al. (9 janvier 2025), *Economic Inequality Seen as Major Challenge Around The World*, op. cit.

359 Le ratio de Palma mesure les inégalités de revenus en comparant la part des revenus des 10 % les plus riches d'une population à celle des 40 % les plus pauvres.

360 G20 South Africa 2025 (2025), *G20 Extraordinary Committee of Independent Experts on Global Inequality*. Dernière visite le 6 novembre 2025. https://ipdcolumbia.org/wp-content/uploads/2025/11/2-G20-Global-Inequality-Report-Full-and-Summary.pdf

361 Il est essentiel de réduire la concentration massive des richesses pour mettre fin à l'oligarchie et redonner le pouvoir au peuple. Oxfam milite depuis des années en faveur d'un impôt sur la fortune pour que les plus riches paient leur juste part. Par exemple, au Royaume-Uni, un impôt de 2 % sur les richesses extrêmes supérieures à 10 millions de livres sterling permettrait de récolter 24 milliards de livres sterling chaque année. Le refus de nos dirigeant·es de taxer les plus riches aggrave la crise des inégalités et éloigne toujours plus la perspective d'un avenir plus équitable pour toutes et tous. Voir : Oxfam (non daté), *Tax the Super-Rich: Protect People Not Extreme Wealth*. Dernière visite le 20 octobre 2025. https://www.oxfam.org.uk/get-involved/campaign-with-oxfam/tax-the-rich-protect-people-not-wealth/

362 D. Jacobs (16 septembre 2024), *Addressing the Global Debt Crisis: Briefing for G20 Finance Ministers*. Oxfam. Dernière visite le 27 août 2025. https://www.oxfam.org/en/research/addressing-global-debt-crisis-briefing-g20-finance-ministers

363 Oxfam (2024), *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2024*. Dernière visite le 29 septembre 2025. https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-commitment-to-reducing-inequality-index-2024-621653/

364 J. Stiglitz et al. (2025), *G20 Extraordinary Committee of Independent Experts on Global Inequality*. Dernière visite le 6 novembre 2025. https://ipdcolumbia.org/wp-content/uploads/-2/11/2025G-20Global-Inequality-Report-Full-and-Summary.pdf

365 Oxfam (2016), *Une économie au service des 1 %*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.oxfamfrance.org/sites/default/files/file_attachments/une_economie_au_service_des_1_oxfam_-_vf.pdf

366 G. France (2023), *Limits on political donations: Global Practices and its effectiveness on political integrity and equality*. Dernière visite le 11 novembre 2025. https://knowledgehub.transparency.org/helpdesk/limits-on-political-donations-global-practices-and-its-effectiveness-on-political-integrity-and-equality

367 Oxfam Amérique (2017), *Political Rigging: A primer on political capture and influence in the 21st century*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://s3.amazonaws.com/oxfam-us/www/static/media/files/Oxfam-ResearchBackgrounder-Pol__Rigging_-_Version_3_-_3_April_2017.pdf

368 U. A. Realfonzo (16 juillet 2025), *Amazon's European Parliament lobbying ban extended. The Brussels Times*. Dernière visite le 11 août 2025. https://www.brusselstimes.com/1666004/amazon-lobbyists-ban-from-european-parliament-extended-tbtb ;

M. Pollet (16 juillet 2025), *EU Parliament threatens wider ban on lobbyists as Amazon spat deepens*. Politico. Dernière visite le 11 août 2025. https://www.politico.eu/article/parliament-weighs-larger-lobbying-ban-for-amazon ; et Business and Human Rights Resource Centre (2024), *EU: Lawmakers decide that Amazon must attend parliamentary hearing and allow fact-finding mission regarding working conditions in warehouses*. Dernière visite le 16 octobre 2025. https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/eu-lawmakers-demand-amazons-participation-in-parliamentary-hearing-amid-union-concerns-over-working-conditions/

369 C. Kroet (24 juin 2025), *EU Parliament ban doesn't impact Amazon's meetings with lawmakers*. Euro News. Dernière visite le 27 août 2025. https://www.euronews.com/next/2025/06/24/eu-parliament-ban-doesnt-impact-amazons-meetings-with-lawmakers ; et Corporate Europe Observatory (25 juin 2025), *Lobby watchdogs slam Amazon for non-showing at Parliamentary hearing*. Dernière visite le 30 octobre 2025. https://www.corporateeurope.org/en/2025/06/lobby-watchdogs-slam-amazon-non-showing-parliamentary-hearing

370 Observatoire européen des entreprises (25 juin 2025), *Lobby watchdogs slam Amazon for non-showing at Parliamentary hearing*. Dernière visite le 27 août 2025. https://corporateeurope.org/en/2025/06/lobby-watchdogs-slam-amazon-non-showing-parliamentary-hearing

371 A. Chin (2010), *The Redistributive Effects of Political Reservation For Minorities: Evidence from India*. Document de travail du NBER. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.nber.org/system/files/working_papers/w16509/w16509.pdf

372 Banque mondiale (2008), *Brazil: Toward a More Inclusive and Effective Participatory Budget in Porto Elegre, Volume 1. Main Report*. Dernière visite le 17 octobre 2025. https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/ca9f0984-5ad0-5435-ad75-828abaf06d4d. Comme le confirment plusieurs études, ce modèle a perdu de sa pertinence et de sa portée au cours des dernières décennies, en raison de changements politiques, de contraintes budgétaires, de l'affaiblissement institutionnel des espaces participatifs et de l'adoption de formes alternatives de participation (conférences nationales et conseils de politique). Néanmoins, l'héritage de l'élaboration participative des budgets perdure en tant que symbole d'innovation démocratique et de quête permanente d'une plus grande justice sociale grâce à la participation populaire.

373 Il existe des garanties communément admises pour les droits et libertés de la société civile, au-delà du droit de manifester. Certaines d'entre elles sont diffusées sous forme de lignes directrices, tandis que d'autres constituent des normes internationales. Parmi les plus pertinentes, on peut citer :
- la liberté d'association, la liberté de réunion pacifique et le droit de participer aux affaires publiques, inscrits dans des instruments régionaux relatifs aux droits humains tels que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (articles 10 et 11), la Convention américaine relative aux droits de l'homme (articles 15 et 16) et la Convention européenne des droits de l'homme (article 11).
- Les récents développements au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en 2025 mettent l'accent sur la protection et l'élargissement de l'espace accordé à la société civile, en encourageant les États à créer des conditions favorables et en s'attaquant aux défis tels que les lois répressives et les crises auxquels sont confrontées les OSC en matière de financement. Voir HCDH (non daté), *Normes internationales : Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association*. Dernière visite le 5 septembre 2025. https://www.ohchr.org/fr/special-procedures/sr-freedom-of-assembly-and-association/international-standards-rights-freedom-peaceful-assembly-and-association ; et Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) (2014), *Lignes directrices conjointes sur la liberté d'association*. Dernière visite le 8 décembre 2025. https://www.venice.coe.int/webforms/documents/default.aspx?pdffile=CDL-AD(2014)046
- Les directives du Conseil de l'Europe sont un socle minimum pour garantir un espace civique propice à la participation des citoyen·nes aux problématiques d'intérêt public.
- L'*Indice CSI 2025 des droits dans le monde* et le *European Journal of Comparative Law and Governance* (mai 2025) fournissent des analyses comparatives et des évaluations actualisées des protections de la liberté d'association dans le monde entier.

374 The White House (15 janvier 2025), *Remarks by President Biden in a Farewell Address to the Nation, Oval Office, Washington DC*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/speeches-remarks/2025/01/15/remarks-by-president-biden-in-a-farewell-address-to-the-nation

375 Entre le 30 septembre 2024 et le 30 septembre 2025, la fortune des milliardaires a augmenté de 698 milliards de dollars. Voir Oxfam Amérique (2025), *UNEQUAL: The rise of a new American oligarchy and the agenda we need*. Dernière visite le 6 novembre 2025. https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/unequal-the-rise-of-a-new-american-oligarchy-and-the-agenda-we-need/

376 Washington Center for Equitable Growth (25 juin 2025), *Congressional Republicans' budget bill is the most regressive in at least 40 years*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://equitablegrowth.org/congressional-republicans-budget-bill-is-the-most-regressive-in-at-least-40-years ; et Oxfam (4 juillet 2025), *President Trump's tax bill 'a historic act of cruelty' that leaves ordinary people 'sicker, hungrier, and poorer' – Oxfam*. Communiqué de presse. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.oxfamamerica.org/press/press-releases/president-trumps-tax-bill-a-historic-act-of-cruelty-that-leaves-ordinary-people-sicker-hungrier-and-poorer-oxfam

377 United States Census Bureau (9 septembre 2025), *Poverty in the United States: 2024*. Dernière visite le 24 octobre 2025. https://www.census.gov/library/publications/2025/demo/p60-287.html#:~:text=In%202024%2C%20the%20official%20pover-ty ; et Oxfam Amérique (2025), *UNEQUAL: The rise of a new American oligarchy and the agenda we need*. Dernière visite le 6 novembre 2025. https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/unequal-the-rise-of-a-new-american-oligarchy-and-the-agenda-we-need/

378 No Kings (non daté), *No Thrones, No Crowns, No Kings*. Dernière visite le 27 octobre 2025. https://www.nokings.org/ ; A. Elassar, S. Shelton et M. Allen (6 avril 2025), *'Hands Off!' protesters across US rally against President Donald Trump and Elon Musk*. CNN. Dernière visite le 3 octobre 2025. https://www.cnn.com/2025/04/05/us/hands-off-protests-trump-musk ; W. Davis (6 avril 2025), *More than 1,300 rallies worldwide protest Trump and Musk*. The Verge. Dernière visite le 3 octobre 2025. https://www.theverge.com/news/644113/hands-off-rally-protests-trump-musk-footage ; et A. Demopoulos (19 juin 2025), *Were the No Kings protests the largest single-day demonstration in American history? The Guardian*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://www.theguardian.com/us-news/2025/jun/19/no-kings-how-many-protesters-attended

379 E. Chenoweth et al. (12 août 2025), *New data shows No Kings was one of the largest days of protest in US history*. Waging Nonviolence. Dernière visite le 5 septembre 2025. https://wagingnonviolence.org/2025/08/new-data-shows-no-kings-was-one-of-the-largest-days-of-protest-in-us-history ; et D. Pierce (16 juin 2025), *Thousands peacefully protest at 'No Kings' events across New Hampshire. New Hampshire Union Leader*. Dernière visite le 5 septembre 2025. https://www.unionleader.com/news/local/manchester/thousands-peacefully-protest-at-no-kings-events-across-new-hampshire/article_a6d47300-4716-4017-8c28-a8c37bdfbdaf.html

380 Kairos Center (2025), *A Matter of Survival: Organizing to Meet Unmet Needs and Build Power in Times of Crisis*. Dernière visite le 18 septembre 2025. https://kairoscenter.org/wp-content/uploads/2025/03/Kairos_SurvivalStrategies_FullReport.pdf

381 The First Peoples' Assembly of Victoria (non daté), *We are the First Peoples' Assembly*. Dernière visite le 8 décembre 2025. https://firstpeoplesvic.org/ ; et R. Kuokkanen et S. Maddison (2024), *Reclaiming democracy through Indigenous self-determination: what does a 'functioning country' mean?* Dernière visite le 8 décembre 2025. https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/2201473X.2025.2495459

382 Abandonné entre 2015 et 2018, le dialogue entre le gouvernement brésilien et les mouvements sociaux et la société civile organisée a pu reprendre en 2023 sous la direction du président Lula, avec la création du Conseil pour la participation sociale. Cela a réaffirmé l'engagement du gouvernement en faveur de la démocratie participative et de la reconstruction des mécanismes de dialogue public.Voir Oxfam Brésil (2024), *Um Retrato das Desigualdades Brasileiras 10 Anos de Desafios e Perspectivas*, op. cit. ; et European Democracy Hub (1er septembre 2022), *Latin America – Exploring Worldwide Democratic Innovations*, op. cit.

© Oxfam International, janvier 2026

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation.

Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation des auteur·es est requise et des frais d'utilisation peuvent s'appliquer : https://policy-practice.oxfam.org/fr/droits-dauteur-et-autorisations/

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Oxfam

Oxfam est un mouvement citoyen mondial, réunissant des personnes déterminées à combattre les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices. Nous travaillons dans plus de 70 pays de différentes régions avec un réseau de milliers de partenaires et d'alliés, pour aider les communautés au quotidien, renforcer leur résilience et protéger les vies et les moyens de subsistance en temps de crise. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd'hui et sur le long terme, pour un futur à égalité.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam Colombie (lac.oxfam.org/countries/colombia)
Oxfam Danemark (www.oxfam.dk)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam KEDV (www.kedv.org.tr)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Pilipinas (www.oxfam.org.ph)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)